

Numéro 3
Octobre 2020

GRAND JEU

Géopolitique – Stratégie – Défense



L'OTTOMANISME REFORGÉ
LA GENÈSE DU NOUVEL EMPIRE D'ANKARA



REVUE EDITEE PAR L'ASSOCIATION ILERI DEFENSE
INSTITUT LIBRE D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
7-11, AVENUE DES CHASSEURS – 75017 PARIS

EDITION OCTOBRE 2020

COMITE DE REDACTION

CHARLES MARTY

Rédacteur en chef

CHLOE PAGLICCIA

Correction et réalisation

CONTRIBUTEURS

THEO BERTRAND – ELLIOTT DE ZIEGLER – ERWAN GESREL
NOLWENN JAMBOU – LOÏK MANACH – CHARLES MARTY
CHLOE PAGLICCIA – MAXIME PHILAIRE – EMMA VANZO

SOMMAIRE

- 1** Editorial (Charles MARTY)

I- DEPLOIEMENTS GUERRIERS

- 2** Le quitte-ou-double de l'intervention en Libye (Charles MARTY)
- 10** Grèce et Turquie, le bras de fer pour Chypre (Emma VANZO)
- 16** La Syrie, baptême du feu du sultan Erdogan (Elliott DE ZIEGLER)
- 24** La question kurde, talon d'Achille de la Turquie (Loïk MANACH)

II- CONCENTRATION DE PUISSANCE

- 31** Une industrie de défense au service de Turquie (Nolwenn JAMBOU)
- 40** L'eau et les hydrocarbures, instruments de puissance (Chloé PAGLICCIA)
- 47** L'arme nucléaire, trésor interdit convoité par Ankara (Théo BERTRAND)
- 51** La Turquie, *outsider* dans la course à la foi islamique (Loïk MANACH)

III- AFFRONTEMENTS D'INFLUENCE

- 56** Ankara, prête à défier Washington et l'OTAN ? (Charles MARTY)
- 64** Erdogan face à l'Europe : diviser pour régner (Charles MARTY)
- 71** Turquie et Russie - des partenaires de circonstance (Maxime PHILAIRE)
- 78** La Turquie face à l'Iran, l'éveil des deux lions (Erwan GESREL)
- 85** L'axe turco-africain face à l'axe émiro-saoudien (Loïk MANACH)

EDITORIAL

Au cœur de la compréhension des enjeux des relations internationales, le travail de l'association ILERI Défense passe par une étape de veille des grands événements géopolitiques, mais également par une réflexion sur ces questions stratégiques. Le Grand Jeu¹ de la défense est ainsi retranscrit dans la publication de cahiers d'études, dans la continuité de travaux réalisés au cours de l'année universitaire. Cet exercice avait abouti en 2017 et 2018 aux deux premiers numéros de la revue, portant respectivement sur la question du *Siècle arctique* et sur *l'avenir du nucléaire militaire*, offrant à leurs lecteurs la possibilité d'appréhender des enjeux majeurs sur le temps long.

Forte d'une contribution sans précédent de ses membres, étudiants de l'ILERI de la première à la cinquième année, cette troisième réflexion a exploré un enjeu dont les conséquences se font sentir à l'immédiat sur le monde de 2020. L'association propose ainsi un travail de déchiffrement de *La genèse du nouvel empire d'Ankara*, offrant des clés de compréhension des nombreuses crises internationales actuelles impliquant la Turquie.

Alors que le Moyen-Orient se fracture toujours plus entre ses hégémons en puissance (Ankara, Riyad et Téhéran) et que l'Afrique du Nord continue de subir le poids du terrorisme international et des guerres civiles, la Méditerranée orientale est cette année 2020 la proie de tensions interétatiques d'un niveau d'intensité jamais atteint depuis presque un siècle, et la région du Caucase a vu cet automne une résurgence des affrontements de très haute intensité, au Haut-Karabagh, entre les forces armées d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Le dénominateur commun de ces quatre « fronts », les forces armées turques.

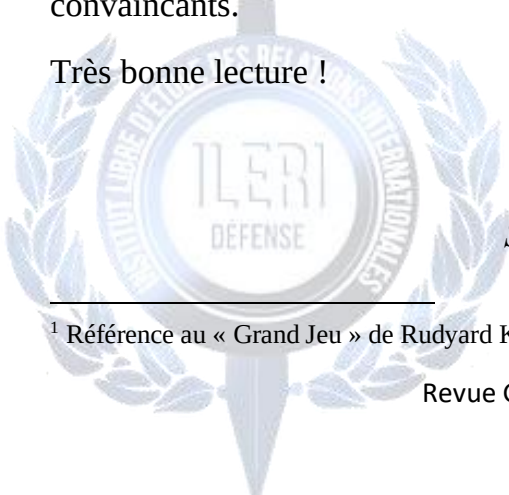
Il est impossible de traiter ces crises de manière indépendante, puisqu'elles participent toutes à une manœuvre commune de la part du président Recep Tayyip Erdogan. Par ses déploiements militaires au Levant, en Libye et en Méditerranée orientale et par son soutien militaire aux forces azerbaïdjanaises, la Turquie montre que sa vision stratégique a évolué. Elle avance une rhétorique hégémonique, un « néo-ottomanisme », qui force tous les pays impliqués à envisager la possibilité d'un conflit armé avec elle. Alors que la France a engagé une dynamique de revalorisation de son *hard power*, la question de l'ambition d'Ankara rend indispensable une tentative collégiale d'apporter des angles de réflexion pertinents et convaincants.

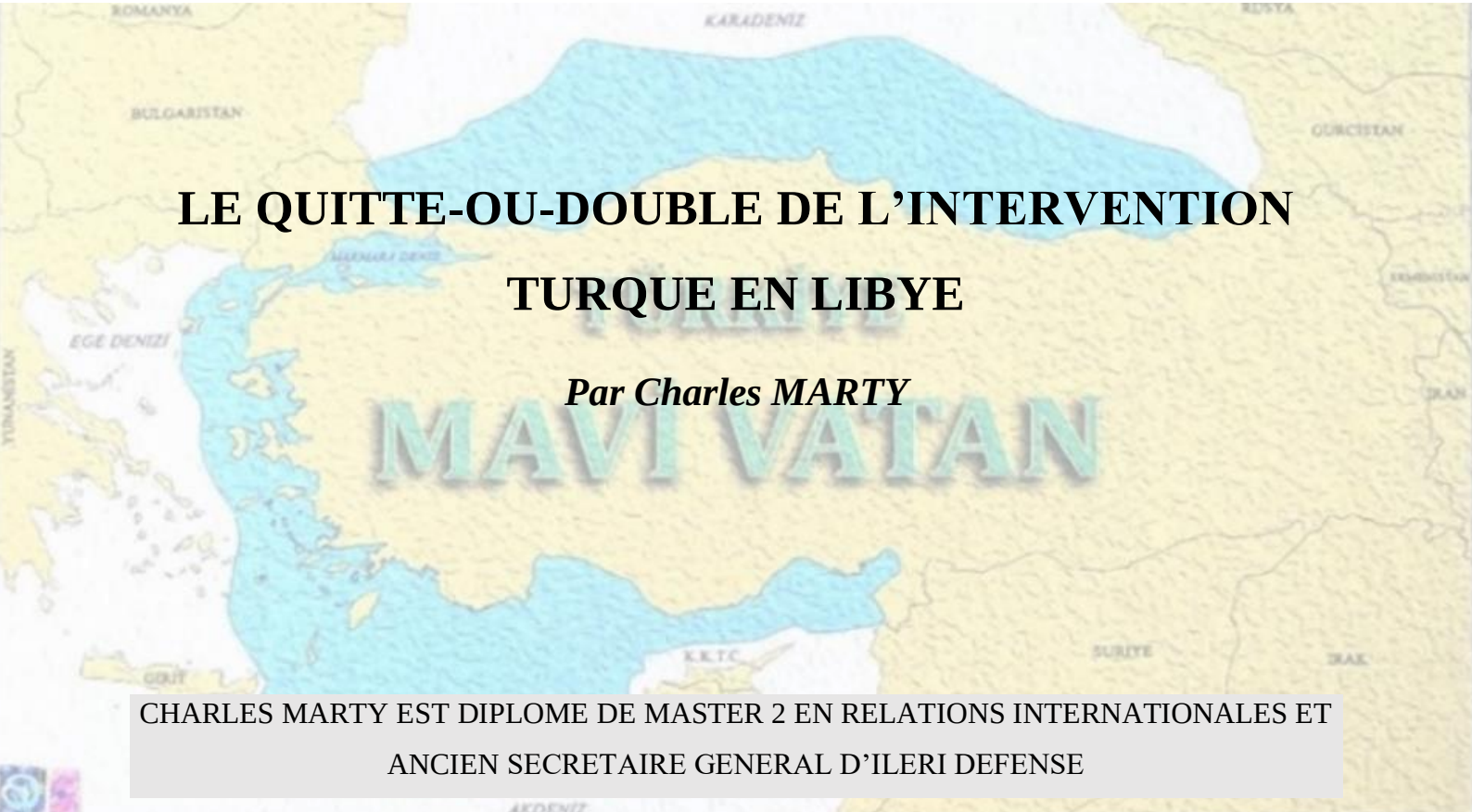
Très bonne lecture !

CHARLES MARTY

Secrétaire général d'ILERI Défense et rédacteur en chef

¹ Référence au « Grand Jeu » de Rudyard Kipling, concept développé dans son roman *Kim*





LE QUITTE-OU-DOUBLE DE L'INTERVENTION TURQUE EN LIBYE

Par Charles MARTY

CHARLES MARTY EST DIPLOME DE MASTER 2 EN RELATIONS INTERNATIONALES ET
ANCIEN SECRETAIRE GENERAL D'ILERI DEFENSE

L'assertion de la domination turque sur la Méditerranée orientale, axiome principal de la quête de puissance de Recep Tayyip Erdogan, dépend en grande partie du succès de l'engagement militaire de la Turquie au cœur de la guerre civile libyenne, qui dure depuis 2014. Or, après huit mois d'opérations sur le sol libyen aux côtés du Gouvernement d'entente nationale (GEN) de Fayeze Al-Serraj, Ankara assiste depuis le 21 août à des négociations entre ses « alliés » et l'Armée nationale libyenne (ANL) en vue d'établir un cessez-le-feu et une zone démilitarisée entre les deux factions de la guerre civile².

Au vu du poids considérable que tient la Turquie dans l'effort de guerre du GEN, et compte-tenu de l'importance qu'Ankara attache à son identification formelle aux côtés du gouvernement de Tripoli, il est improbable – on serait tenté de dire impossible – que ce processus de cessez-le-feu ait été entamé sans qu'Erdogan en ait eu connaissance. Il n'est toutefois pas certain qu'il y ait donné son assentiment³. Ankara estime-t-elle qu'elle ait atteint les objectifs qu'elle recherchait et qu'elle n'ait plus besoin de poursuivre cette guerre ?

² Le Courrier International, citant un article de *La Repubblica* – Rome, décrivant le processus de cessez-le-feu en Libye
<https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-en-libye-un-cessez-le-feu-signé-et-des-elections-promises>

³ ANDLAUER Anne, RFI, « La Turquie très discrète après l'annonce d'un cessez-le-feu en Libye », 21/08/2020
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200821-la-turquie-très-discrète-après-l-annonce-d-cessez-le-feu-en-libye>

UNE INTERVENTION « JUSTIFIEE » LEGALEMENT ET HISTORIQUEMENT

S'il est difficile de déterminer quel sera le prochain mouvement d'Erdogan pour encore plus asseoir son emprise sur la Méditerranée orientale, les raisons de son implication en Libye sont limpides. La première est l'aspect symbolique de cette intervention, qui prend ses racines dans l'histoire de la Libye et ses rapports avec la Turquie.

La dualité Est – Ouest libyenne est une constante à travers l'histoire. Le pays constitué de l'occidentale Tripolitaine et de l'orientale Cyrénaïque a toujours été l'objet de rivalités entre puissances extérieures ; la Libye a été déchirée entre Carthage et le royaume lagide des Ptolémées, puis entre l'empire romain occidental latin et son équivalent oriental grec, avant de devenir une province de l'empire Ottoman que lui a disputé l'Italie de 1911. Depuis l'indépendance de 1951, le pouvoir alterne entre les capitales de Tripoli et Benghazi. De par la possession ottomane des territoires libyens du XVe jusqu'au début du XXe siècle, la Turquie entretient le récit du souhait d'un rétablissement de l'« alliance » ancienne entre libyens et turcs qui avait fait prospérer les deux peuples (propagande tant à destination des libyens que de l'électorat turc).

Mais plus important que la justification historique basée sur des revendications impériales d'un autre siècle, l'intervention turque repose sur les accords maritimes stratégiques passés entre Ankara et le GEN de Tripoli : conclus fin 2019, ces tractations établissent un partage des eaux de la Méditerranée orientale entre les zones économiques exclusives (ZEE) turque et libyenne, à mi-chemin entre l'île de Crète et Chypre⁴. Ce retraçage des cartes maritimes, en flagrante violation des tracés historiques des ZEE méditerranéennes, a pour but de s'approprier les eaux grecques et chypriotes (et de « céder » à la Libye une portion des eaux égyptiennes) dans un objectif de prospection énergétique, mais aussi de suprématie maritime stratégique.

La découverte de la réserve de gaz Aphrodite, d'une part, a donné le signal de départ d'une course à l'énergie dans laquelle Erdogan s'est jeté avec abandon, et des navires de prospection

⁴ JEGO Marie, Le Monde, « Un accord turco-libyen de délimitation maritime provoque la colère de la Grèce », le 10/12/2019
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/10/un-accord-turco-libyen-de-delimitation-maritime-provoque-la-colere-de-la-grece_6022314_3210.html

gazière sillonnent désormais les eaux chypriotes et grecques escortés par des bâtiments militaires turcs, au mépris du droit de la mer. D'autre part, le pouvoir à Ankara épouse la doctrine territoriale « Mavi Vatan » (*Blue Homeland*) de domination du plateau maritime turc, incorporant la majorité des îles grecques et la totalité des eaux séparant la Crête de Chypre.⁵

Avec la signature de cet accord violant ouvertement les droits maritimes de la moitié des nations jouxtant la Méditerranée orientale, Ankara jouit également de l'instrumentalisation du réseau d'influence religieux qui sous-tend le pouvoir du GEN. Contrairement à l'ANL dirigée par le laïc Khalifa Haftar, le gouvernement de Tripolitaine est en effet ouvertement islamique, et les Frères Musulmans sont officiellement représentés et y exercent une influence non-négligeable. Erdogan se drapant du titre de défenseur de l'islam, la diffusion de la propagande turque islamisante est un objectif majeur de l'action étrangère d'Ankara, et l'amplification par les Frères Musulmans du message pro-Erdogan est un atout précieux.

La cerise sur le gâteau, pourrait-on dire, est que dans la guerre civile qui déchire la Libye depuis six ans, le camp soutenu par Erdogan est officiellement reconnu comme le gouvernement légitime de la Libye par la communauté internationale et l'ONU. L'ANL, à l'inverse, n'est soutenue que par quelques pays épars tels que la Russie, l'Égypte, les Émirats arabes unis et, accessoirement, la France.

L'ENTREE EN JEUX D'AUTRES ACTEURS PRO-HAFTAR

C'est forte de cette « légitimité internationale », après avoir été appelée à l'aide par le GEN, que la Turquie s'est engagée sur le terrain libyen au début de l'année 2020. Une fois que l'intervention militaire a été permise par l'approbation du Parlement turc le 2 janvier, Ankara a déployé un important dispositif d'aide aux forces du gouvernement de Tripoli : des conseillers militaires au sol ont assuré la formation des troupes locales du GEN et ont fourni un soutien opérationnel aux opérations des milices. Des agents de renseignement ont

⁵ GINGERAS Ryan, "Blue Homeland, the heated politics behind Turkey's new maritime strategy", War on the Rocks, 2 juin 2020, <https://warontherocks.com/2020/06/blue-homeland-the-heated-politics-behind-turkeys-new-maritime-strategy/>

également été déployés pour des opérations de subversion et des raids dans les territoires contrôlés par l'ANL, et un soutien aérien a été assuré par l'utilisation massive de drones.

En plus de ces forces régulières, toutefois, la Turquie a engagé dans ce conflit des forces plus occultes. Depuis janvier, des milliers de mercenaires syriens pro-turcs issus de l'Armée nationale syrienne, ainsi que des supplétifs turkmènes et arabes, passés illégalement en Libye par les convoiements turcs, se battent aux côtés des milices – avec beaucoup moins de respect pour la sécurité des civils⁶. Par ailleurs, Ankara s'assure également que Tripoli reste dépendante de son aide pour remporter le conflit en lui vendant des armes de guerre, et ce en violation direct de l'embargo sur les armes imposé par l'ONU. Face aux accusations de vouloir prolonger et éterniser le conflit, la Turquie renvoie la balle à la Russie, qui vend également des armes aux soldats de l'ANL et engage aussi des mercenaires au service du Maréchal Haftar.

Cet imposant déploiement de forces de la part de la Turquie a permis au Gouvernement de Tripoli de repousser les troupes de Benghazi qui, en janvier, étaient au bord du triomphe. En quelques mois, les forces du GEN ont repris la quasi-totalité de la Tripolitaine, soit une portion immense du pays. Avec ce regain de terrain sur tout juste huit mois, la Turquie contrôle suffisamment de territoire pour justifier l'implantation de bases permanentes turques en Libye, son objectif principal à court et moyen terme.

Une base navale permanente à Misrata permettrait un soutien naval constant aux bâtiments civils de prospection gazière, et consoliderait la doctrine « Mavi Vatan » prêchée par Ankara. Une base aérienne, implantée à Al-Watiya, permettrait un appui aérien « illimité » aux forces turques sur le terrain libyen. En effet, si la Turquie multiplie les démonstrations de forces pour indiquer qu'elle est prête à augmenter la pression sur l'ANL, les F-16 turcs restent limités dans leur autonomie : le déploiement depuis les bases aériennes sur le sol turc limite singulièrement leur autonomie pour des opérations prolongées, et l'Algérie et la Tunisie refusent d'accueillir des escadrons turcs sur leurs bases. Un déploiement de F-16 en Libye à Al-Watiya changerait le cours de la guerre, notamment vis-à-vis du principal soutien au Maréchal Haftar, l'Égypte.

⁶ « Guerre de mercenaires entre la Russie et la Turquie en Libye », le Monde, 6 juillet 2020, <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/06/07/guerre-de-mercenaires-entre-la-russie-et-la-turquie-en-libye/>

Le président égyptien Sissi connaît des turbulences intérieures nécessitant des actions fortes à l'étranger pour maintenir son prestige et l'implantation du rival turc sur le champ de bataille libyen lui a donné une occasion en or. Les exercices militaires à la frontière de la Libye se sont multipliés en début 2020, et fin juin, le Parlement égyptien a autorisé une intervention militaire aux côtés de l'ANL. Au même titre et selon la même configuration qu'Ankara, le Caire a envoyé des cadres militaires assurer formation et soutien opérationnel aux forces de Haftar. De plus, en juillet, des avions non-identifiés (suspectés d'être soit des Rafale égyptiens, soit des Mirage-2000 émiriens) ont exécuté des raids aériens sur des positions turco-libyennes. Bien que Le Caire n'ait pas revendiqué ces frappes, elles constituent un avertissement clair, en écho aux mises en garde du président Sissi de fin juin : les villes de Syrte et de Al-Joufra sont une ligne rouge et leur franchissement par les forces turques entraîneront des représailles⁷.

Aux côtés de l'ANL se tient aussi la Russie, qui a assuré un soutien sur le sol libyen depuis 2018 à travers ses unités paramilitaires Wagner et ses propres conseillers militaires. Enfin, la France est présente, à travers son contrôle du respect de l'embargo pétrolier et sur les armes par la présence de frégates le long des côtes libyennes.

De par la présence de ces soutiens aux forces du Maréchal Haftar, la ligne de front s'est stabilisé le long de la droite Syrte – Al-Watiya, qui représente la frontière officieuse entre l'Est et l'Ouest libyens. A partir de ce point, les forces en repli de l'ANL ont offert une résistance accrue, pour cause : le golfe de Syrte, site pétrolier majeur de Cyrénaïque, est un objectif vital pour les deux camps. C'est dans ce cadre annonciateur d'une conflagration particulièrement violente qu'a été annoncé le cessez-le-feu du 21 août.

UNE AMBITION DE *PAX OTTOMANA* EN LIBYE

D'une certaine manière, on pourrait dire que Erdogan a accompli tous ses objectifs à travers son implication en Libye. D'une part, la reconquête du territoire libyen lui donne les clés pour assurer, par la présence de bases permanentes, le contrôle total du conflit face à l'ANL et face

⁷ « Les armées égyptiennes et turques vont-elles s'affronter en Libye ? », Forbes, 9 juillet 2020, <https://www.forbes.com/sites/pauliddon/2020/07/09/will-the-egyptian-and-turkish-militaries-clash-in-libya/#2df296602ea4>

aux forces égyptiennes⁸, ainsi que la maîtrise maritime des eaux incluses dans la vision « Mavi Vatan » – en d’autres termes la Turquie peut engager des prospections maritimes gazières illimitées. Sans compter sur le contrôle des champs pétrolifères de Syrte, qui garantit également un apport énergétique incontournable.

D’autre part, la maîtrise du territoire libyen implique le contrôle d’un des points de départ principaux des routes de l’immigration clandestine en Méditerranée vers l’Europe. Avec la route des Balkans, Erdogan tient les deux plus grands accès vers le vieux continent. Cela lui laisse les coudées franches pour utiliser les réfugiés libyens (et sahéliens traversant la Libye) comme un levier de pression sur l’UE, dans une répétition du chantage qu’il avait déjà employé en 2015 en se servant des réfugiés syriens.⁹

Le cessez-le-feu du 21 août sous son égide, stabilisant le camp de la guerre civile soutenu par l’ONU, légitime finalement la présence turque, en sa qualité de force de maintien de la paix et de potentiel négociateur. Ce statut lui accorde un statut très prestigieux face à l’axe égypto-saoudien dans la conquête spirituelle du monde arabe, mais également face à l’Union européenne dans sa revendication de puissance et de légitimité dans tout le monde méditerranéen.

Cela ne signifie pas nécessairement pour autant que l’implantation turque en Libye est actée et doit être prise pour acquises. Jusqu’à présent, les forces turques ont dénoncé avec insistance la présence de mercenaires, particulièrement russes, dans le camp du Maréchal Haftar, mais ce désaccord avec la Russie ne s’est jamais exporté au-delà des critiques en surface dans les articles de presse. Compte tenu de la fragilité extrême des Accords d’Astana et de la situation en Syrie, où Moscou et Ankara se regardent en chiens de faïence, Erdogan ne peut pas encore se permettre de trop antagoniser Vladimir Poutine. Dans ce contexte, l’engagement turc aux côtés de l’Azerbaïdjan fin septembre dans le Haut-Karabakh prend tout son sens. Au-delà des objectifs d’Erdogan de renforcement de son influence dans la région, verrouiller l’arrière-cour de la Russie dans le Caucase lui donne de précieux arguments de négociation face à la Russie en Libye.

⁸ “Turkey eyes Libya bases for lasting military foothold”, Reuters, 30 juin 2020, <https://www.reuters.com/article/us-libya-security-turkey-russia-idUSKBN23M1D9>

⁹ « Tribune : En Libye, la Turquie tombe le masque », Le Monde, 30 juin 2020, https://www.lepoint.fr/debats/tribune-en-libye-la-turquie-tombe-le-masque-30-06-2020-2382355_2.php

D'autre part, les récents troubles intérieurs en Tripolitaine pourraient porter préjudice à la présence d'Ankara : alors que, en fin du mois d'août, de larges manifestations auraient dénoncé la corruption du GEN et refusé la présence des milices et des mercenaires turcs dans les rues de Tripoli, Misrata et Sabratah, des miliciens ont riposté et ouvert le feu à l'arme automatique et au canon antiaérien sur des manifestants. Les manœuvres de Serraj pour tenter de détourner l'attention n'ont pas eu l'effet escompté, et le GEN est de plus en plus accusé d'avoir fait appel à la Turquie pour étouffer ces soulèvements populaires. La présence turque est de moins en moins tolérée par la population¹⁰.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA PRESENCE TURQUE EN TRIPOLITAINE ?

Même si l'aventure libyenne devait arriver à son terme, toutefois, la politique de fait accompli de la Turquie a fait des miracles. La France est aujourd'hui le seul pays européen à dresser une résistance opérationnelle face aux incursions turques dans les eaux grecques, l'Allemagne ayant choisi de s'asseoir à la table des négociations.

Par ailleurs, le 21 août, jour de l'annonce du cessez-le-feu, Ankara a déclaré avoir découvert le plus gros gisement de gaz naturel de son histoire (sic) en mer Noire¹¹. Le gisement « Tuna-1 », situé dans la ZEE turque mais tout proche des eaux roumaines et bulgares, est évalué par le gouvernement turc à 320 milliards de mètres cube. Le choix d'annoncer cette découverte le même jour que le cessez-le-feu en Libye n'est pas innocent : les réserves de gaz qu'abriteraient la Méditerranée orientale sont redondantes à moyen-terme face à « Tuna-1 », qui serait capable d'alimenter la Turquie pour les dix ou quinze prochaines années.

Mais Ankara ne recherche pas simplement l'autonomie énergétique, mais la maîtrise des flux d'approvisionnement de ses voisins. S'appropriier les réserves de gaz méditerranéennes participe au projet de devenir une plaque tournante du commerce gazier vers l'Europe et les Balkans. Dès lors, il se peut que cette découverte soit vectrice d'un investissement renouvelé

¹⁰ « Les manifestations libyennes accroissent l'isolation de Serraj et exposent le rôle de la Turquie », TheArabWeekly, <https://thearabweekly.com/libyan-protests-deepen-sarrajs-isolation-and-expose-turkeys-role>

¹¹ « La Turquie a découvert le plus grand gisement de son histoire en mer Noire selon Erdogan », le Figaro, 21 août 2020, <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/gaz-naturel-la-turquie-a-decouvert-le-plus-grand-gisement-de-son-histoire-en-mer-noire-selon-erdogan-20200821>

des forces turques en Libye, puisque l'enjeu gazier de l'accord maritime avec Tripoli ne représente plus un tel quitte ou double grâce à la découverte de « Tuna-1 ».

POUR ALLER PLUS LOIN :

SCHMID Dorothee, « La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ? », CNRS Editions, 2011

KLINGELSCHMITT Nicolas, « Comprendre la crise libyenne (2019-2020) : contexte diplomatique, enjeux sécuritaires et intérêts gaziers autour des accords turco-libyens », Les clés du Moyen-Orient, 10 janvier 2020



GRÈCE ET TURQUIE, LE BRAS DE FER POUR CHYPRE

Par Emma VANZO, avec Elliott DE ZIEGLER et Chloé PAGLICCIA

EMMA VANZO EST ETUDIANTE EN DEUXIEME ANNEE DE BACHELOR EN RELATIONS INTERNATIONALES ET NOUVELLE PRESIDENTE D'ILERI DEFENSE

L'île de Chypre, symbole de la naissance d'Aphrodite dans la mythologie grecque, se divise en deux souverainetés, la République de Chypre d'un côté, membre de l'Union européenne et de l'autre le Royaume-Uni, possédant deux enclaves servant de bases militaires conservées après l'indépendance de l'île, nommées Akrotiti et Dhekelia. Cette division théorique est en réalité bien plus complexe. La République de Chypre n'exerce pas son autorité sur la partie Nord de l'île, contrôlée par l'armée turque¹². La partie Nord revendique donc son indépendance en tant qu'État souverain, sous le nom de République Turque de Chypre du Nord (RTCN). Entre les deux territoires existe une zone tampon de 180 km, appelée ligne verte ou « ligne Attila », contrôlée par l'ONU afin d'éviter tout affrontement.

LA NAISSANCE DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE, AUX RACINES DU CONFLIT

Il faut revenir à l'époque où Chypre était une colonie britannique, depuis la défaite de l'Empire Ottoman. En plus des troupes coloniales anglaises, l'île était habitée par une majorité grecque – 80 % de la population – ainsi qu'une minorité turque représentant 20 % de la population.

¹² GOURDIN Patrice, « Chypre : un lieu de tensions en Méditerranée orientale », Diploweb, février 2018 <https://www.diploweb.com/Chypre-un-lieu-de-tensions-en-Mediterranee-orientale.html>

En 1931, une révolte éclate au sein de la communauté des chypriotes grecs ; le soulèvement des nationalistes d'EOKA (Εθνική Οργάνωση Κυπρίων Αγωνιστών – Organisation nationale des combattants chypriotes) souhaitant l'énosis, le rattachement de l'île à la Grèce fut durement réprimé par les britanniques. Cette révolte des Chypriotes contre le gouvernement britannique prit le nom d'Oktovriana (Οκτωβριανά). En 1955, les chypriotes se radicalisèrent et cette révolte muta en conflit armé. Pour faire face, les britanniques ont recruté des chypriotes turcs pour renforcer leurs rangs. C'est ainsi qu'un conflit d'abord anticolonial se transforma en conflit intercommunautaire.¹³

En 1960, afin d'apaiser la situation et face aux accords de Zurich et de Londres du 16 août, les Britanniques accordèrent l'indépendance à l'île, sous le nom de République de Chypre¹⁴. Lors de ces accords, plusieurs décisions ont été prises. L'île devint indépendante, le rattachement à la Grèce comme le désire les chypriotes grecs a donc été refusé. Il fut également décidé que le Royaume-Uni garde les bases militaires d'Akrotiri et de Dhekelia. Enfin, il fut dit que le Royaume-Uni, la Grèce et la Turquie deviendraient garants de l'équilibre constitutionnel, se gardant le droit d'intervenir militairement en cas de nécessité.

La constitution de cette nouvelle République fut alors élaborée sur une base de communautarisme avec en son sein un président, l'archevêque Makarios III et un vice-président turc. En 1963, Makarios III voulut réduire le nombre de chypriotes turcs au pouvoir législatif, les jugeant être surreprésentés. Les tensions revinrent à la surface et le vice-président ainsi que les turcs au pouvoir quittèrent leurs fonctions, percevant cette décision comme une volonté de réduction de leurs droits et de les expulser du gouvernement. C'est ainsi que des violences intercommunautaires éclatèrent en décembre 1963, faisant plus de 134 morts, dont 108 Chypriotes turcs, aussi appelées « la semaine noire ». L'ONU décida d'intervenir en 1964 en envoyant 2500 hommes dans le but de créer une force d'interposition.

En 1967, plusieurs colonels de l'armée grecque réussirent à renverser le pouvoir en place, abolir la constitution et la monarchie et imposer une dictature ayant la forme d'une République.

¹³ « Le conflit qui divise Chypre expliqué en trois minutes », Le Temps, 10 janvier 2017
https://www.letemps.ch/monde/conflit-divise-chypre-explique-trois-minutes?fbclid=IwAR2qdQ6O6oqIHxuZcQYIyUsRkbfc_PovFA6lJ7FB2NMudE_ppPKx7gaHEcY

¹⁴ Herodote.net, « 16 août 1960, Indépendance de Chypre », https://www.herodote.net/16_aout_1960-evenement-19600816.php

Le 15 juillet 1974¹⁵, la dictature grecque fut d'un grand soutien pour le coup d'État qui renversa l'archevêque Makarios III, accusé de sympathie avec les communistes et qui souhaitait que l'île reste indépendante comme prévu. Le but du régime grec était de finalement rattacher Chypre à leur pays. Grâce à ce coup d'État, Nikolas Sampson, membre du Parlement Chypriote en 1970, et faisant aussi partie de l'EOKA, devint le nouveau président. Mais, redoutant l'annexion à la Grèce, la Turquie était intervenue le 20 juillet 1974 et envahit le nord de l'île, conformément aux accords de Zürich et de Londres (voir supra). Cette invasion, nommée opération Attila, fit plusieurs milliers de morts et obligea plus de 210000 Chypriotes grecs vivant au Nord, à fuir au Sud. De même pour les Chypriotes turcs au Sud, qui rejoignirent le Nord.

Ce coup de force précipita la chute du régime des colonels en Grèce et, au bout de 9 jours à la tête de l'île, Sampson démissionna et Makarios III revint au pouvoir, avec seulement le contrôle du Sud cependant. La partie du Nord resta un État fédéré à la Turquie jusqu'en 1983 puis déclara son indépendance. Encore aujourd'hui, seule la Turquie reconnaît officiellement la partie Nord (RTCN) comme État souverain. Une zone tampon (ligne démilitarisée) fut alors établie, afin d'éviter tout affrontement entre les deux territoires et les deux communautés. Les années suivant, la Turquie envoya près de 100 000 colons dans la partie Nord.

Récemment, un dégel des relations entre les deux parties de l'île s'observe. En effet, l'ONU, qui contrôle la zone tampon, a ouvert des points de passage permettant la traversée des populations. Cependant, une énorme différence économique existe entre les deux territoires. Le Produit Intérieur Brut (PIB) du Sud est quatre fois plus élevé que celui du Nord et cela a un impact important sur la qualité de vie des deux communautés. En 2004, le « plan Annan », pour une réunification a vu le jour, mais fut abandonné suite à un référendum organisé auprès des deux parties. Ce référendum fut accepté à 65% par le Nord mais fut rejeté par 75% au Sud¹⁶.

¹⁵ GODIN Romaric, « Il y a 40 ans, la Turquie envahissait Chypre », La Tribune, 20/07/2014, <https://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20140720trib000840662/il-y-a-20-ans-la-turquie-envahissait-chypre.html>

¹⁶ DELOY Corinne, « Echec du référendum sur la réunification de l'île », Fondation Robert Schuman, 24/04/2004, <https://www.robert-schuman.eu/fr/oe/0289-echec-du-referendum-sur-la-reunification-de-l-ile>

Pour cause, bien que favorable à une République Chypriote unie, le plan ne prévoyait pas le retour de tous les Grecs ayant été expropriés lors de la partition. Malgré tout, depuis 2015 et l'élection d'un nouveau président chypriote, on assiste à une ouverture de la région nord. Toutefois, même si des négociations ont eu lieu depuis 2010, l'occupation turque de l'île reste une cause de tension majeure entre l'Union Européenne et la Turquie, étant un frein à l'adhésion de cette dernière à l'Union.

ENTRE LE NORD ET LE SUD, UN FRAGILE MAINTIEN DE LA PAIX

Suite au coup d'État manqué de 1974 et à l'enlisement du conflit entre les deux communautés, l'ONU s'est posée en médiateur de la situation. Cette mesure multilatérale de maintien de la paix prend racine depuis 1964. En effet, les tensions intercommunautaires couvent depuis plusieurs décennies sur l'île et l'étincelle du coup de 1974 ne saurait cacher un baril de poudre bien plus ancien. La mise en place de l'action de l'ONU est ancrée dans les codes des actions de maintien de l'ordre de l'époque. Pour preuve, l'action des forces des casques bleus s'est bornée à l'élaboration d'une ligne démilitarisée appelée « ligne verte ».

Mais encore, les forces onusiennes n'avaient qu'un mandat de police aux alentours immédiats de cette dite ligne. Le but de l'action de l'ONU est de permettre une réunification des deux parties de l'île en mettant en place un système fédéral qui respecte et protège les différentes parties en cause. Malheureusement, plusieurs points d'achoppements subsistent. Le premier, le plus douloureux, est la question des biens spoliés de part et d'autre de la ligne verte. Cette question divise énormément car aucun registre précis n'existe et les deux camps l'ont pratiqué. Le deuxième problème de poids est la présence de trente mille soldats d'Ankara. Cette situation diplomatique et sécuritaire rend toute réunification impossible via la voie seule de l'ONU. L'espoir d'une réunification est cependant apparu en 2004 quand la République de Chypre a rejoint l'Union Européenne (UE).

L'UE, en acceptant la République de Chypre en son sein, a voulu être un moteur de la réunification de l'île. De plus, l'UE indique de manière claire à Ankara que la lenteur de leur processus d'adhésion à l'Union est en partie due à la question du non-respect des frontières et des communautés à Chypre. Des améliorations sont quand même à mettre au crédit des

différentes pressions internationales. Depuis 2003, la ligne verte est ouverte pour chaque citoyens des deux côtés. Ce progrès de circulation des peuples est un pas certain dans le sens de la réunification. Est-ce toutefois à dire que les négociations entreprises entre la Grèce et la Turquie sur l'avenir de l'île peuvent aboutir ?

Les négociations bilatérales entre le pays des Hellènes et les Anatoliens n'ont jamais été cordiales et encore plus dans la région disputée de la mer Méditerranée. Cette situation de rivalité n'a pas cessé avec l'entrée dans l'OTAN de ces pays. Les avancées sont donc peu nombreuses concernant une réponse pacifique aux tensions entre les deux pays. De plus, avec les événements récents qui ont opposé les marines grecques et turques, tout accord partagé semble désormais impossible.¹⁷ La récente élection en République Turque de Chypre du Nord ayant mis au pouvoir l'ancien premier ministre pro-turc Ersin Tatar, fortement opposé à une réunification et s'étant affiché de manière répétitive aux côtés de Recep Tayyip Erdogan, semble entériner la séparation des deux Chypres.¹⁸

Toutes les méthodes de réconciliation pacifique sur l'île de Chypre semblent donc compromises et la voie du conflit armé n'est pas à exclure. De fait, Ankara, prise dans le jeu dangereux de la provocation maritime, pourrait être tentée d'ouvrir un nouveau front sur l'île. Ces potentielles provocations rentreraient dans un dessein d'escalade progressive des tensions et de mobilisation nationaliste de son peuple pour un conflit. Mais encore, la Turquie en pleine descente économique serait tentée de reproduire un scénario similaire à celui qui a eu lieu sur les îles Malouines dans les années 1980. En effet, le motif du régime en place en Argentine à l'époque était de cacher l'économie, désastreuse, sous un voile de nationalisme contre la couronne britannique. Ce schéma partirait du principe que les Grecs et les Européens n'agissent pas pour mener la guerre contre eux, et dans le même temps la population Turque serait distraite des problèmes nationaux. Pour toutes ces raisons, un affrontements entre pro-grecs et pro-turcs sur l'île n'est pas à exclure.

¹⁷ « Grèce, Chypre et Turquie : des tensions permanentes », Nouvelle Europe, 18 octobre 2011

http://www.nouvelle-europe.eu/grece-chypre-et-turquie-des-tensions-permanentes?fbclid=IwAR3g7V0VQMvB7ous05AJRRVr0gtm8ppqiVH_zI49u_fZkeNjVzm9tjc9foI

¹⁸ LECOT Julien, MOYSAN Eva, « Chypre-Nord: l'élection d'un président pro-turc renforce l'ambition d'Erdogan sur la Méditerranée », Libération, 19 octobre 2020 https://www.liberation.fr/planete/2020/10/19/chypre-nord-l-election-d-un-president-pro-turc-renforce-l-ambition-d-erdogan-sur-la-mediterranee_1802859

Au vu des actions diplomatiques et politiques sur l'île des différents belligérants, la réunification pacifique semble aujourd'hui compromise. De plus, les différents protagonistes se complaisent bien de ce statu quo. En effet, il sert à activer le levier nationaliste à tout instant quand la situation économique et sociale se dégrade. Malheureusement, une erreur d'appréciation de la part d'Ankara ou d'Athènes est possible et si une guerre, même limitée, est déclenchée, elle aurait de lourdes répercussions sur le plan diplomatique et créerait un nouvel incendie aux frontières de l'UE. Par ailleurs, aux vues de la situation géographique de l'île, à quelques encablures des côtes de la Libye, nous sommes en droit de nous demander si l'issue d'un de des conflits où Ankara est engagée, notamment celui en Libye, ne pourrait donc pas avoir une conséquence par rapport aux actions de la Turquie sur le territoire chypriote.

POUR ALLER PLUS LOIN :

BLANC Pierre, « Chypre : un triple enjeu pour la Turquie », Hérodote 2013/1 (n°148)

DERISBOURG Jean-Pierre, « Une réunification de Chypre est-elle possible ? » Revue Internationale et Stratégique 2011/3 (n°83)

BERTRAND Gilles, « Chypre : Trop de négociations ont-elles tué la négociation ? », Confluences Méditerranée 2017/1 (n°100)



LA SYRIE, BAPTÊME DU FEU DU SULTAN ERDOGAN

Par Elliott DE ZIEGLER, avec Emma VANZO

ELLIOTT DE ZIEGLER EST ETUDIANT EN DEUXIEME ANNEE DE BACHELOR EN
RELATIONS INTERNATIONALES ET NOUVEAU VICE-PRESIDENT D'ILERI DEFENSE

Celui qui souhaite comprendre le projet néo-ottoman de la Turquie doit en premier lieu se consacrer à une rétrospective de sa première démonstration de force unilatérale (hors du cadre de ses engagements aux côtés des coalitions occidentales ou de l'OTAN), à savoir son interventionnisme en Syrie. Avec l'intervention en Syrie de troupes turques dans le cadre de l'opération « Source de Paix » en octobre 2019¹⁹, quelques jours seulement après le retrait des troupes américaines, puis l'opération « Bouclier du Printemps » en décembre 2019, des soupçons de collusion de Washington avec Ankara ont très rapidement émergé. Le timing était trop parfait pour qu'un arrangement n'ait pas été conclu entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan²⁰. Plus évident – et paradoxalement plus important toutefois –, ce déploiement a révélé clairement les ambitions de la Turquie pour son étranger proche.

Il ne serait en effet pas exact de dire que la seule motivation d'Ankara pour déployer ses forces avait été sa longue lutte contre les groupes armés kurdes ; « Source de Paix » a eu des précédents qui démontraient clairement d'un objectif de contrôle territorial à long terme de la Syrie. En revanche, il serait tout aussi inexact de dire que le président turc a réalisé toutes ses ambitions au Levant. Le régime de Damas est en effet sorti renforcé des nombreuses crises qui

¹⁹ LAGNEAU Laurent, « La Turquie lance l'opération « Source de Paix » contre les milices kurdes syriennes ; Damas promet de réagir », Zone Militaire, 09 octobre 2019, <http://www.opex360.com/2019/10/09/la-turquie-lance-loperation-source-de-paix-contre-les-milices-kurdes-syriennes-damas-promet-de-reagir/>

²⁰ CHAIX Maxime, « Djihad, high-tech et barbouzes: les détails de la contre-offensive turque à Idleb », Deep news media, 13 mars 2020 <https://deep-news.media/2020/03/13/operation-bouclier-printemps/>

l'accablent depuis 2011 et l'intervention d'Ankara pourrait finalement ne pas être le vecteur principal d'établissement de ses intérêts.

LA VISION NEO-OTTOMANE D'ANKARA FACE AUX CHIITES ET AUX KURDES

La question de la crise syrienne ne peut être comprise sans aborder le grand voisin anatolien. Le chef d'État turc tranche avec ses prédécesseurs de par sa sympathie envers l'idéologie islamiste : figure de proue des Frères musulmans, il a décidé de faire cohabiter islamisme et capitalisme ; en témoigne le grand tournant dans l'islamisation de la société à la suite de la tentative de coup d'État de 2016. Ce coup suscita de vifs questionnements : la tentative, caractérisée selon plusieurs observateurs par son amateurisme²¹ (aucun membre du gouvernement n'avait été blessé durant le coup), en vint à éveiller les soupçons de plusieurs analystes (tels que Aslı Aydıntaşbaş, chercheur au Conseil européen des relations internationales, ou ECFR)²² d'un coup monté de la part de la présidence pour purger des officiels civils et militaires jugés gênants.

La démonstration la plus révélatrice de la dérive islamiste de Erdogan est la méthode qu'il a employé pour faire passer son message à la résistance, passant son appel populaire via les mosquées qui ont servi de courroie de transmission au mouvement (tout en recourant à la télévision publique pour appeler la majorité de population à s'opposer aux putschistes). Ce coup lui aura donné l'opportunité de purger l'armée et la société civile de tout partisan güleniste (réel ou supposé) et de manière générale de ses éléments les plus gênants, pour solidifier son emprise sur le pouvoir politique. Cependant, en plus d'une vision religieuse, la Turquie d'Erdogan a également développé une vision hégémonique régionale.

En effet, le regard du président anatolien est dorénavant tourné vers l'Asie et les pays turcophones, et non plus vers l'Union européenne. La vision stratégique turque s'incarne à présent dans la volonté d'établir un État sunnite sur le modèle qui fut celui de l'empire

²¹ SHAHEEN Kareem, «Military coup was well planned and very nearly succeeded, say Turkish officials », The Guardian, 18 juillet 2016 <https://www.theguardian.com/world/2016/jul/18/military-coup-was-well-planned-and-very-nearly-succeeded-say-turkish-officials>

²² KINGSLEY Patrick, «Turkey coup attempt : who were the plotters and why did it fail? », The Guardian, 17 juillet 2016 <https://www.theguardian.com/world/2016/jul/17/turkey-coup-attempt-who-were-the-plotters>

Ottoman. Le Califat auto-proclamé de l'État islamique au Sud lui a notamment permis d'affaiblir une nation dirigée par un chiite, la Syrie²³, et dans le cadre de ces intérêts convergents, la Turquie a pu moduler à sa guise la quantité de nouveaux combattants qui viennent encore aujourd'hui grossir les rangs de Daech. Pour cause, la Turquie est le principal lieu d'arrivée des futurs candidats au djihad, et Ankara le lieu où se décide le niveau de porosité de sa frontière méridionale.²⁴ Bien entendu, en plus des avantages susmentionnés qu'elle apporte à la Turquie, la crise en Syrie permet à Erdogan de prétendre qu'elle y combat « la menace kurde », prolongement de sa lutte sécuritaire domestique.

La Turquie moderne a toujours eu des altercations avec sa minorité kurde. En effet, au lendemain de la Première Guerre mondiale, qui a vu la disparition de l'empire Ottoman, le premier président, Mustafa Kemal, a voulu créer une unité ethnique pour assurer la pérennité de son Etat. Sa recherche d'unité nationale passait donc par le refus de tout droit spéciaux à des minorités, en l'occurrence la minorité kurde. Cependant, Ankara a négligé les conséquences de sa politique, qui a mené à l'ostracisation de près de 20 % de sa population et a alimenté les volontés séparatistes. Depuis les années 1980 et la création du PKK en Turquie, les violences et les velléités d'indépendance du peuple kurde ont grandi de manière exponentielle. Ces violences ont explosé avec la création du Rojava, enclave indépendante kurde dans le pays mitoyen de la Syrie.

Depuis la révolution syrienne de 2011 Ankara observe ainsi avec effroi l'établissement d'un bastion Kurde disposant de l'arsenal d'un petit État et soutenu par les puissances occidentales contre l'Etat Islamique. Cette présence est vue comme une menace directe pour la survie du régime turc, car en plus des risques liés au terrorisme que lui attribue Ankara, le Rojava sert de base arrière au mouvement de contestation et coupe les voies d'arrivée des candidats au djihad qui combattaient les colonnes kurdes.²⁵ Pour vaincre ce danger, toutes les options ont été envisagées et l'engagement militaire fut retenu.

Cette option a pris forme sous le nom d'opération « Rameau d'olivier », lancée en janvier 2018, et avait pour but « d'empêcher la formation d'un corridor terroriste ». La mission

²³ « Turquie : Fléchissement sur le dossier syrien, Assad revient dans la boucle », RFI, 20/08/2016
<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20160820-syrie-turquie-flechissement-position-bachar-assad-hassake>

²⁴ HENIN Nicolas, « Jihad Academy : nos erreurs face à l'Etat islamique », éditions Fayard, 30 septembre 2015

²⁵ Ibid.

affichée de cette attaque a été de détruire toute possibilité de pérennité de l'État kurde. De plus, cette attaque militaire se jumelle avec une pression ethnique stratégique : la volonté de la Turquie d'effacer tout particularisme identitaire l'a conduit à renvoyer massivement dans le nord syrien les réfugiés de Syrie qui demeuraient sur son sol, avec pour ambition de briser la supériorité kurde dans la région.²⁶

Mais le bénéfice non-avoué de ces déploiements stratégiques est également d'éroder encore la capacité de résilience du régime de Damas, auquel Ankara voue une animosité non dissimulée de par le chiisme alaouite de sa classe dirigeante (qui prend le pas sur le sunnisme de plus de 70 % de la population syrienne) et de par l'implantation importante de Kurdes en Syrie. Bachar El-Assad ayant été fortement affaibli par la guerre civile, puis par Daech, le terrain syrien aurait dû être une proie facile pour l'armée turque.²⁷

AFFAISSEMENT PUIS RESURGENCE DE DAMAS

Le régime du président Bachar El-Assad a connu plusieurs phases depuis le début de la guerre civile qui a contribué depuis 2011 à la destruction du pays. La première phase fut celle du recul et de la stupeur. En effet, au déclenchement de la crise syrienne, inspirée par les printemps arabes qui secouèrent d'autres pays du Maghreb et du Proche-Orient, le gouvernement syrien a commis une erreur qui a failli lui être fatale : les organes de répression du régime, encore aujourd'hui vitaux à sa survie, ont montré leurs limites face aux contestataires. Dès le début de la guerre civile, les désertions dans l'armée syrienne furent pléthoriques. Ces dernières peuvent être expliquées par l'aspect clanique du modèle étatique syrien : l'État en place en Syrie est inféodé à la famille El-Assad et autour d'une petite nomenclature gravitant en vase clos autour d'eux.²⁸

²⁶ GALL Carlotta, « Turkey's radical plan: send a million refugees back to Syria », New York Times, 10 septembre 2019 <https://www.nytimes.com/2019/09/10/world/middleeast/turkey-syria-refugees-erdogan.html>

²⁷ « L'article à lire pour comprendre pourquoi la Turquie frappe la Syrie et ouvre sa frontière avec la Grèce », France TV Info https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/l-article-a-lire-pour-comprendre-pourquoi-la-turquie-frappe-la-syrie-et-ouvre-sa-frontiere-avec-la-grece_3850139.html

²⁸ Al-KHUDER Khalifa, « The conflict has torn apart Syrian tribes, but they remain an important player », Atlantic Council, 11 juillet 2019 <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/syriasource/the-conflict-has-torn-apart-syrian-tribes-but-they-remain-an-important-player/>

Dans un schéma similaire, l'État de Damas est défendu par les minorités syriennes sur le territoire, en premier lieu les Alaouites (sous-courant du chiisme et religion de la famille au pouvoir) et les chrétiens de Syrie se sentant menacés par la majorité sunnite. Ces différents facteurs de discorde se retrouvent dans l'armée syrienne. En effet, les officiers sont des fidèles inconditionnels du régime, tandis que la troupe est en majorité sunnite et s'est sentie plus proche des intérêts des manifestants que du régime.²⁹

Un autre facteur qui a présenté l'effondrement du régime comme une quasi-évidence au premier instant de la guerre civile fut l'implication de la communauté internationale. Les manifestations abondamment relayées par des chaînes d'informations locales et internationales du monde musulman – comme Al-Jazeera – semblaient montrer que la fin du régime était proche, bien que l'émergence d'un scénario type libyen suite à un effondrement de Damas fasse craindre une situation pire que le maintien au pouvoir d'El-Assad. Malgré l'augmentation des révoltes dans le pays, le gouvernement a réussi à stabiliser la situation et se maintenir dans une phase de reconquête du territoire et de sa place sur l'échiquier des nations.

L'élément qui a certainement participé à la survie du régime alaouite fut la remise en liberté, sur ordre d'El-Assad, des éléments religieux les plus traditionnalistes des prisons syriennes. Ce mouvement a eu la fâcheuse tendance de décrédibiliser ces derniers aux yeux des Occidentaux. De plus, avec l'émergence de l'organisation État islamique dans la région, le régime de Damas, aussi cruel soit-il, est passé pour le moindre mal face auquel la région pouvait tomber.³⁰

Le deuxième élément qui a assuré la persistance du régime fut la Russie. Le Kremlin, inquiet de voir ses intérêts dans la région compromis, a très rapidement envoyé son soutien politique, mais aussi militaire, au gouvernement syrien. Le régime de Damas avait en effet octroyé des concessions territoriales à la Russie en échange de son soutien, en l'espèce les bases de Tartus et de Lattaquié. De plus, affligés de la disparition de leur allié libyen le Colonel Mouammar

²⁹ LOOS Baudouin, « Choyés, les officiers syriens restent fidèles au régime », Le Soir, 26 novembre 2015 <https://www.lesoir.be/15335/article/2015-11-26/choyes-les-officiers-syriens-restent-fideles-au-regime>

³⁰ HOF Frederic C., « Syria : Lesser of two evils ? », Atlantic Council, 15 juillet 2014 <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/syria-lesser-of-two-evils/>

Kadhafi, les Russes se sont sentis une deuxième fois obligés d'assurer leurs pions en Méditerranée contre les Occidentaux.

Le troisième et peut-être plus important élément est sa remontée territoriale mais aussi, paradoxalement, l'État islamique qui a failli causer sa perte. En effet, en menant des attentats dans les pays occidentaux et en particulier en France, Daech s'est affiché comme une plus grande menace et a occulté Damas. Mais plus encore, en combattant pied à pied l'État islamique, le Président Bachar est finalement passé pour un héros de guerre national et international. Poussé en avant par l'aide technologique russe et par les frappes aériennes de la coalition occidentale, Damas a réussi à reprendre la quasi-totalité des grands centres urbains.

Mais ces progrès vers la reconquête de la Syrie sont toutefois mis en danger par l'ascension d'un nouvel adversaire au régime de Damas, le gouvernement d'Ankara. Avec son intervention de 2018 dans le cadre de « Rameau d'Olivier », le président Erdogan a levé le voile sur ses intentions belliqueuses vis-à-vis de Damas, et a révélé les ambitions hégémoniques de la Turquie. L'action militaire turque menace aujourd'hui l'intégrité gouvernementale de la Syrie, car le président anatolien n'hésite pas à armer de nombreux supplétifs syriens anti-régime face aux Kurdes, une action qui relance de fait la confrontation à la frontière Nord du pays et menace de descendre dans les foyers urbains comme Homs et Alep, centres de la révolte de 2011.

Néanmoins, l'avancée des opérations militaires turques a permis au régime syrien de forcer les Kurdes à revenir dans son giron. Les expéditions d'Ankara, de « Rameau d'Olivier » à « Source de Paix », avaient pour principal objectif de détruire le réduit national kurde du Rojava à tout prix. Or, le seul moyen de survie des Kurdes de Syrie, après avoir été abandonnés par Washington suite à l'effondrement territorial de Daech, a été de lier leur destin à celui de Bachar El-Assad face à la Turquie, ce qui a permis à Damas de reconquérir les territoires perdus du Nord au tout début de la guerre.³¹ Ce retour au *statu quo* pré-2013 a assuré un contrôle territorial fort du régime syrien sur toutes les minorités susceptibles de se soulever à nouveau contre le régime.

³¹ PAUL Véronique, « Syrie : Bachar El-Assad, grand vainqueur du retrait des troupes américaines », L'Express, 14 octobre 2019
https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/syrie-bachar-el-assad-grand-vainqueur-du-retrait-des-troupes-americaines_2103349.html

LE FRONT SYRIEN CONFRONTE A L'AMBITION MULTIDIRECTIONNELLE DE LA TURQUIE

La Turquie, malgré ses actions militaires dans les régions sous contrôle kurde (particulièrement *via* l'opération « Bouclier du Printemps » de décembre 2019), a montré qu'elle ne se lançait que dans une action armée limitée. Cependant, pour être comprise, l'expédition militaire d'Ankara est à observer dans un prisme stratégique plus global. En effet, la Turquie voit ses intérêts vitaux non pas en Syrie, mais en Méditerranée orientale et en Libye, et ce pour plusieurs raisons.

La première d'entre elles est l'assurance d'accéder à des hydrocarbures à bas prix, afin de compenser les débâcles des réformes économiques de la présidence Erdogan ; la confrontation avec ses voisins méditerranéens (particulièrement chypriotes et grecs) lui permet également d'invoquer le nationalisme turc nécessaire pour couvrir ses déboires intérieurs sociaux. Fort de cette ambition électoraliste sous couvert d'une vision globale, le chef d'État turc semble voir la Syrie comme la dernière des priorités. Mais plus encore, malgré les effectifs pléthoriques de son armée, la Turquie n'a ni les ressources financières, ni la force militaire lui permettant *ad vitam aeternam* de se maintenir en zone de guerre, qui plus est, dans le cas de la Libye, loin de ses bases. Par conséquent, avec les multiplications des fronts et la crise économique engendrée par la Covid-19, Ankara doit rationaliser chaque action.

Cette rationalisation s'opérera probablement sur le front syrien. Pour ce faire, la Turquie pourra se contenter de techniques de harcèlement contre les positions Kurdes, en faisant l'emploi d'option de guerre « *low cost* » comme l'emploi de milices sunnites pour les combats au sol et en remplaçant les coûteuses frappes aériennes de chasseurs F-16 par un simple soutien d'artillerie transfrontalière ou par des déploiements de drones (dont le succès n'est plus à prouver depuis leur emploi en masse au Haut-Karabagh). La dernière solution de nuisance à bas prix contre les Kurdes serait de pleinement embrasser la politique de relocalisation qu'elle a déjà entamé, et de déplacer tous les réfugiés actuellement maintenus sur le sol turc vers les zones récemment conquises par Ankara. Cela aurait pour conséquence de briser toute homogénéité ethnique dans les anciennes régions à majorité kurde, écrasant le rêve d'un État indépendant de ces derniers.

POUR ALLER PLUS LOIN :

BELKAÏD Akram, « Ankara et Moscou, jeu de dupes en Syrie », Le Monde Diplomatique, Novembre 2019, page 12

MARCOU Jean, « La Turquie face au cauchemar syrien », Editions La Découverte, 2013

VAN LEEUWEN Jan, VAN VEEN Erwin, « Turkey in northwestern Syria : Rebuilding empire at the margins », CRU policy brief, Institut néerlandais Clingendael pour les relations internationales, juin 2019





LA QUESTION KURDE, TALON D'ACHILLE DE LA TURQUIE

Par Loïk MANACH

LOIK MANACH EST ETUDIANT EN DEUXIEME ANNEE DE BACHELOR EN RELATIONS INTERNATIONALES ET NOUVEAU MEMBRE DU BUREAU D'ILERI DEFENSE

Au travers de leur histoire au Moyen-Orient, les Kurdes ont eu un rôle clé dans la région. Ce peuple agrémenté de confessions minoritaires variées – chrétiens, juifs, chiïtes alévis, zoroastriens – reste toutefois majoritairement sunnite. Les Kurdes se revendiquent comme les héritiers des peuples mèdes qui gouvernaient la région dès le VII^{ème} siècle avant J.-C. L'anabase de Xénophon offre la première mention des Kurdes : il les décrit comme des combattants des montagnes³². S'ils ne sont que peu mentionnés au cours de la période romaine, l'ère de la domination islamique du Proche et Moyen-Orient voit le Califat ayyubide, aux fondations kurdes, créé par Salah-ad-Din. La dynastie safavide, qui gouverna la Perse du XVI^{ème} au XVIII^{ème} siècle, est également d'extraction kurde.

Néanmoins, après cette période, l'ensemble des terres kurdes resta sous domination étrangère (turque, ottomane, ou persane). L'accord Sykes-Picot (1916) avait prévu d'accorder une terre aux Kurdes de Turquie, de Syrie et d'Irak. Mais l'arrivée au pouvoir de Mustafa Kemal en 1920, l'abdication du dernier Sultan ottoman en 1922 ainsi que les guerres qui s'ensuivirent, mirent fin à ce projet. C'est ensuite les communistes, avec la république socialiste du Kurdistan en 1945-1946, qui ont récupéré et cristallisé le projet politique d'une indépendance kurde.

³² Citation exacte : Xénophon, dans son Anabase, les nomme Khardukhi, et les décrit comme « peuple féroce et défendant ses montagnes natales »

Or depuis cette époque, l'activité des réseaux activistes et combattants Kurdes de Turquie a constitué un *casus belli* récurrent, jusqu'à aujourd'hui, non seulement à l'intérieur du pays mais aussi à l'étranger. C'est en effet cette lutte sociale et ethnique qui est invoquée pour justifier les interventions d'Ankara au Proche-Orient.

L'ACTIVITES DES MOUVEMENTS KURDES, MENACE INTERIEURE A LA TURQUIE

Durant les années 1970, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) déclencha d'importantes opérations de guérilla dans les zones kurdes en Turquie, qui se poursuivent encore à l'approche du premier quart du XXIème siècle, mais avec une intensité moindre. Différentes formations paramilitaires kurdes, ainsi que le parti communiste turc qui soutient la cause kurde, mènent des actions de guerre asymétrique contre l'État turc. Néanmoins, depuis l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, en 2003, la question kurde s'est internationalisée. En Irak, le gouvernorat autonome du Kurdistan dispose de sa propre armée. En Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG/YPJ) contrôlent la zone du Rojava, que la Turquie a affronté à Afrin en 2017, puis à Manbij et ses alentours en 2019.

La question kurde représente un dilemme de nature quasi-historique en Turquie. Sur le plan de la politique intérieure, elle est fréquemment le sujet de débats entre les différents partis. D'un côté, les nationalistes panturquistes des « loups gris » (très influents au sein de la coalition de l'AKP, en particulier le MHP) veulent une politique plus dure à l'égard des Kurdes, mais aussi des minorités religieuses tels que les alévis³³. De l'autre, des partis d'oppositions comme le HDP soutiennent la cause kurde, ce qui leur vaut d'être parfois qualifiés de vitrine politique du PKK, dont l'activité est indissociable du débat sur les Kurdes. Ce groupe est en effet reconnu par la majorité de la communauté internationale comme une organisation terroriste, mais bénéficie d'un important soutien au sein des communautés kurdes de la région de Van et aux frontières syro-turcs et turco-irakienne.

Bien que le leader du PKK, Abdullah Öcalan, soit actuellement enfermé sur une île-prison de la mer de Marmara, et son influence fortement diminuée, son idéologie initiale reste vivace

³³ SHAKMAN HURD Elizabeth, « Alevis under law: the politics of religious freedom in Turkey », Cambridge University Press, 10 octobre 2014

parmi les Kurdes du monde entier, et son parti continue la lutte qu'il avait commencée avant d'être arrêté³⁴. Mais alors que le PKK a récemment étendu un soutien à certaines formations électorales légitimes tels que le HDP (Parti démocratique des peuples), d'autres groupes, plus proches de l'extrême gauche de la scène politique kurde, poursuivent une action armée. C'est ce qu'on a pu observer à travers les différentes actions des Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), mouvement proche de l'anarchisme qui a, de 2015 à 2016, lancé une série d'attentats contre la police turque à Istanbul et dans d'autres pôles touristiques de la Turquie³⁵.

La stabilité économique de la Turquie est également menacée par l'activisme kurde. D'une part, les actions violentes conduites par les groupuscules kurdes ajoutent une image d'instabilité à un pays qui, depuis les purges de 2016 à la suite de la tentative de coup d'état d'une partie de l'armée, est de moins en moins considéré par les marchés internationaux. D'autre part, ce couple violence-instabilité, associé à la présence active de mouvements kurdes dans le sud-est du pays, empêche le développement du tourisme dans la Turquie intérieure, mais aussi, selon le discours turc, la construction d'infrastructures, tel que des barrages hydro-électriques. En effet, c'est dans les montagnes kurdes que le Tigre et l'Euphrate prennent leur source, en faisant donc des reliefs stratégiques pour le reste de la région.

La dimension sociétale de la question kurde est tout aussi problématique pour Ankara : alors que les représentations islamo-ottomanes font un retour en force au sein de la société, les Kurdes, bien qu'ayant un fort attrait pour le parti de la majorité (l'AKP arrive toujours seconde aux élections au sein de l'électorat kurde³⁶), militent pour l'acceptation d'une diversité religieuse et accordent à la femme une place plus égale à l'homme dans le fonctionnement sociétal que ne le fait la majorité turque sunnite. Les Kurdes sont considérés comme nocifs par les franges les plus nationalistes de la population turque et sont perçus, à l'instar des alévis,

³⁴ « Abdullah Öcalan : après 20 ans derrière les barreaux, le chef du PKK est toujours à la manœuvre » France Inter, 15 février 2020

<https://www.franceinter.fr/monde/abdullah-ocalan-apres-20-ans-derriere-les-barreaux-le-chef-du-pkk-est-toujours-a-la-manoeuvre?fbclid=IwAR1IxfoIBt8Ma4KrdMvEwZmEDnXSisQkZ-lh2fzl2HIgUvkD3v13gRXt0T0>

³⁵ « Qui se cache derrière le mystérieux groupe des Faucons de la Liberté du Kurdistan ? », France24, 12 décembre 2016 <https://www.france24.com/fr/20161212-tak-faucons-liberte-kurdistan-pkk-turquie-attentat-mysterieux-groupe-ocalan-erdogan?fbclid=IwAR18q06aGyY9NN-XGyngnC9ZVUz4IAD-EQZpyKH3P7kjORLusvzhJAkT5O8>

³⁶ BENHAÏM Yohanan, « Quelle politique kurde pour l'AKP ? », Politique Étrangère 2014/2 (Été) <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-39.htm>

comme des communautés déviantes de l'idéologie nationale. Mais si à l'intérieur, la menace kurde semble assez contenue, c'est à l'extérieur que les Kurdes décrédibilisent le plus le pouvoir turc.

LA PRESENCE KURDE AU PROCHE-ORIENT, CASUS BELLI DU DEPLOIEMENT TURC

En effet, depuis 2016 et l'unification des factions kurdes et assyriennes du nord, les YPJ (unités de protection du peuple) groupements affiliés au PKK, contrôlent une grande partie de la frontière avec la Syrie (en excluant l'enclave d'Idlib, toujours sous contrôle de l'armée syrienne libre pro-turque, et de Tahir-al-Cham). Le renforcement de leur lien avec les Peshmergas irakiens, le soutien de la coalition internationale, et les tractations avec Bachar El-Assad afin de stabiliser la région ont fini par renforcer la position kurde.³⁷

Face à cela, la réponse turque ne pouvait pas être exclusivement militaire. Il fallait abattre un important travail médiatique, avec de grandes campagnes d'information, voire de propagande, en utilisant tous les moyens étatiques à disposition. Il est d'ailleurs intéressant d'étudier la campagne de communication menée par les médias pro-gouvernementaux contre les Kurdes de Syrie depuis plus de quatre ans. Selon les Turcs, les Kurdes seraient presque une menace équivalente à l'Organisation Etat islamique (OEI). Néanmoins, si ce travail est facilité en Syrie par le fait que les milices kurdes sont relativement indépendantes de tout gouvernement et n'ont pas d'institution étatique pour les soutenir, la situation des kurdes d'Irak est-elle bien différente.

En effet, le nord de l'Irak est contrôlé dans sa quasi-intégralité par les Kurdes et sert ainsi fréquemment de refuge aux forces du PKK turc, ainsi qu'au PJAK iranien (Parti pour une Vie libre au Kurdistan, branche du PKK en Iran). Dans cette région, les Kurdes disposent d'un gouvernorat autonome, ont leur propre armée (les Peshmergas), leur propre institution étatique reconnue par la communauté internationale, et une meilleure structure administrative. En Irak,

³⁷ BOUVIER Emile, « Le PKK, un mouvement résolument transfrontalier », Les clés du Moyen-Orient, 4 juillet 2019 <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-PKK-un-mouvement-resolument-transfrontalier-Partie-1-l-Irak-une-base-arriere.html>

ce n'est plus à un parti ou à un groupe de milices mais à un État que l'armée turque est confrontée.³⁸

Or pour la Turquie, la Syrie comme l'Irak doivent être débarrassés de la menace kurde. En effet, dans l'empire Ottoman, l'idée d'une frontière bien gardée était primordiale ; pourtant aujourd'hui, la présence de communautés kurdes armées et hostiles sur l'ensemble de la frontière méridionale turque représente une menace potentielle, et empêche, à court-terme, toute expansion turque plus loin vers le Sud. C'est pourquoi, pour la Turquie, il est nécessaire de créer des zones tampons à la frontière, afin de favoriser une expansion plus tard – tel qu'on a pu l'observer avec la création de la zone « grise » en Syrie suite à l'opération « Source de Paix » en octobre 2019.

Néanmoins, la Turquie a une importante carte à jouer en Syrie avec la minorité turque présente à Idlib, mais aussi sur l'ensemble de la côte méditerranéenne. Il faut se souvenir qu'initialement, Antioche faisait partie du territoire syrien, mais que ce sont les Turcs qui ont fait pression sur la France, ce qui a résulté en la création de l'Etat d'Hatay en 1938 (annexé par la Turquie l'année suivante).

Depuis le début des années 2010 sur son flanc Nord, constatons aussi que la Turquie cherche à élargir son influence dans le Caucase. L'Azerbaïdjan (dont la population appartient au groupe ethnique turc) semble une cible prioritaire. Toutefois, pour atteindre ses objectifs dans cette région, Ankara doit se rapprocher de Téhéran, qui compte aussi d'importantes minorités kurde et azérie. Pour ces deux capitales, les Kurdes sont un problème, car ils ralentissent l'expansion de la sphère d'influence turque dans la région, mais ils sont également une opportunité. En effet, le président Erdogan a pour habitude de faire endosser aux Kurdes le rôle d'ennemi communs, comme cela s'est déjà produit lors de la conclusion d'accords avec Bachar El-Assad, ou dans le cadre d'opérations communes avec l'Iran sur leur frontière commune afin de chasser le PKK et le PJAK.

³⁸ « Les Kurdes, éternels perdants de l'histoire », Le Courrier International, 23 octobre 2019, <https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-les-kurdes-eternels-perdants-de-lhistoire>

Enfin les Kurdes représentent une gêne majeure dans les relations entre Ankara et l'Union européenne, ainsi que ses Etats-membres. En effet, la diaspora kurde est importante sur le vieux continent³⁹ et plusieurs mouvements issus de la gauche européenne soutiennent ouvertement les Kurdes (Die Linke en Allemagne, le PCF en France). Par ailleurs, de nombreux volontaires étrangers sont notamment allés se battre au côté des Kurdes contre l'OEI, mais pourraient également prendre les armes contre la Turquie si la situation venait à évoluer dans le sens d'une confrontation ouverte entre forces turques et forces kurdes en Syrie. Ainsi, en France, la manifestation kurde annuelle qui se tient à Strasbourg est souvent un lieu important de la contestation du pouvoir turc par les Kurdes.

UNE NOUVELLE FORME D'AFFRONTLEMENT ENTRE ANKARA ET LES KURDES ?

A l'avenir, la Turquie va probablement poursuivre ses attaques contre les mouvements kurdes sur son territoire comme à l'étranger. Après avoir conduit de grandes opérations dans la zone syrienne détenue par ceux-ci (en particulier au Rojava), Ankara bombarde régulièrement le gouvernorat autonome kurde, au nord de l'Irak. Néanmoins, ce gouvernement autonome étant reconnu et soutenu par l'Irak, il sera difficile à l'armée turque de lancer des offensives à grande échelle comme ce fut le cas en 2019 en Syrie.

Ankara s'appuiera par conséquent certainement sur des campagnes de désinformation de masse visant spécifiquement la population irakienne et cherchant à faire s'effondrer l'opinion publique en Irak vis-à-vis des « séparatistes » du Rojava. Un discours centré sur le territorialisme de la nation irakienne, sur son identité et sur la « volatilité » d'éléments kurdes armés consoliderait la perception de la Turquie sur place et augmenterait les chances qu'Ankara soit invitée par des formations d'opposition ou par des franges nationalistes à régler le « problème » kurde.

En dépit de l'aboutissement de ses engagements militaires à l'étranger, toutefois, si la Turquie se retrouve en position de faiblesse face à la communauté internationale, il est envisageable que les engagements turcs à l'étranger contre les kurdes soient réduits. Si

³⁹ Un million en Allemagne, 300 000 en France, selon la Fondation de l'Institut kurde de Paris : <https://www.institutkurde.org/info/diaspora-kurde-1232550920>

l'implication turque dans le Haut-Karabakh et en Méditerranée orientale devait coûter à Ankara la confiance de ses alliés et la contraindre à se retirer de ses terrains d'engagement, il est probable que l'on assiste à un repli du discours anti-kurde de l'AKP. Erdogan se contenterait alors de renforcer la pression intérieure sur les populations pro-PKK et sur le HDP, ce qui conduirait également à des critiques de la communauté internationale pour sa gestion interne des minorités turques.

POUR ALLER PLUS LOIN :

CICEK Cuma, « Les ambitions néo-ottomanes de l'AKP et le conflit kurde », CERI-Sciences Po, CNRS Editions, janvier 2012

DAUBEUF Benjamin, « La lettre de l'éduc : comment comprendre l'offensive turque contre les Kurdes ? », Courrier International, 23 octobre 2019



UNE INDUSTRIE DE DÉFENSE AU SERVICE DE LA TURQUIE

Par Nolwenn JAMBOU, avec Hugo CHOMBART

NOLWENN JAMBOU EST ETUDIANTE EN TROISIEME ANNEE DE BACHELOR EN
RELATIONS INTERNATIONALES ET NOUVELLE SECRETAIRE GENERALE D'ILERI
DEFENSE

Depuis une vingtaine d'années, la Turquie a fait du développement et de l'autonomisation de son industrie de défense une priorité stratégique nationale. Celle-ci, désormais capable de produire des matériels modernes et performants, s'affirme comme une des plus importantes de la région. Dans cette position, Erdogan entend redonner à la Turquie sa puissance jadis connue sous le nom d'Empire ottoman.

La Turquie entend réaffirmer son statut de puissance régionale incontournable. Cela passe notamment par une grande politique en matière d'armement afin d'assurer l'autonomie stratégique du pays. Cette politique souveraine doit permettre à Ankara de développer une politique agressive et impérialiste, sans crainte des pressions internationales. Ainsi, la Turquie tend à déployer de plus en plus ses propres systèmes d'armement. Des chars aux sous-marins en passant par des programmes d'avions de chasse, la Turquie met désormais en œuvre un large panel d'armements. C'est cette politique de développement de son complexe militaro-industriel qui permet à la Turquie de mener sa politique étrangère tous azimuts. De la mer Egée à Chypre, en passant par le nord de la Syrie, la Turquie mène une politique expansionniste qui, pour ne dépendre d'aucun fournisseur extérieur, alimente naturellement le besoin de développer ses propres systèmes d'armement.

UN COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL SOUVERAIN, UNE NECESSITE STRATEGIQUE.

Par sa position géostratégique entre Europe et Proche-Orient, la Turquie a joué un rôle majeur dans la politique antisoviétique des États-Unis durant la Guerre froide. Cette alliance s'est concrétisée par la signature d'un accord de coopération bilatéral économique et défensif qui a permis à la Turquie de recevoir des milliards de dollars d'aide en équipement militaire.

Aujourd'hui encore, la Turquie déploie des F-16, des drones MQ-1 *Predator*, des missiles *Hellfire* ou encore des chars Bradley d'importation américaine⁴⁰. Cependant, aujourd'hui, elle n'est plus en accord avec la vision des États-Unis dans la région et entend affirmer son indépendance stratégique comme puissance souveraine. A ce titre, elle n'a pas hésité à acheter des systèmes de défense anti-aériens à la Russie à deux reprises. Elle s'est ainsi fait livrer un lot de systèmes sol-air S-400 à l'été 2019 et en a commandé un deuxième à l'été 2020, s'attirant les foudres de l'Otan et des États-Unis.

De cette façon, Erdogan poursuit ainsi un triple objectif géostratégique. A l'échelle nationale, la priorité est la préservation du territoire et de ses frontières, notamment face au séparatisme kurde. Au niveau régional, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan mène une politique d'expansion, contre la Grèce, la Syrie et l'Iran. Ces deux premiers axes devront permettre au pays de devenir un acteur incontournable de la région et donc de la politique internationale.

Cette ambition n'est possible qu'à travers une politique indépendante de toute réaction d'un allié qui ne serait pas en accord avec sa politique. Elle multiplie dans ce sens les accords et les partenariats avec des adversaires des États-Unis, telles la Russie et la Chine.

Le plan « Projet Vision 2023 » disposait que la Turquie devait, à cette date, devenir quasiment auto-suffisante en matière d'armement, et devenir exportatrice à hauteur de 25 milliards de dollars chaque année. L'ambition de Recep Tayyip Erdogan est donc d'associer un fort complexe militaro-industriel à une politique étrangère expansionniste. Le développement des

⁴⁰ PONCET Gueric, « Chars allemands et avions américaines : l'arsenal turc face au kurdes », Le Point international, 15/10/2019, https://www.lepoint.fr/monde/chars-allemands-et-avions-americains-l-arsenal-turc-face-aux-kurdes-14-10-2019-2341173_24.php#

entreprises de défense turques et l'autosuffisance en matière d'armement est donc une priorité pour asseoir la puissance géostratégique du pays. Le développement des outils techniques et industriels est indispensable à un complexe militaro-industriel moderne qui réponde aux besoins stratégiques des armées nationales.

Le prestige qu'Erdogan estime avoir acquis par ses récentes opérations militaires est en partie dû à ses nouvelles capacités souveraines en matière d'armement. Pour Ankara, l'armée turque constitue une des plus redoutables forces militaires du Moyen-Orient. L'autosuffisance de l'industrie de défense turque est donc vue comme une priorité afin de maintenir cette force militaire opérationnelle en dépit de toutes pressions internationales. De même, il est à rappeler que le complexe militaro-industriel turc revêt également une importance en politique intérieure. Tout nouvel équipement produit ou vendu à l'export est présenté par le gouvernement et les médias pro-Ankara comme une victoire politique.

LA BITD TURQUE EN PLEINE ASCENSION...

Erdogan et l'AKP ont consenti depuis 2000 à de nombreux efforts dans le développement de la base industrielle et technologique de défense (BITD) turque. Des investissements importants sont faits afin d'améliorer les capacités de l'industrie de défense locale.

Du point de vue de la création d'espaces géographiques nationaux dédiés, le Centre industriel de spécialisation dans la défense de Kirikkale, mis en place en 2014, est devenu l'un des plus importants centres industriels de la défense du pays. Sa position à l'intersection des grands axes routiers du pays a vu l'apparition de ses premières installations industrielles au début du XXe siècle. Aujourd'hui, il rassemble de nombreuses entreprises de fabrication d'armes, de munitions, de systèmes numériques et technologiques ainsi que diverses structures nationales de suivi et gestion des équipements de défense⁴¹.

Ankara marque aussi sa volonté de pérenniser l'industrie de défense turque par un investissement important. Selon le rapport de performance 2019 de l'Association des fabricants

⁴¹ « Turquie/Kirikkale : la base grandissante de l'industrie de la défense en Anatolie centrale », TRT France, 20 mai 2020 <https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2020/05/02/turquie-kirikkale-la-base-grandissante-de-l-industrie-de-la-defense-en-anatolie-centrale-1409357>

de l'industrie de la défense et de l'aérospatiale turque (SASAD), les dépenses en R&D militaires sont passées de 1,4 milliard de dollars en 2018 à 1,7 milliard en 2020, soit une augmentation de 15 %⁴². Couplées à une politique d'offset nationale forte, ces dépenses ont favorisé le développement du secteur de l'industrie de la défense turc. Pour chaque commande effectuée, 70 % du montant doit être compensé par la fabrication dans des entreprises locales existantes ou nouvellement créées à cet effet, les transferts de technologie et les aides à l'exportation. La fabrication de la majorité des 160 F-16 achetés à Lockheed-Martin a été réalisée en Turquie par TAI (*Turkish Aerospace Industries*), créée à l'occasion.

Cette stratégie s'est avérée particulièrement efficace dans l'accumulation des connaissances et savoirs-faires nécessaires au développement de la BITD turque. Si en 2003, seulement 25 % des matériels turcs de défense étaient produits localement, on constate aujourd'hui une multiplication des programmes et des investissements, si bien que le complexe militaro-industriel turc couvre 90 % des besoins de l'armée turque. Celui-ci maîtrise désormais l'intégralité de la chaîne de valeur de plusieurs programmes d'armements, de la conception, à la maintenance, en passant par l'assemblage et leur mise en œuvre.

Pour les équipements de défense les plus importants comme les avions de combat, les sous-marins ou certains hélicoptères, les entreprises nationales font appel à des partenariats étrangers. Le remplacement des F-16 turcs par le futur TF-X (*Turkish Fighter Experimental*) fait ainsi l'objet d'un partenariat avec le britannique BAE Systems signé en 2017⁴³. C'est grâce à sa participation à des coopérations de ce type que l'industrie de défense turque a su développer ses connaissances et ses savoirs-faires. Dans le cadre du programme MILGEM, le secteur naval a connu une expansion des équipements en provenance de l'industrie nationale turque. La Turquie conçoit déjà ses corvettes, patrouilleurs, ravitailleurs et démineurs, qui

⁴² Rapport de performance 2019 du SASAD, relayé par le SIPRI : https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-07/turkey_2019_0.pdf

⁴³ LAGNEAU Laurent, « BAE Systems va participer à un projet turc d'avion de combat de 5e génération », Zone Militaire, 29/01/2017, <http://www.opex360.com/2017/01/29/bae-systems-va-participer-projet-turc-davion-de-combat-de-5e-generation/>

permettent aux forces navales turques (TNF) une autonomie grandissante avec un taux de 70% de ses équipements d'origine locale en 2017⁴⁴.

Dans la continuité de cette dynamique, la Turquie a lancé fin octobre 2019 son programme MiLDEN visant la construction de six de ses propres sous-marins d'ici 2040. Les premiers seront des copies de navires allemands et britanniques entièrement conçus, développés et réalisés par des entreprises turques comme Aselsan ou Havelsan⁴⁵. Elle met également au point une nouvelle classe de frégates modernes, polyvalentes et multimissions. Cette classe dite Istanbul sera composée de quatre navires, dont le premier entrera en service en 2021.

Désormais, la Turquie est capable de déployer un grand nombre de matériels nationaux. TAI a ainsi mis au point un hélicoptère de combat moderne TAI T-129 ATAK, mis en service en 2012. Dans le domaine aéronautique, Ankara s'est également distinguée par la création de ses propres drones de combat et de renseignement de type MALE (Medium Altitude Long Endurance) *Bayraktar* TB2⁴⁶ et TAI *Anka*. Elle développe également des projets ambitieux comme le char de combat de dernière génération ALTAY, alliant polyvalence et forte puissance de feu. La Turquie entend en commander 1 000. Il permettra à la Turquie de faire partie du cercle restreint des nations capables de produire de façon autonome des chars de combat modernes. Dans le domaine terrestre, l'industrie de la défense turque répond à l'intégralité des besoins de ses armées et exporte beaucoup dans la région .

L'industrie de défense turque fait également de grands progrès en matière de missiles. Récemment, un missile antinavire a ainsi été testé et a touché une cible à 200 km de distance. Nommé *Atmaca* et produit par Roketsan, ce missile équipe la Marine turque depuis cet été.

⁴⁴ "Turkish navy's current fleet and the role of Turkish naval industrial capabilities", DefenceTurkey <https://www.defenceturkey.com/en/content/turkish-navy-s-current-fleet-and-the-role-of-turkish-naval-industrial-capabilities-3632>

⁴⁵ « La Turquie lance le projet MiLDEN visant à construire ses propres sous-marins », Association Générale de l'Amicale des Sous-Marinières, 24 octobre 2019 <https://www.agasm.fr/la-turquie-lance-le-projet-milden-visant-a-construire-ses-propres-sous-marins/>

⁴⁶ « Les forces turques déploient un drone pouvant être armé à Chypre Nord », Opex360, 16 décembre 2019 http://www.opex360.com/2019/12/16/les-forces-turques-deploient-un-drone-pouvant-etre-arme-a-chypre-nord/?fbclid=IwAR3SLF6KbjXYGDIlyVYw4JwjbXdwWG224T608d7lV_pwET5nMprVHfluCYY

La véritable consécration de toute industrie de défense nationale reste toutefois son baptême du feu : le 11 août dernier, Erdogan a dirigé une réunion du comité exécutif de la défense turque qui s'était penchée sur les développements de systèmes d'armement créés et assemblés localement. Le gouvernement turc a affirmé que les matériels turcs avaient fait leurs preuves lors d'opérations « anti-terroristes » sur le territoire turc et en zones transfrontalières, soulignant par là-même leur importance stratégique.

L'armée turque a ainsi déployé en opération ses nouveaux matériels, notamment ses drones *Anka*. Ces derniers ont réalisé plusieurs missions de renseignement sur le territoire syrien, en mer Méditerranée et en Libye. Elle associe ainsi son autonomie d'approvisionnement en armement à la diffusion de sa diplomatie et de sa puissance sur la scène internationale. Sur le territoire libyen, elle soutient le Gouvernement d'union national (GNA) en les fournissant en armement, action réalisable seulement dans la possession d'une industrie de défense suffisamment développée et autonome.

De cette façon, la Turquie s'assure un allié stratégique sur la méditerranée dans la poursuite de ses objectifs d'agrandissement de sa zone économique exclusive en Chypre du nord. Ankara y a également affirmé sa présence militaire en déployant des drones offensifs *Bayraktar TB2*, en plus de ses corvettes de classe *Ada* de dernière génération.

L'INDUSTRIE DE DEFENSE TURQUE FACE A SES LIMITES

Ankara s'efforce aujourd'hui de limiter toute conception étrangère dans ses fabrications nationales en cherchant de plus en plus à acquérir un savoir-faire de haute technologie, absent à l'intérieur de ses chaînes de production. La conquête de nouveaux clients à l'exportation lui permet d'élargir son spectre d'influence tout en assurant une base industrielle et technologique de défense durable.

Cependant, la progression rapide des dernières années pourrait être ralentie selon le rapport de performance 2019 de l'Association des fabricants de l'industrie de la défense et de l'aérospatiale turque⁴⁷, publié fin avril. En effet, les exportations ont augmenté de 24 % en 2019 par rapport

⁴⁷ "Is Turkish defense industry's "success story" turning sour?" Al-Monitor, 4 mai 2020

<https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/05/turkey-defense-industry-success-story-turns-sour-sipri.html>

à l'année précédente, atteignant 10,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Mais les importations ont, elles, légèrement dépassé les recettes des ventes à l'étranger de 100 millions de dollars, soit une augmentation de 28 % par rapport à 2018. Celles-ci sont principalement composées de matières premières comme de l'acier pour la fabrication de véhicules blindés et de produits intermédiaires comme des turbopropulseurs d'Ukraine utilisés dans la fabrication de drones. Ces chiffres montrent la dépendance de l'industrie de défense turque vis-à-vis des produits étrangers.

A la suite de l'opération « Source de Paix » dans le Nord syrien contre des milices kurdes à la fin de l'année 2019, certains pays européens ont suspendu la vente de produits à destination de la Turquie. Cette dépendance a mis à mal l'ensemble de l'industrie turque puisque la Finlande a arrêté ses exportations d'acier envers la Turquie et la participation d'entreprises britanniques dans le projet d'avion de combat turc a été suspendue. Tandis que beaucoup d'autres pays européens ont interdit les ventes à la Turquie ou du moins la signature de nouveaux contrats. Ces embargos pourraient coûter un milliard de dollars à l'industrie de défense turque en perte de production, selon certains experts.

Le rapport montre également une augmentation de l'investissement en recherche et développement particulièrement importante dans le secteur technologique. Elle a augmenté de 67 % par rapport à 2018 pour atteindre 249 millions de dollars en 2019. Cependant, cette tendance n'est pas soutenue par le système juridique turc relatif aux droits de propriété intellectuelle. Par manque de réglementation, de nombreuses entreprises du secteur de la défense sont engagées dans des querelles juridiques les unes contre les autres pour des plaintes de violation de propriété intellectuelle. Cette déficience de l'appareil juridique freine le développement du secteur de l'intérieur et fait obstacle à la coopération des entreprises dans la réalisation de projets de plus grande envergure. La corruption et le manque de capital humain sont d'autres facteurs structurels qui participent au ralentissement des progrès du secteur.

A cela s'ajoute, la baisse de plus de 12 % du total des commandes pour l'année 2019, soit 10,7 milliards de dollars en comparaison à l'année antérieure. Ce chiffre montre que dans un

contexte de crise économique en Turquie, de difficultés internes au secteur et de conséquences de la politique étrangère menée par Ankara, les entreprises turques de l'industrie de l'armement peinent à entretenir un carnet de commande à la hauteur de ses objectifs. De plus, 90 % des besoins des armées turques étant aujourd'hui couverts par l'industrie nationale, un point de saturation sur le marché intérieur est peut-être à prévoir. Seule l'expansion du marché extérieur pourrait alors maintenir la croissance du secteur tout entier.

Concernant la crise sanitaire actuelle, les autorités turques ont affirmé que la pandémie de la Covid-19 n'avait en rien perturbé le développement des programmes d'armement turcs⁴⁸. Preuve à l'appui, le programme de chasseur de nouvelle génération turc semble poursuivre son développement normalement comme le démontre la signature d'un accord début mai entre TAI (Turkish Aerospace Industries) et la firme turque Havelsan.

AU-DELA DE L'INDUSTRIE MILITAIRE CONVENTIONNELLE

La Turquie a su se montrer constante dans l'évolution de l'autonomie de son industrie de défense qu'elle réalise aujourd'hui par son isolement stratégique international, qu'elle assume en contradiction avec ses « traditionnels » alliés. A défaut, encore aujourd'hui, d'une autonomie complète de son industrie de défense, son rapprochement avec de nouveaux partenaires du côté oriental participe à son indépendance stratégique de puissance souveraine.

Le président Recep Tayyip Erdogan a récemment réaffirmé sa volonté de donner à la Turquie les moyens de ses velléités de puissance à l'échelle internationale lors de son discours à l'occasion de la livraison de navires aux TNF : « La Turquie poursuit son chemin de manière stable dans l'industrie de la défense. Le chemin parcouru [...] a contribué aux nombreux succès stratégiques que nous avons obtenus récemment à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières. Il n'est pas possible pour des nations qui ne peuvent pas être fortes et indépendantes dans le

⁴⁸ "Turkey strives for independent defense industry", HarriyetDailyNews, 12 août 2020
https://www.hurriyetdailynews.com/turkey-strives-for-independent-defense-industry-157329?fbclid=IwAR2va87Snz1rbvEPZ_5d1_kWQpy86dzA-d9SrBy3okNP8J90rX0_RAAPZKE

domaine de la défense d'envisager leur avenir avec confiance. Avec la satisfaction de nos besoins nationaux en matière de défense et de sécurité, l'indépendance technologique est devenue plus essentielle que jamais pour créer une dissuasion sur la scène internationale » .

Devant ce discours, la question du développement du nucléaire militaire turc semble devenir une évidence pour Erdogan.

POUR ALLER PLUS LOIN :

LEFEEZ Sophie, « L'industrie de défense turque : un modèle de développement basé sur une volonté d'autonomie stratégique », IRIS, Programme industrie de défense et de sécurité, avril 2017

MAZZUCCHI Nicolas, « La BITD turque, de la coopération à l'autonomie », IRSEM, note de recherche n°39, 15 mai 2017



L'EAU ET LES HYDROCARBURES, INSTRUMENTS DE PUISSANCE

Par Chloé PAGLICCIA

CHLOE PAGLICCIA EST ETUDIANTE EN DEUXIEME ANNEE DE BACHELOR EN
RELATIONS INTERNATIONALES ET NOUVELLE DIRECTRICE DU POLE
PROFESSIONALISATION ET ECRITS D'ILERI DEFENSE

Ressources naturelles, eau, hydrocarbures, énergies fossiles ... Dans un monde où tout semble peu à peu venir à manquer, où le besoin de ces ressources devient urgent, les relations internationales se mêlent aujourd'hui à la nature et sont une source grandissante d'une infinité de conflits. Située au carrefour entre l'Europe et le Moyen-Orient, la Turquie est donc un centre d'échanges, un point relai entre acheteurs et demandeurs, avec comme marchandise des ressources de plus en plus convoitées. Mais plus que cela, le pays cherche aussi à exercer une autre influence sur ses voisins directs avec la ressource qu'elle peut absolument contrôler, l'eau. La volonté d'acquérir de la puissance en tant qu'État situé géographiquement au milieu de deux civilisations a donc plusieurs leviers. Ces leviers en eux-mêmes, leur commerce et leur exploitation constituent un moyen pour Ankara d'accroître, dans un premier temps, son contrôle sur ses voisins et, dans un second temps, de s'imposer en tant que puissance auprès des nations européennes et de la civilisation occidentale.

Avec une puissance s'affirmant de jours en jours, d'aucuns diraient dans un certains « néo-ottomanisme », les moyens pour consolider cette puissance se fortifient eux aussi. Tout d'abord, ce contrôle se développe particulièrement auprès de ses voisins, en vue de maîtriser les ressources en eau, déjà faibles, de la région. Mais outre un certain pouvoir sur les situations de stress hydrique, la question de l'eau soulève aussi celle des différentes ethnies présentes sur

le territoire, notamment celle des Kurdes. De plus, l'eau présente une volonté de puissance plutôt régionale alors qu'Ankara souhaite aussi avoir un impact sur la scène internationale et a donc une vision plus large de sa politique énergétique. Véritable *hub* de commerce entre deux régions, la Turquie est de fait en bonne position pour acheminer les hydrocarbures des pays producteurs directement aux pays consommateurs, à l'aide de différents pipelines. Mais le pays n'en produit que très peu et sa consommation étant en constante évolution, ce qui génère inévitablement tensions et conflits avec ses voisins

L'EAU, UNE FIN EN SOI ET UN MOYEN DANS LA QUÊTE DE PUISSANCE

Si le Proche-Orient est caractérisé par un climat méditerranéen, ce n'est pas le cas du Moyen-Orient qui bénéficie d'un climat plutôt désertique. Cela plonge ces pays dans des situations de stress hydrique : la consommation d'eau dans cette région est supérieure aux réserves disponibles. Le stress hydrique touche aujourd'hui plusieurs régions du monde et occasionne des déplacements de populations, les premiers « réfugiés climatiques ». Au Moyen-Orient, selon une publication du World Resources Institute⁴⁹, les pays seront en proie à un manque d'approvisionnement en eau extrêmement problématique d'ici à 2040. Cela crée, aujourd'hui, des tensions entre les pays en amont et en aval des fleuves. La Turquie, bénéficiant des sources des deux plus grands fleuves de Mésopotamie, le Tigre et l'Euphrate, fait office de véritable château d'eau de la région. Après l'annexion du plateau du Golan en Syrie par Israël en 1981, le pays a perdu une partie de ses ressources en eau. En effet, la région du Golan, très fertile, constituait la principale source d'eau de la Syrie, avec en son sein le lac Tibériade et le fleuve Yarmouk, aujourd'hui contrôlé par l'État d'Israël, lui aussi dans une situation de stress hydrique⁵⁰. L'Irak, quant à lui, est en aval du Tigre et de l'Euphrate et est dans une situation d'approvisionnement très préoccupante. La Turquie, en amont, a le pouvoir de contrôler le

⁴⁹Prévisions de manque d'eau pour 2040, WRI,
<https://www.wri.org/blog/2015/08/ranking-world-s-most-water-stressed-countries-2040>

⁵⁰ POMMIER Eléa, « Pourquoi le plateau du Golan est-il au cœur du conflit entre Israël et la Syrie ? », le Monde du 11 mai 2018,
https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/05/10/pourquoi-le-plateau-du-golan-est-il-au-c-ur-du-conflit-entre-israel-et-la-syrie_5297199_4355770.html#:~:text=A%20lui%20seul%2C%20le%20Golan,douce%20par%20an%20%C3%A0%20Isra%C3%ABl.

débit d'eau pour les pays en aval, se constituant donc un moyen de pression important. Le pays bénéficie de trois fois plus de ressources en eau que l'Irak et dix fois plus que la Syrie. Ankara a donc le monopole quant au contrôle de ces approvisionnements, créant de ce fait des tensions multiples avec ses voisins et une position de supériorité certaine.

Depuis 1984, Ankara s'est lancée dans le GAP (*Great Anatolian Project*) qui prévoit la construction de barrages et de centrales hydro-électriques sur les deux fleuves. Le changement du cours des fleuves, dus aux barrages notamment, occasionne le déplacement de certaines populations. En effet, le risque d'inondations et de crues devient beaucoup plus élevé et augmente donc le risque de subversion des villages sur les rives. Ces terrains aujourd'hui inondables se trouvent, pour une partie, dans la zone du Kurdistan turc et entraînent donc le mouvement des populations y demeurant.⁵¹ Outre la volonté de puissance sur ses voisins que permet le contrôle des ressources, l'approvisionnement en énergie électrique que les barrages apportent, le projet turc a aussi pour but de répondre aux velléités autonomistes de l'ethnie kurde. La mise en place des barrages a créé des zones plus fertiles, proposant ainsi une solution au problème de sous-développement de cette région, et diminuant aussi légèrement l'influence du PKK sur des populations qui sont plus urbanisées. Pour le reste du Machrek, cette volonté de contrôle des ressources aquifères, s'ajoutant au réchauffement climatique et à un climat dans ces pays déjà aride ou semi-aride, contraint des populations à se déplacer, participant à l'augmentation du nombre de migrations.

Cependant, la migration de populations ne peut pas s'expliquer par le simple fait de la sécheresse, mais par une conjonction d'événements dont font partie les épisodes de sécheresse. Au-delà de cette capacité, *via* son contrôle sur l'eau, d'imposer ses décisions, ses volontés, aux pays en aval, l'exploitation des ressources en eau permet aussi de contrôler sa propre population, notamment ses extrémités aux velléités séparatistes. Mais la Turquie dispose aussi de ressources gazières, très convoitées par les régions frontalières, lui permettant ainsi de rentrer dans le jeu des relations internationales.

⁵¹ TSAKALIDOU Ilektra, « The Great Anatolian Project : Is water management a panacea or crisis multiplier for Turkey' Kurds? », New Security Beat, 5 août 2013
<https://www.newsecuritybeat.org/2013/08/great-anatolian-project-water-management-panacea-crisis-multiplier-turkeys-kurds/>

LES HYDROCARBURES AU SERVICE D'ANKARA

Le Moyen Orient possède deux tiers des hydrocarbures dont 40% des ressources en gaz naturel au monde, tandis que les pays de l'Union Européenne font partie des pays consommant le plus d'hydrocarbures au monde (après la Chine et les États-Unis) avec 1 630 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en 2015⁵². Elle importe, de plus, 55,1% de sa consommation annuelle (2017)⁵³, la rendant très dépendante des producteurs.

Les ressources en gaz et en hydrocarbures sont primordiales car le gaz naturel, extrait des champs en sous-sol, est très largement utilisé comme matière première dans l'industrie, notamment dans la pétrochimie. C'est aussi une ressource essentielle dans la production d'électricité et de chauffage, propulsant les pays producteurs au rang de puissance *a minima* régionales. Il en va de même pour les hydrocarbures, comme le pétrole : le besoin est global et la production est limitée, d'une part par la géographie mais aussi, dans un second temps, par les capacités de production des pays.

La Turquie n'est pas un producteur de gaz naturel et d'hydrocarbures et est donc dépendant des pays producteurs, notamment de ceux du Moyen-Orient, comme l'Irak, de la Russie mais aussi de ceux du Caucase et de la mer Caspienne, comme l'Azerbaïdjan par exemple. Elle importe environ 90% de sa consommation en ressources énergétiques⁵⁴. Mais la position géographique de la Turquie en fait un acteur géostratégique majeur dans toute la région eurasiatique. Située entre l'Union Européenne et le Moyen Orient, donc entre les consommateurs et les producteurs de ces ressources si convoitées, elle joue le rôle l'État tampon et aussi du « pays de transit » entre les différentes parties. Les relations extérieures du pays en sont fortement impactées.

Ahmet Davutoglu, ancien premier ministre et président de l'AKP (2014-2016), ancien ministre des Affaires étrangères (2009-2014) et ancien conseiller de Recep Tayyip Erdogan, a dominé

⁵² Évolution de la situation énergétique de l'Europe sur 10 ans, Agence européenne pour l'environnement, janvier 2017 <https://www.eea.europa.eu/fr/signaux/signaux-2017-1/articles/l2019energie-en-europe-situation-actuelle>

⁵³ Statistiques sur l'importation et l'exportation d'énergie dans l'Union Européenne https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Energy_production_and_imports/fr#L.E2.80.99UE_et_ses_.C3.89tats_membres_sont_tous_de_s_importateurs_nets_d.E2.80.99.C3.A9nergie

⁵⁴ JABBOUR Jana et REBIERE Noémie, « La Turquie au cœur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux », Confluences Méditerranée numéro 94, Éditions l'Harmattan, 2014, page 33

avec sa doctrine la politique étrangère turque de ces dernières années. La doctrine de « non-conflit » avec les voisins promeut la coopération culturelle, politique ainsi qu'économique avec les voisins directs du pays, afin d'y faciliter les partenariats, notamment dans le domaine énergétique. En effet, avec une démographie en constante évolution (environ de 1.5% par ans, contre 0.2% pour la France), la demande en ressource énergétique est croissante. La politique extérieure du pays s'est adaptée en conséquence, en soldant la plupart des conflits régionaux mais aussi en créant de nouvelles alliances avec d'anciens ennemis.

Ainsi, Ankara s'est alliée économiquement au Kurdistan irakien en 2009, un important producteur et exportateur d'hydrocarbures (sous-sol contenant environ 12 milliards de barils confirmés et environ 45 milliards de barils potentiels), alors qu'elle se trouve parfois en conflit avec les vellétés indépendantistes des kurdes turcs. Un consulat turc à Erbil, capitale du GRK (Gouvernement régional du Kurdistan) a même ouvert ses portes début 2010. La stratégie de la Turquie, par ces alliances, est de diminuer sa dépendance vis-à-vis du quasi-monopole russe, notamment concernant le gaz naturel. Cette stratégie de diversification des approvisionnements a été aussi adoptée par l'Union européenne et accélérée après la crise ukrainienne de 2014.

L'Union européenne est, comme la Turquie, un important consommateur d'hydrocarbures et de gaz naturel puisqu'elle n'en produit quasiment pas. La crise ukrainienne, aux portes de l'Union, a fait sentir le besoin pressant de diversifier nos apports en ressources énergétiques et de nous libérer du monopole russe sur le marché. La Turquie, membre de l'OTAN et pouvant acheminer les ressources du Moyen-Orient et du Caucase est donc devenu un partenaire idéal. De plus, elle est un pays partenaire du programme INOGATE⁵⁵, créé en 1996 par l'UE et qui a pour but de subventionner la construction d'infrastructure de production et d'acheminement des énergies de 11 pays d'Asie centrale et du Caucase vers l'Europe. Ankara est donc au centre de plusieurs routes d'acheminement d'hydrocarbures et de gaz naturel et est un pays stratégique pour la sécurité énergétique de l'UE. L'acheminement s'effectue via plusieurs gazoducs qui approvisionnent des lignes de transit qui desservent ensuite les différents clients, dont l'Union européenne. Le projet TANAP (*Trans-Anatolian Natural-Gas project*), par

⁵⁵ Site internet du programme INOGATE : <http://www.inogate.org/>

exemple, est un gazoduc de transit traversant toute la Turquie, approvisionné par des pipelines provenant des champs de l'Azerbaïdjan, de la Russie et de l'Iran⁵⁶.

Mais les relations extérieures de la Turquie liée à l'exploitation des ressources en sous-sol ne sont pas toujours aussi cordiales. Le pays s'implique par exemple dans le conflit libyen en y envoyant des militaires pour soutenir le Gouvernement d'union nationale. Ces interventions se déroulent après la signature le 27 novembre 2019 d'un accord de coopération entre les deux pays sur l'exploitation des ressources en hydrocarbure de la Méditerranée orientale, accord qui a détérioré les relations entre la Turquie et la Grèce, Chypre et Israël, lesquels avaient conclu un accord pour sécuriser les champs et contrer l'influence turque sur les ressources de la Méditerranée. Les relations se sont notamment tendues avec Chypre à cause de l'exploitation du champ gazier Aphrodite. La RTCN (République turque de Chypre du Nord) et la République de Chypre revendiquent toute deux le droit exclusif d'exploitation de ce gigantesque champ de gaz naturel marin découvert en 2011 dans la zone économique exclusive (ZEE) de l'île.⁵⁷

UNE AMBITION A LONG-TERME D'ENERGIE NUCLEAIRE ?

L'enjeu énergétique est un enjeu de puissance et permet à la Turquie de s'imposer en tant qu'acteur régional majeur mais aussi d'avoir un impact dans les relations internationale du continent eurasiatique dans son ensemble. Avec une population en constante augmentation, le pays doit cependant trouver d'autre sources d'approvisionnement afin de ne pas dépendre des ressources des pays voisins. Elle voudrait produire 30 % de sa consommation en énergie renouvelable d'ici 2023⁵⁸. Le GAP s'inscrit donc, entre autres, dans cette vision puisque les 22 barrages sur le Tigre et l'Euphrate permettent aussi la production d'électricité.

⁵⁶ Pipeline Bakou-Tbilissi-Erzerum (Azerbaïdjan), pipeline Tabriz-Ankara (Iran) et pipeline Blue Stream (Russie).

⁵⁷ « La Turquie cherche des hydrocarbures dans les eaux grecques, la Grèce demande un sommet d'urgence à l'UE », Le Monde, 11 août 2020

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/11/la-turquie-cherche-des-hydrocarbures-dans-les-eaux-grecques-la-grece-demande-un-sommet-d-urgence-a-l-ue_6048687_3210.html

⁵⁸ « Energies renouvelables en Turquie : un business en pleine expansion », Aujourd'huiLaTurquie, 13 août 2015
<http://aujourdhuiturquie.com/fr/energies-renouvelables-en-turquie-un-business-en-pleine-expansion/>

De plus, la Turquie compte aussi développer son secteur nucléaire civil. La construction de la centrale nucléaire d'Akkuyu a débuté en 2015 dans la province de Mersin dans le sud du pays et devrait être mise en service en 2023. Le nucléaire civil turc a cependant des liens avec la puissance russe, puisque leur toute première centrale est construite en ce moment avec par l'entreprise Rosatom. La centrale devrait apporter assez d'énergie pour la population actuelle, qui aura doublé d'ici à 2030. L'énergie est donc une partie centrale, une des nombreuses ficelles que le gouvernement utilise pour sa toile mondiale. Cette volonté de rayonnement à la fois régional et international fait que, quoiqu'il en soit, le contrôle des ressources en eau et en hydrocarbures est vital et le pays se donne la prérogative de diriger ses voisins sur le sujet. De plus, l'Europe est aujourd'hui dépendante, pour une partie, des ressources apportées par Ankara.

POUR ALLER PLUS LOIN :

BLANC Pierre, « Proche-Orient : Le pouvoir, la terre et l'eau » Monde et sociétés, Les Presses de Sciences Po, 2012

CHUVIN Pierre, « La Turquie : futur hub énergétique de l'Europe », Revue Tiers-Monde 2008/2 (n°194)

JABBOUR Jana et REBIERE Noémie, « La Turquie au cœur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux », Confluence Méditerranées n°91, Éditions L'Harmattan, pages 33 à 51



L'ARME NUCLÉAIRE, TRESOR INTERDIT CONVOITÉ PAR ANKARA

Par Théo BERTRAND

THEO BERTRAND EST ETUDIANT EN TROISIEME ANNEE DE BACHELOR EN
RELATIONS INTERNATIONALES ET MEMBRE D'ILERI DEFENSE

L'appétence de la République turque pour le nucléaire n'est pas nouvelle, mais c'était jusqu'à il y a peu l'aspect civil et énergétique qui semblait primer, l'attrait pour le pendant militaire de l'atome ayant été satisfait par le déploiement de systèmes d'armes stratégiques par l'Otan au début des années 60. Les premières et seules armes nucléaires présentes sur le sol turc le sont en effet dans le cadre de son appartenance à l'Alliance. Au cours de la Guerre froide et malgré des périodes de forte instabilité – quatre coups d'État militaires en 1960, 1971, 1980 et 1997 – le pays a toujours témoigné de son enthousiasme pro-occidentalisme, justifiant la confiance que lui portait l'Alliance. L'armement des bases anatoliennes de l'OTAN n'a eu de cesse d'évoluer, et ce ne sont à présent plus d'antédiluviens IRBM Jupiter qui assurent la mission de dissuasion nucléaire de l'Otan, mais des charges réservées au seul vecteur aviation.

Une première inquiétude vis-à-vis des intentions turques aurait pu poindre lors de la publication en 2002 de la doctrine « Zéro problème avec les voisins » d'Ahmet Davutoglu⁵⁹. Un léger flottement apparut en effet dans l'engagement turque dans l'alliance durant la présidence Gül (2007-2014), mais nul n'a semblé se soucier des conséquences de l'isolement diplomatique grandissant du pays. Cependant, c'est l'élection en 2014 de Recep Tayyip Erdogan qui constitue un choc important dans la position diplomatique turque. Le régime s'est

⁵⁹ Ahmet Davutoglu, « Stratejik Derinlik » (profondeur stratégique), 2001

rapidement affirmé comme plus autoritaire et a rompu sa position ordinairement conciliante avec ses adversaires traditionnels que sont la Russie et Israël. Ces changements sensibles ne suffirent néanmoins pas à attirer l'attention de la masse des analystes étrangers ; le résultat fut la surprise générale en Occident face aux retombées de la tentative de coup d'État de juillet 2016.

Dans les heures qui suivirent la tentative de pronunciamiento, le nationalisme turc se cristallisa autour de la figure d'Erdogan. Une vaste purge entreprise dans l'armée turque, mais également dans la fonction publique, causa une crispation des diplomaties occidentales qui espéraient un retour à la normale. Les déboires de la diplomatie turque exacerbèrent plus avant pour la population le sentiment que « les Turcs n'ont d'autres amis que les Turcs », sentiment conforté voire encouragé par l'administration Erdogan, qui insiste sur l'hostilité de certains acteurs internationaux et leur apocryphe rôle dans le putsch de juillet 2016. Cette tendance inquiétante l'est d'autant plus qu'elle permet au président de souligner la nécessité de l'arme nucléaire, tout en houspillant la retenue des nations nucléaires actuelles de voir des armes atomiques en d'autres mains qu'en les leurs. En s'aliénant Américains et Européens, Erdogan a fait rentrer la Turquie dans une dangereuse course en avant, et dans un isolement qui lui rend nécessaire le poids militaire que confère la bombe pour ne pas risquer le discrédit et conserver une influence dans le concert diplomatique.

Plusieurs problèmes se posent alors, notamment ceux de la sûreté des ogives américaines placées dans des bases turques, de la possible acquisition d'armes nucléaires par la Turquie, et des possibilités techniques de réalisation d'armes nucléaires par le pays.

Au sujet d'une « prise d'otage » des ogives américaines, le changement de vecteur est problématique : puisque l'opération des silos eut été impossible par la seule armée turque car nécessairement conjointe, les vecteurs nucléaires destinés à l'aviation peuvent être facilement maîtrisés par cette dernière. Cette possibilité serait à prendre en compte dans l'hypothèse - fantaisiste mais réalisable - d'un « coup de main » turc sur les bases de l'Otan.

L'idée de la réalisation d'une bombe indigène turque, elle, doit être considérée avec plus de prudence. À ce propos, l'engagement d'Ankara dans la recherche sur le nucléaire civil doit

inquiéter. L'attrait renouvelé du régime pour les centrales nucléaires – le pays s'intéresse à l'énergie nucléaire depuis 1956⁶⁰ - se traduit par la construction à partir de 2018 de la centrale d'Akkuyu en partenariat avec la Russie.

Sans permettre de produire une arme nucléaire sur un temps court, un tel complexe constitue pour Ankara un outil précieux dans la recherche sur l'Atome, la possibilité d'acquérir une expertise dans ce domaine et celle de produire des équipements en lien avec le nucléaire sans s'attirer les foudres de l'AIEA et des puissances nucléaires. Si la capacité de production d'une « *Ulusal bomba* » (Bombe nationale) constituerait, à terme, l'objectif d'un programme nucléaire militaire turc, elle n'est néanmoins pas facilement atteignable. En l'état des choses, ce Saint Graal turc ne constitue pas une menace immédiate même en prenant en compte le bénéfice de la recherche issue du site d'Akkuyu, un partenariat militaire turco-pakistanaï renforcé plus avant ou un revirement stratégique russe.

L'acquisition, enfin, d'armes nucléaires auprès d'acteurs peu scrupuleux (Corée du Nord, ou possiblement Iran et Pakistan) constitue une éventualité plausible et dangereuse, dont la probabilité fluctue en fonction des tensions diplomatiques auxquelles la Turquie fait face. Il faut néanmoins garder en tête l'avancement technologique limité de ces possibles fournisseurs, notamment en matière de miniaturisation. Des ogives fournies par eux souffriraient de leur dimension et de leur poids important qui rendraient nécessaires pour leur déploiement des lanceurs lourds et à longue portée dont ne dispose pas la Turquie.

Le scénario d'une Turquie nucléarisée dans la décennie impliquerait de fortes tensions avec Israël et l'Iran, une crise grave de l'Otan, une agressivité diplomatique plus assumée envers les nations européennes, la redéfinition des rapports avec la Russie et un degré supplémentaire de risque de prolifération nucléaire.⁶¹

D'une part, le déséquilibre régional entraîné par l'émergence d'un acteur nucléaire hostile à Israël multiplierait de manière exponentielle les risques d'un conflit à la bombe H au Proche-Orient, tout en annihilant les liens diplomatiques avec Washington (et donc l'Otan) dont jouit

⁶⁰ La Turquie travaille-t-elle secrètement sur une bombe atomique ? DieWelt, 22 septembre 2014 https://www.welt.de/politik/ausland/article132446686/Arbeitet-die-Tuerkei-heimlich-an-der-Atombombe.html?fbclid=IwAR32IW4duMlo7H5BoNhmKfO3yZiO_E8jkZFyVaUnNgTMBnsgyo8UsR565gE

⁶¹ Didier BILLION, « La Turquie, ami capricieux, ennemi impossible », Le Monde Diplomatique, octobre 2019 <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/10/BILLION/60458>

encore Ankara. De plus, l'accession à la bombe amènerait Moscou à approcher Erdogan avec une prudence considérable, et beaucoup moins de bonne volonté qu'actuellement – une perte de pied avec les États-Unis pousserait naturellement la Turquie à chercher une alliance avec la Russie, mais il n'est pas certain que le Kremlin veuille d'un tel allié. Un tel scénario pourrait ainsi conduire à un isolement diplomatique total d'Ankara, à sa mise au ban de la communauté internationale, et par ricochet à accroître exponentiellement son instabilité.

Bien qu'aucune affirmation ne puisse être clairement formulée quant au risque qu'encourent les ogives américaines à Incirlik, à des tractations d'achat d'armes nucléaires ou à l'existence et à l'avancement d'un programme nucléaire militaire turque, il convient de garder à l'esprit ces éventualités, et de surveiller étroitement toute activité nucléaire du pays. Pour parer le possible insuccès de ces mesures, il semble judicieux de préparer dès aujourd'hui les termes d'un accord sur le nucléaire turc, au risque de devoir, à moyen terme, négocier avec un Ankara hostile et nucléarisé.

POUR ALLER PLUS LOIN

POUVREAU Ana, « L'impact stratégique des nouveaux choix énergétiques de la Turquie », Revue Défense Nationale n°783, octobre 2015, pp. 62-67



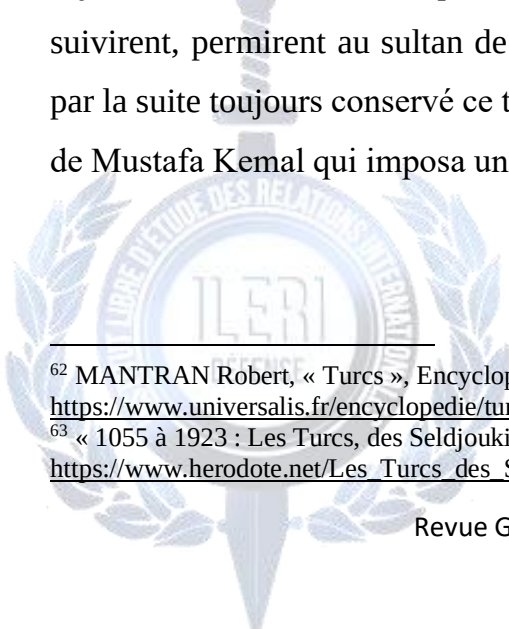


LA TURQUIE, *OUTSIDER* DANS LA COURSE A LA FOI ISLAMIQUE

Par Loïk MANACH

La vision turque de l'islam est fondamentalement ancrée dans les racines de la présence de cette croyance en Anatolie. Les premières incursions musulmanes en Asie mineure remontent à l'arrivée des Seldjoukides⁶². Tribus turcomanes originaires du Tatarstan, plus spécifiquement du Turkménistan actuel, et récemment convertis à l'islam, les Seldjoukides profitèrent du chaos ambiant du XIVe et XVe siècles pour prendre le contrôle de la Perse ainsi que d'une partie du Levant. Luttant face aux Byzantins pour le contrôle de l'Anatolie, ils réussirent à repousser l'Empire de Constantinople sur les côtes. Suite à cela, les Osmanoglu (tribu issue de la communauté seldjoukide) parvint à prendre le pouvoir⁶³.

Lorsque Mehmet II acheva la conquête de Constantinople en 1453, il accomplit ainsi les derniers vœux du prophète Mahomet, et devient « le plus grand prince de l'islam ». La fin du royaume mamelouk, et la prise des lieux saints par les Ottomans dans les décennies qui suivirent, permirent au sultan de devenir calife, chef de tous les croyants. Les Ottomans ont par la suite toujours conservé ce titre de calife pour leur dirigeant, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Mustafa Kemal qui imposa un État laïc ; toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le



⁶² MANTRAN Robert, « Turcs », Encyclopedia Universalis,
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/turcs/3-premiers-contacts-avec-l-islam/>

⁶³ « 1055 à 1923 : Les Turcs, des Seldjoukides aux Ottomans », Les Chroniques d'Hérodote.net
https://www.herodote.net/Les_Turcs_des_Seldjoukides_aux_Ottomans-synthese-68.php

pouvoir a oscillé entre l'armée et les factions islamo-conservatrices au sein du parti de Recep Tayyip Erdogan, qui ont justement cherché à rétablir ce rôle de guide religieux de la Turquie.

UN ISLAMISME D'OPPORTUNITE DANS SES RELATIONS AVEC LE MONDE MUSULMAN ?

Du point de vue de ses relations extérieures, Ankara se pare souvent du rôle de protecteur des sunnites à travers le monde. On en voit la démonstration sur la question du conflit israélo-palestinien, ou le président Erdogan prend sempiternellement la défense des palestiniens face à Israël, notamment sur le cas de la bande de Gaza mais aussi sur la question de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël. Erdogan emploie la même rhétorique de défense des croyants sunnites en Egypte, depuis l'interdiction de l'organisation des Frères musulmans par le gouvernement du maréchal Al-Sissi.

On l'observe tout autant en Lybie où Erdogan soutient politiquement et militairement le Gouvernement d'entente nationale (GEN), comprenant certaines factions ouvertement islamistes (et où les Frères musulmans maintiennent une forte influence⁶⁴) face à l'Armée nationale libyenne (ANL) du Maréchal Khalifa Haftar, laïc convaincu. De la même manière, la Turquie d'Erdogan a été parmi les premiers à soutenir la rébellion syrienne contre le régime baathiste de Bachar El-Assad. Ce choix découle des accusations lancées par Ankara contre la dynastie alaouite au pouvoir d'opprimer la majorité sunnite. Ce dogme politique a aussi été invoqué pour soutenir le mouvement des printemps arabes en Irak en 2011, mais l'arrivée de Daesh peu de temps après a rapidement éteint la contestation contre Bagdad, et le soutien d'Ankara à celle-ci.

A l'inverse, la majorité chiite s'étant soulevé contre la dynastie sunnite au Bahreïn n'a été que très peu soutenue par la Turquie. Par ailleurs, depuis le rapprochement des politiques en Arabie saoudite et en Israël, le rôle de contestateur principal anti-israélien sur la scène internationale échoit par défaut à Erdogan. Il faut toutefois souligner que, à l'inverse des nations ethniquement arabes de la région, la Turquie n'entend pas employer l'islam dans un but fédéraliste mais bien hégémoniste.

⁶⁴ European Eye on Radicalization, « Tentative de la Turquie de renforcer l'emprise des Frères musulmans sur la Libye », <https://eeradicalization.com/fr/tentative-de-la-turquie-de-renforcer-lemprise-des-freres-musulmans-sur-la-libye/>

UNE DE-LAÏCISATION INTERIEURE DE LA TURQUIE AUX DEPENS DES MINORITES

L'interprétation turque de l'islam prend une forme différente à l'intérieur du pays : la doctrine sunnite commence à prendre une place de plus en plus importante dans la gestion de la population. Une manifestation des plus concrètes en est la marginalisation continue des musulmans alévis, branche dissidente de l'islam chiite n'interdisant pas la consommation d'alcool et où le port du voile n'est que très minoritaire. Cette minorité est souvent considérée, autant du fait des origines kurdes d'une large portion des Alévis que de leur appartenance à la branche chiite de l'islam et de leur activisme socialiste dans les années 1970 et 1980, comme hérétique par les turcs⁶⁵. Depuis 2013, Ankara associe régulièrement les Alévis, particulièrement dans sa rhétorique politique anti-Bachar El-Assad, à leurs voisins chiites syriens (dont la confession alaouite est pourtant très distincte), et à la suite de la tentative de coup d'Etat de 2016, une large partie des médias alévis ont été placardés⁶⁶. De même, la minorité chrétienne en Turquie se réduit depuis la fin de la Première guerre mondiale et ne représenterait aujourd'hui que 1,5 % de la population⁶⁷.

Le rôle des prédicateurs autonomes dans la construction de la pensée islamique interne de la Turquie doit aussi être mentionné. L'exemple par excellence est celui de Fethullah Gülen, un homme qui, avec le soutien de la Turquie, avait construit un réseau d'influence dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique, mais aussi dans les Amériques et auprès de la diaspora turque en Europe⁶⁸. Depuis 2016, bien qu'il ait été contraint à l'exil, le pouvoir turc considère qu'il reste le premier opposant à Ankara en termes d'influence. La lutte contre son réseau dans le monde est aujourd'hui une des principales priorités de la politique intérieure et extérieure du gouvernement turc ; l'identification de partisans de Gülen, particulièrement au sein des minorités non-soufies de la population et de la diaspora, est un point d'appui majeur d'Ankara pour entretenir un nationalisme religieux au sein de la population.

⁶⁵ Kerem Karaosmanoğlu, "Beyond essentialism: negotiating Alevi identity in urban Turkey," *Identities: Global Studies in Culture and Power*, Vol. 20, No. 5 (2013), pp. 580-597.

⁶⁶ Suivi de la minorité alévie par l'ONG Minority Rights Group International

⁶⁷ Sondage de 2019 de l'IPSOS

⁶⁸ Erkan Toguslu, « Société civile, démocratie et islam : perspectives du mouvement gülen », l'Harmattan, 2012

Sur le plan sociétal, on peut constater un rapprochement des mœurs du pays vers celles prônées par les figures islamo-conservatrices. Beaucoup des voix laïques du pays – que ce soit les journalistes, les professeurs, les intellectuels – ont subis les purges au nom d’une hypothétique proximité avec le prédicateur Fethullah Gülen, mais aussi car ils auraient eu l’intention de « nuire à l’état turc », formulation assez vague. Le port du voile progresse fortement en Turquie, et les taxes sur l’alcool et le tabac dans le pays ont explosé au cours des dernières années (bien que la consommation n’ait pas ralenti)⁶⁹.

Il serait ainsi intéressant de voir si, comme ailleurs dans le monde musulman, les jeunes générations, particulièrement affectées par ces changements sociétaux, pourraient contribuer à la montée du radicalisme (tel qu’on l’a observé en Syrie), ou au contraire si elle va rejeter l’arrivée des islamistes au pouvoirs (sur une voie pavée par les expériences de l’Egypte et du Soudan).

LA SOLIDIFICATION DE L’ISLAM COMME UNE ARME FACE A L’EUROPE

Dans le cadre de ses relations avec les pays de l’« Occident », l’islam est enfin utilisé comme un vecteur d’union de toutes les diasporas musulmanes, mais également comme moyen de pression sur les gouvernements Européens. Lorsqu’en 2016 les médias occidentaux se sont unis pour dénoncer le gouvernement turc après les purges post-tentative de coup d’État, Ankara a riposté avec véhémence, notamment au travers des médias tels que TRT. Le gouvernement turc a notamment mis l’accent sur le soutien des « Occidentaux » à Israël, sur le passé colonial des Européens, mais également sur les persécutions à l’encontre des minorités musulmanes d’Europe – notamment en Bosnie Herzégovine et au Kosovo, anciennes terres ottomanes.

La communication d’Erdogan reflète également cette instrumentalisation des croyances : le président turc appelle régulièrement les musulmans sunnites du monde entier à le soutenir, car ce serait un « devoir religieux », dans une imitation surprenante de la communication des ayatollahs d’Iran envers la communauté chiite internationale.

⁶⁹ Sondages de l’Institut de statistiques turc (TÜİK) de 2013 à aujourd’hui

L'évolution de la place de l'islam dans la doctrine politique de la Turquie sera d'une importance capitale pour la place d'Ankara dans les courants changeants des relations internationales. En effet, si la laïcité devait être encore plus écornée en Turquie, il ne serait pas surprenant de voir la fin définitive des négociations pour une entrée de la Turquie dans l'Union européenne. De plus, la nation turque pourrait rejoindre les rangs de pays dont l'image s'est considérablement dégradée pour leur soutien à un islam radical – tels que le Qatar ou encore l'Iran – ce qui affecterait sa position et son influence politique internationale.

Pour autant, il serait tout aussi probable, qu'à l'instar de l'Arabie Saoudite ou des Émirats arabes unis, la Turquie parvienne à se maintenir au rang des partenaires indispensables des pays de l'Ouest, et ce malgré son islamisme politique. Cela dépend en grande partie des capacités de la Turquie à mobiliser assez de moyens pour sécuriser les ressources énergétiques qui entourent son territoire – en Méditerranée orientale et au Levant – et à solidifier son statut de pays incontournable « que l'on ne peut se permettre de perdre »⁷⁰ sur le plan stratégique.

POUR ALLER PLUS LOIN :

BOZDEMIR Michel, « Turquie : entre Islam et Europe », Éditions Ellipses, 2007

PEKOZ Alex Mustafa, « Développement de l'islam politique en Turquie, les raisons économiques, politiques et sociales », l'Harmattan, 2010

ZARCONI Thierry, « La Turquie moderne et l'Islam », Editions Flammarion, 2004



⁷⁰ Propos du secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg en août 2020

ANKARA, PRÊTE A DÉFIER WASHINGTON ET L'OTAN ?

Par Charles MARTY

Les déclarations d'Emmanuel Macron sur la « mort cérébrale » de l'Otan, ciblant de manière implicite l'impunité des agissements unilatéraux de la Turquie, dépeignent une réalité qui dérange au sein de l'Alliance : l'Otan, inadapté à des conflits d'intérêt « chauds » entre ses propres membres, n'a pas prévu de contre-mesures pour empêcher l'utilisation de ses propres mécanismes contre elle. Face aux États-Unis, Erdogan a recours au chantage, avec la domination russe du Moyen-Orient comme menace, et à un bluff nucléaire dangereux. Au cœur de la stratégie d'hégémonisme régional de la Turquie, l'instrumentalisation des anciens alliés Européens participe également à un objectif à court-terme de paralysie de l'Otan, et à long-terme à une utilisation de sa relation bilatérale avec les États-Unis pour obtenir des partenariats plus avantageux.

LA TURQUIE, POINT D'ANCRAGE TRADITIONNEL DES ÉTATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

Si jusqu'à présent les États-Unis se sont abstenus de condamner directement les activités turques dans « l'étranger proche » d'Ankara, c'est parce que celle-ci joue un rôle clé dans son dispositif de déploiement et de commandement. La Turquie a en effet le privilège, depuis son intégration en 1952, d'être un centre stratégique majeur de l'Otan. Sa position de carrefour des routes vers l'Asie Centrale et le Moyen-Orient la destinaient à être le pilier de la stratégie de

blocage de l'influence soviétique dans ces régions, puis à servir de point d'ancrage de l'Alliance pour intervenir dans les zones les plus instables et encercler l'Iran.⁷¹

Cette tête de pont, servant autant les intérêts des pays de l'Otan que ceux d'Ankara, s'est manifesté par de nombreuses infrastructures : la ville d'Izmir accueillait jusqu'à la réorganisation de 2011 l'état-major aérien de l'Alliance ; depuis cette date le quartier-général du commandement des armées terrestres de l'Otan (LANDCOM) y est installé. De plus, dans le cadre de sa stratégie de dissuasion étendue, les États-Unis maintiennent depuis la Guerre Froide 50 bombes nucléaires B-61 sur la base aérienne turque d'Incirlik, où est également stationnée le 39ème bataillon de l'U.S. Air Force (39th ABW)⁷². Il faut également mentionner l'importance de la Turquie comme acheteur de matériel militaire conventionnel américain : le statut de pays-membre de l'Otan implique nécessairement qu'une large part des budgets de la défense ont été consacrés depuis les années 1960 à l'acquisition de chasseurs F-16, d'hélicoptères AH-1W SuperCobra, ou encore de chars M-60 Patton auprès de Washington⁷³.

En termes opérationnels, la position pivot de la Turquie s'est particulièrement manifestée lors de la conduite d'opérations conjointe des forces de l'Otan au Sud et à l'Est : Irak, Somalie, Afghanistan, Kosovo, Liban, Bosnie. Tous les déploiements otaniens sur ces théâtres ont été permis par les bases avancées en Turquie créant un réseau de relais, et tous ont bénéficié du support logistique d'Ankara.

C'est bien cette position inégalable au cœur des instances de l'Alliance que le président Erdogan cherche aujourd'hui à instrumentaliser, car il se sait indispensable aux États-Unis dans cette région du monde. Or, ce positionnement est remis en question, autant par les détracteurs de la Turquie que par Erdogan lui-même.

⁷¹ AKHMETOV, Timur, « Turkey and the containment of Iran in the Middle-East », Russian International Affairs Council, 27 février 2018

<https://russiancouncil.ru/en/analytics-and-comments/analytics/turkey-and-the-containment-of-iran-in-the-middle-east/>

⁷² MIZOKAMI Kyle, « How dangerous is Turkey's military on the battlefield? », The National Interest, 12 octobre 2019, <https://nationalinterest.org/blog/buzz/how-dangerous-turkeys-military-battlefield-87941>

⁷³ WILSON Jeremy, « Here's what Russia will be up against if it messes up with Turkey », Business Insider, 24 novembre 2015, <https://www.businessinsider.com/turkeys-military-equipment-explained-2015-11?IR=T>

UNE INVERSION DES ROLES : L'OTAN DEVIENT UN OUTIL DE LA TURQUIE

Avec les événements de 2014 en Ukraine, l'Otan a considéré qu'elle avait retrouvé une raison d'être, et s'est de nouveau attaché à contenir l'influence de la Russie en Europe de l'Est et au Moyen-Orient. La conduite d'exercices conjoints de plus en plus fréquente, et le développement de l'interopérabilité des armées Alliées, participent à cette stratégie renouvelée. Or le choix turc de diversifier ses sources d'équipement militaire est venu bouleverser cette stratégie : en 2018, la Turquie a annoncé son intention d'acquérir des systèmes de défense anti-aériens sol-air russes S-400, dont le principal argument de vente serait leur capacité à détecter des avions furtifs. L'achat, au détriment du système américain Patriot, a été conclu la même année, et les premiers S-400 ont été réceptionnés en Turquie en 2019.⁷⁴

Le choix de s'armer auprès de la Russie remet *de facto* en cause la confiance des États-Unis envers la Turquie vis-à-vis de sa stratégie de *containment* de la Russie – d'autant plus que le sentiment anti-américain se développe à Ankara. L'achat de S-400 aurait dû représenter une transgression ouverte du *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act* (CAATSA), et exposer la Turquie à de très lourdes sanctions économiques de Washington – à l'instar de l'Iran, la Russie ou la Corée du Nord⁷⁵. Or, jusqu'à maintenant, les seules actions concrètes du Congrès ont été d'officiallement reconnaître le génocide Arménien (au cours d'une résolution qui a finalement été bloquée par l'administration Trump⁷⁶), et de retirer la Turquie du programme joint d'avion furtif F-35.

En filigrane, toutefois, quelques membres du Congrès américain ont discrètement implémenté des sanctions supplémentaires à partir de 2019, bloquant toute nouvelle transaction d'armes vers la Turquie. Un contrat de maintenance et de modernisation de la flotte de F-16 bloc 30

⁷⁴ Valeurs actuelles, « Peut-on expulser la Turquie de l'OTAN ? Enjeux et conséquences de la livraison des missiles russes S-400 à Ankara », 15 juillet 2019
<https://www.valeursactuelles.com/monde/peut-expulser-la-turquie-de-lotan-enjeux-et-consequences-de-la-livraison-des-missiles-russes-s-400-ankara-108990>

⁷⁵ Le Point, « Trump cherche à éviter de sanctionner la Turquie pour les missiles russes », AFP, 26 juillet 2019
https://www.lepoint.fr/monde/trump-cherche-a-eviter-de-sanctionner-la-turquie-pour-les-missiles-russes-26-07-2019-2327055_24.php

⁷⁶ HALTIWANGER John, « Trump sided with Turkey and blocked Congress' bipartisan effort to recognize the Armenian genocide », The National Interest, 17 décembre 2019
<https://www.businessinsider.fr/us/trump-sides-with-turkey-blocks-congress-recognizing-armenian-genocide-2019-12>

turcs a ainsi été gelé⁷⁷. La classe politique américaine n’a toutefois pas affiché officiellement ce blocage, de crainte de davantage pousser Ankara dans l’escarcelle de Moscou.

Depuis peu, on assiste à une tentative du Congrès américain de racheter à la Turquie ses S-400, officiellement dans le but de permettre à Ankara de réintégrer le programme F-35, mais également afin de réaliser des tests afin d’évaluer ses performances de détection d’avions furtifs. Toutefois, il est improbable qu’Erdogan accepte une telle vente. D’une part, cela le placerait dans une position encore plus inconfortable vis-à-vis de Vladimir Poutine qu’elle ne l’est déjà au vu des dossiers syriens et libyens. D’autre part, l’expérience du coup d’état de 2016 a été perçue par les autorités turques comme un traumatisme – Ankara s’est rendu compte que, son équipement étant entièrement fourni par les Américains, elle ne disposait « d’aucune défense contre ses propres armes »⁷⁸. D’où son effort d’acquérir des contre-mesures, en cas d’une autre tentative de prise de pouvoir, mais aussi sa relance massive de son propre complexe militaro-industriel. Quoiqu’il en soit, cet attachement à garder, et potentiellement à déployer, ces armes russes, témoigne d’une défiance turque vis-à-vis de l’Otan, et d’une volonté de privilégier ses intérêts souverains par rapport aux Alliés.⁷⁹

Dans le même temps, Recep Tayyip Erdogan continue de privilégier les intérêts de la Turquie, et il n’hésite ainsi pas à mettre en avant des questions de politique intérieure, quitte à bloquer le fonctionnement traditionnel de l’Alliance. On observe en effet un effort turc de rupture des prises de décision internes de l’Otan, et une prise en otage de celles-ci en faveur de ses ambitions intérieures.

En décembre dernier, la Turquie avait décidé de bloquer le Plan de réponse échelonné pour les États baltes et la Pologne, en refusant de lui donner son approbation, tant que les membres de l’Alliance ne lui accorderaient pas davantage de soutien politique dans sa lutte contre le YPG kurde dans le Nord syrien (lire ici, donner au YPG le statut de groupe terroriste). Cette

⁷⁷ Defense News, “Congress has secretly blocked US arms sales to Turkey for nearly two years”, 12 août 2020 <https://www.defensenews.com/breaking-news/2020/08/12/congress-has-secretly-blocked-us-arms-sales-to-turkey-for-nearly-two-years/>

⁷⁸ The National Interest, “S-400 and more: Why does Turkey want Russian military technology so badly” <https://nationalinterest.org/blog/buzz/s-400-and-more-why-does-turkey-want-russian-military-technology-so-badly-66732>

⁷⁹ Forbes, “Why Turkey wouldn’t sell its Russian S-400 missiles to the United States”, 02 juillet 2020 <https://www.forbes.com/sites/pauliddon/2020/07/02/why-turkey-wouldnt-sell-its-russian-s-400-missiles-to-the-united-states/#14629a59516a>

demande, bien évidemment irrecevable au vu de la coopération avec les forces kurdes qui avait marqué la mobilisation américaine contre Daesh, permet à la Turquie de ralentir tout programme de mobilisation de l'Alliance face à une potentielle offensive russe à l'Est. De manière similaire, suite à la contre-offensive syrienne (appuyée par des forces russes) en février dernier, qui est venu disputer à Ankara le contrôle de la ville d'Idlib, et a causé la mort de 33 soldats turcs, Erdogan a demandé des consultations pour une potentielle activation de l'article 4 d'assistance mutuelle du Traité de l'Atlantique-Nord⁸⁰.

Par ce jeu, Erdogan cherche avant tout à pousser le bloc otanien, et Washington en particulier, dans ses contradictions diplomatiques, afin de s'assurer d'un immobilisme qui n'attentera pas à ses intérêts. En mettant en jeu la crédibilité de l'Alliance, Ankara garantit qu'aucune sanction n'interviendra pour ralentir ses ambitions régionales. L'annonce de l'achat d'un second lot de S-400 en juillet dernier, en plus d'une humiliation supplémentaire infligée au Congrès américain, démontre une volonté d'Erdogan à pousser Washington à l'erreur, ou tout du moins, à s'asseoir à sa table.

UN RISQUE STRUCTUREL ET OPERATIONNEL POUR L'OTAN ET POUR WASHINGTON ?

Le double-jeu mené par Ankara vis-à-vis de l'Alliance peut devenir préjudiciable à court et moyen terme, du fait de sa position de charnière vers le Moyen-Orient.

Le rôle ambivalent que joue actuellement Erdogan sur les dossiers de la Syrie, de la Libye, mais également de Chypre, sont à la racine de fractures profondes parmi les membres de l'Otan : les négociations bilatérales avec Vladimir Poutine sont vues comme un renforcement de l'adversaire russe au détriment des intérêts de l'Alliance. Le choix de son partenariat avec Moscou contre les YPG dans le Nord syrien, dans le cadre des Accords d'Astana (qui ont délimité les zones de contrôle en Syrie avec l'Iran et la Russie), a permis une expansion sans précédent de la sphère d'influence russe, et l'emploi de mercenaires pour lutter sur le sol libyen contre les forces régulières pro-Haftar de la Russie lui donne une crédibilité qui était décroissante lorsque celle-ci recourait au groupe Wagner. Si la mise en avant des ambitions

⁸⁰ Le Monde, « Réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU après la mort de soldats turcs en Syrie », AFP, 28 février 2020 https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/28/syrie-au-moins-29-soldats-turcs-tues-dans-des-frappes-aeriennes_6031112_3210.html

hégémonistes d'Erdogan et ses achats de matériels russes poussent une partie des classes politique des pays Alliés à demander l'expulsion de la Turquie de l'Otan, elle a des arguments suffisants pour s'y maintenir et continuer ses manœuvres sans être inquiétée.

D'une part, Erdogan est pleinement conscient de la crainte américaine que la Turquie ne bascule complètement sous l'influence de Moscou si les sanctions à son encontre devaient devenir trop insupportables. S'il n'a nullement l'intention de devenir le vassal de Poutine – ni même un allié – Erdogan voit le maintien de sa relation avec la Russie comme un levier d'influence avantageux, et jouera du souhait américain de conserver la Turquie sous son aile – après tout, la Turquie est un des seuls (si ce n'est le seul) pays de la région à maintenir une alliance officielle avec Israël et à coopérer avec Tsahal. Il est envisageable qu'Ankara cherche à tirer de Washington des avantages commerciaux ou diplomatiques, en faisant valoir que la Russie cherche à accroître sa propre influence sur la région. A terme, la Turquie continuera de se présenter comme le seul rempart de l'Otan contre une hégémonie russe sur le Moyen-Orient.

D'autre part, la Turquie est intrinsèquement indispensable aux déploiements opérationnels de l'Alliance : au-delà de sa position géographique charnière et des installations stratégiques sur son territoire (en particulier la présence de LANDCOM à Izmir), Ankara dispose d'une des plus importantes armées de l'Otan : en termes d'effectifs, c'est la deuxième force de l'Alliance, avec plus de 355 000 soldats actifs et plus de 380 000 réservistes⁸¹.

Ce seul état de fait peut contribuer à un gel des instances de coopération et de discussions internes de l'Otan, la contribution turque étant un prérequis à une majorité des efforts Alliés dans ses opérations extérieures et ses manœuvres face à la Russie. De même, la conduite d'opérations conjointes risquerait d'être fortement impactée, du fait de ces effectifs – l'idée que la moitié des forces d'une mission Alliée ait des ordres contradictoires avec la mission de l'Otan est difficilement acceptable.

⁸¹ Turkey military strength (2020), Global Firepower, https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country_id=turkey

La question des bombes nucléaires B-61 américaines présentes sur le sol turc, paradoxalement, ne crée pas le dilemme qu'on pourrait croire. Premièrement, il est clair que la Turquie n'a pas d'intérêt à antagoniser les États-Unis plus que nécessaire – les liens commerciaux entre Ankara et Washington restent primordiaux pour l'économie du pays (les exportations vers les États-Unis, 5e partenaire commercial d'Ankara, représentent 8 milliards de dollars, soit 4,7% des exports turcs), et les contrats militaires avec les américains s'accompagnent de peu de contreparties. Les gains potentiels d'une « saisie » par les forces turques ne suffiraient pas à atténuer le prix à payer pour s'attirer la colère de Washington.

Deuxièmement, ces bombes ne peuvent être déployées que par des avions bénéficiant d'équipements d'emport spécifiques ; or les F-16 turcs n'ont pas cet équipement. La seule manière dont ces bombes pourraient être employées serait qu'elles soient chargées sur des appareils américains. Or la Turquie n'a jamais autorisé l'U.S. Air Force à baser des escadrons d'avions de chasse à Incirlik, à l'exception des opérations de bombardement contre Daesh en juillet 2015. Les bombes sont donc inutilisables pour les forces armées turques – d'autant qu'Ankara ne dispose pas de leurs codes d'activation et ne peut donc pas s'en servir – et leur « prise en otage éventuelle » n'est qu'un mirage appelant à leur retrait immédiat et préventif⁸².

Toutefois, il est certain que ces B-61 auraient dû être déplacées depuis longtemps. De fait, jusqu'en 1996, la Turquie hébergeait sur les bases aériennes d'Akinci et Balikesir, puis à Incirlik jusqu'en 2005, 40 B-61 supplémentaires, qui étaient, elles, modifiées pour être utilisées par des chasseurs F-16 turcs ; elles ont toutefois été rapatriées aux États-Unis sous l'administration Bush⁸³. Les 50 restantes sont restées par inertie bureaucratique et par mentalité de guerre froide (l'idée que les retirer d'Incirlik représenterait un abandon de la relation avec Ankara reste répandue). Inutilisables ou non, les B-61 restantes représentent quand même un enjeu critique, et leur sécurisation reste une priorité jugée suffisante pour que Washington déploie à Incirlik un escadron de forces de sécurité supplémentaire depuis la base italienne d'Aviano, ainsi que des membres armés de la Garde nationale de l'Ohio. Une « prise en otage »

⁸² BRYEN Stephen, « Turkey could seize US nukes stored at air base », Asia Times, 18 octobre 2019
<https://asiatimes.com/2019/10/how-risky-are-us-nuclear-bombs-in-turkey/>

⁸³ The Conversation, «Why the US has nuclear weapons in Turkey and may want to try to put the bombs away»,
<https://theconversation.com/why-the-us-has-nuclear-weapons-in-turkey-and-may-try-to-put-the-bombs-away-125477>

de ces bombes, aussi improbable soit-elle à l'heure actuelle, demeure un risque que l'Otan ne doit pas être prête à prendre.

En revanche, si leur retrait n'a que peu de valeur symbolique pour la relation Turquie-Otan (celle-ci se délite déjà et continuera à se déliter, que les B-61 restent à Incirlik ou non), il pourrait relancer les ambitions turques de conduire un programme de développement de leur propre bombe nucléaire.

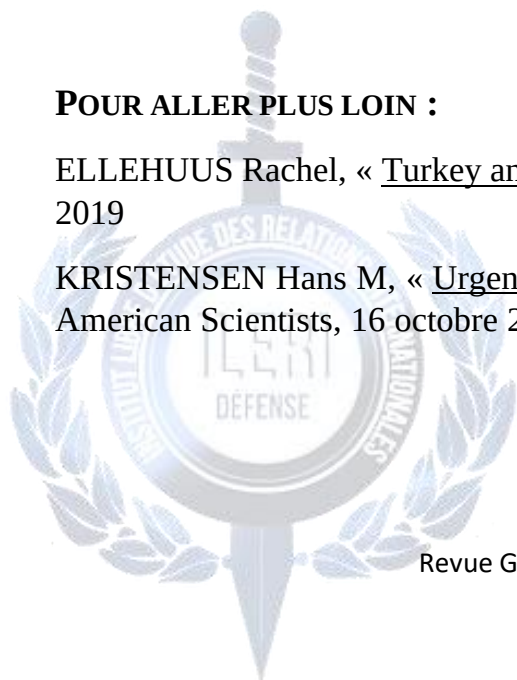
Quoi qu'il en soit, le partenariat turc avec l'Alliance, et sa détention d'ogives américaines, n'offre plus grand intérêt pour le reste des Alliés : l'autoritarisme conflictuel et l'hégémonisme régional d'Erdogan détériore le fonctionnement interne de l'Otan – et peut-être pire encore, nuit à la réputation de l'Alliance. Les capacités contemporaines de déploiement et d'opérations conjointes, et les équipements stratégiques et tactiques du XXI^e siècle, rendent chaque jour plus obsolète le besoin de tête de pont que la présence turque au sein de l'Otan représente.

La relation avec les américains s'effrite depuis l'intervention de 2003 contre l'Irak, qui a permis la formation d'un proto-État kurde à la frontière de la Turquie, et depuis l'alliance de Washington avec les YPG/FDS, qui a conduit Ankara à apporter un soutien non-avoué aux rebelles liés à Al-Qaïda et même à Daesh. La Turquie cherche aujourd'hui à se positionner comme le nouvel Empire ottoman – la porte de l'Est souveraine, libre de ne pas choisir entre l'Otan et la Russie mais négociant ouvertement avec les deux. Seulement, l'exclusivité qui sous-tend la géopolitique de ces derniers pourrait ne pas être compatible avec cette vision, et causer son effondrement.

POUR ALLER PLUS LOIN :

ELLEHUUS Rachel, « Turkey and NATO : a relationship worth saving », CSIS, 02 décembre 2019

KRISTENSEN Hans M, « Urgent: move US nuclear weapons out of Turkey », Federation of American Scientists, 16 octobre 2019





ERDOGAN FACE A L'EUROPE – DIVISER POUR RÉGNER

Par Charles MARTY

Sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan, la Turquie semble être devenue une antithèse de l'Union Européenne – tant sur le plan du positionnement politique, économique et sociétal que sur l'aspect des valeurs et de l'idéologie. Depuis le coup d'État de 2014, la Turquie s'est particulièrement raidie sur les questions culturelles. Les droits de la femme⁸⁴ semblent être en recul, la pluralité politique est malmenée par l'omniprésence du parti AKP, et les libertés de croyance sont également écornées par la volonté affichée du président Erdogan de refaire de la Turquie une société moraliste sunnite.

Les joutes diplomatiques par tweets interposés entre les présidents Macron et Erdogan sur la question de l'Otan donnent une image d'effondrement total du dialogue entre la Turquie et l'Ouest, mais dans les faits la relation turco-européenne est au point mort depuis l'échec du projet d'intégration de la Turquie à l'Union européenne au début des années 2010. Les affrontements avec la Grèce pour le contrôle des eaux territoriales du « plateau continental turc » ne sont que la manifestation la plus récente de la revanche nationaliste de la Turquie.

⁸⁴ RIVIECCIO Camille, « Turquie : « La restriction des droits des femmes est une obsession pour le président Erdogan », Le Monde, 08 août 2017, https://www.lemonde.fr/international/article/2017/08/08/turquie-la-restriction-des-droits-des-femmes-est-une-obsession-pour-le-president-erdogan_5170067_3210.html

L'HUMILIATION DU REJET DE LA TURQUIE PAR L'UE, A LA RACINE DE LA RUPTURE

S'il est facile de prétendre que les conséquences diplomatiques que l'on connaît aujourd'hui étaient impossibles à prévoir, l'échec du projet d'intégration de la Turquie à l'Union Européenne (UE) était, lui, inévitable.

D'une part, la frontière des intérêts politico-économiques avaient rendu les gouvernants de l'Europe méfiants quant aux motivations d'Ankara pour rejoindre l'UE. Bruxelles et les pays d'Europe de l'Ouest espéraient avant tout un État tampon avec le Moyen-Orient établissant une tête de pont commerciale et stratégique plus efficace que la Grèce – cette dernière ayant révélé un écart considérable entre ses promesses avant son intégration et sa réalité économique. Mais la Turquie aurait trouvé davantage d'intérêt à bénéficier du commerce intérieur européen, sans parler de l'influence qu'elle aurait pu exercer sur le Parlement européen pour régler ses propres tensions intérieures – les questions Kurdes et Arméniennes créent toujours à l'heure actuelle un profond schisme au sein de la société allemande, qui accueille une large part de la diaspora turque en Occident.

D'autre part, les divergences culturelles entre les pays d'Europe de l'Ouest et la société turque a définitivement enterré tout espoir de faire entrer la Turquie dans l'UE. Bien que laïque sur le papier, la Turquie s'est attachée à un enseignement académique et scolaire de l'islam sunnite depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement) en 2000, rendant la pilule de l'intégration difficile à avaler dans les mois et années qui ont accompagné les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak. De plus, la question de la séparation des pouvoirs, de plus en plus remise en cause, est encore un point de contention majeur entre les Européens et la Turquie. En parallèle, le refus continu de la part d'Ankara de reconnaître le génocide arménien, ainsi que les discours politiques de rétablissement de la peine de mort⁸⁵ depuis son abolition en 2004, séparent les valeurs des pays de l'UE de celles présentées par l'Etat turc.

Longtemps membre associé de l'Union de l'Europe Occidentale jusqu'à la reconnaissance officielle de sa candidature en 1999, les négociations d'adhésion à l'UE avaient commencé en

⁸⁵ Le Monde, « Erdogan prêt au rétablissement de la peine de mort en Turquie », 18 mars 2017, https://www.lemonde.fr/international/article/2017/03/18/erdogan-pret-au-retablissement-de-la-peine-de-mort-en-turquie_5096829_3210.html

2004. Le sujet de la partition de Chypre restait également un obstacle majeur, qui avait conduit à la fermeture de huit chapitres d'adhésion en 2006. Mais l'UE a prononcé le gel de la procédure d'adhésion en 2016, en réponse aux mesures de répressions suite à la tentative de coup d'Etat, et jugeant que les accords sur la crise migratoire n'étaient pas respectés.⁸⁶ L'interruption des négociations a toutefois été perçue comme une insulte, les turcs se considérant comme les héritiers du plus puissant empire de l'histoire de l'islam. On remarque ainsi que, depuis ce moment, au lieu d'accomplir des gestes conciliants destinés à changer l'opinion des Européens, la Turquie se renferme sur une attitude de plus en plus hostile, et sur un projet de revanche sur l'histoire.

La Turquie ne voit plus de perspective dans une relation avec les Européens ou les Américains, Erdogan poussant une rhétorique se résumant à « *Make Turkey great again* ». Le premier souci du gouvernement turc est d'affirmer sa puissance, mais surtout son identité ; la Turquie étant un pilier de la région moyen-orientale, son premier vecteur d'influence est son rejet de l'occidentalisme (lire laïcité et libertarisme) et son affirmation d'une société islamisante. Erdogan cherche à créer une attractivité du modèle turc par une opposition sonore au zeitgeist mondial. Dans le même temps, le président turc entretient un discours (cette fois à destination de son propre peuple) de recréation de la zone influence de l'ancien empire Ottoman, et de réappropriation des territoires perdus de l'oumma⁸⁷.

EXPLOITER ET DESINFORMER, LES CLES DU POUVOIR FACE A UNE UE DIVISEE

Le projet d'Erdogan va plus loin, et se sert de son statut privilégié auprès de l'Union Européenne sans que celle-ci puisse réagir. La Turquie est le 6e partenaire commercial de l'UE, la valeur de ces liens s'élevant à plus de 130 milliards d'euros. L'union douanière turco-européenne, en place depuis 1996⁸⁸, garantit un amortissement aux exportations d'Ankara à hauteur de 45%, tout en assurant la stabilité de sa croissance économique. Grâce à ce statut, la

⁸⁶ « European Parliament votes to suspend talks with Turkey on EU membership », New York Times, 24 novembre 2016 <https://www.nytimes.com/2016/11/24/world/europe/european-parliament-turkey-eu-membership.html>

⁸⁷ Depuis février 2018, Erdogan se prévaut de venger « l'humiliation » du traité de Sèvres du 10 août 1920 ayant fait passer les terres ottomanes de 3 millions de km² à 780 000 km², et de son ambition de reprendre ces terres

⁸⁸ Commission européenne, « Turquie: union douanière et régimes préférentiels », https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/calculation-customs-duties/rules-origin/customs-unions/turkey-customs-unions-preferential-arrangements_fr

Turquie a eu le loisir de déployer un vaste réseau de désinformation visant à affaiblir les instances politiques européennes en mettant en avant la structure politico-sociale turque. Ce réseau, qui dans ses années formatrices était principalement passif et tourné vers l'intérieur, s'est transformé au cours des trois dernières années en méthode active d'immixtion étrangère.

Le développement de ce réseau de contrôle et de développement de l'influence d'Ankara est parallèle à un effort des législateurs turcs vers une « moralisation » des réseaux sociaux – l'établissement d'un système de lois visant à progresser sur la cybersécurité et le contrôle de l'information, et à mieux contrôler la population turque. Celle-ci, parmi les plus connectées au monde (64% de la population utilise quotidiennement Internet, soit 54 millions d'individus) est divisée entre des classes moyennes urbanisées tournées vers les avantages économiques à maintenir ses bonnes relations avec l'Union Européenne, et l'électorat d'Erdogan préférant un retour à la puissance « souveraine » de la Turquie.

La France, en particulier, est une cible et un terrain de choix pour les politiques de désinformation menées par les autorités turques, qui ont développé un réseau d'angles d'attaque interconnectés visant à diviser l'opinion publique française et à paralyser ses politiques. Ces « points faibles » où les réseaux turcs s'infiltrèrent en Europe sont :

- La lutte contre l'islamophobie, le premier point d'ancrage de la stratégie diplomatique de l'AKP à l'étranger, qui rejoint l'image de défenseur de l'Islam dont Erdogan se pare ;
- La critique du racisme et du colonialisme en Occident, qui passe par la création d'un narratif anti-hégémoniste et moraliste en s'appuyant sur les mouvances anticolonialistes et anti-impérialiste ; cette stratégie en particulier a un double objectif – diviser et affaiblir les pays occidentaux, et mettre en avant le portrait d'une Turquie au passé prétendument vierge de tout crime d'esclavage ou de colonisation (le génocide arménien est aussi l'objet de négationnisme⁸⁹) ;
- La dénonciation des violences policières, en particulier en France (surtout au cours des manifestations des gilets jaunes, pendant laquelle Erdogan a critiqué « l'autoritarisme » de l'Élysée).⁹⁰

⁸⁹ Le génocide arménien est encore qualifié d'« injure à l'identité turque » passible de peine de prison sous l'article 301 du Code pénal turc.

⁹⁰ « Comment l'islamo-nationalisme d'Erdogan s'implante en France », Charlie Hebdo, 1^{er} juin 2019
<https://charliehebdo.fr/2019/06/politique/comment-lislamo-nationalisme-derdogan-simplante-en-france-2/>

Cette stratégie multivectorielle est portée par les médias traditionnels, par des *think tank* publics implantés en Europe et en France, par des officines animées par des personnalités franco-turques, et plusieurs autres sources. Ce réseau permet de créer une désinformation cyclique : une « information » produite depuis la France y est traitée, analysée, puis reformatée pour être publiée par les médias pro-gouvernementaux d'Ankara. L'avantage majeur de ce réseau est que son approche de diffusion d'infox se superpose à celle, très similaire, de la Russie, qui capte la quasi-totalité de l'attention des médias et du public, ce qui permet à des officines comme le Ditib (l'union turco-islamique des affaires religieuses), représentation en France de la Diyanet (direction des affaires religieuses) turque⁹¹, ou l'Agence Anadolu de passer relativement inaperçus.⁹²

Il en va de même en Allemagne, où la présence importante d'une partie de la diaspora kurde (environ 900 000 ressortissants) inspire une stratégie de division appuyée par un réseau local travaillant à affaiblir l'influence de Berlin. La diaspora turque également très forte conduit à une diplomatie très agressive : dans un discours de 2017, Erdogan fustigeait les « pratiques nazies » de l'Allemagne ; un an plus tard, lors d'une visite à Berlin, il appelait l'Allemagne à lutter plus activement contre le PKK et contre les partisans du prédicateur Fethullah Gülen.

A LONG-TERME, UNE VOLONTE DE FORCER L'UE A DEPENDRE DE LA TURQUIE ?

Au-delà du lien douanier, la Turquie s'est rendue indispensable à l'Europe sur le plan énergétique ; le pays se veut être la future plateforme de distribution gazière Est-Ouest, via deux projets de pipelines transitant par son territoire avant de rejoindre l'Europe : Tesla Pipeline et TurkStream. Grâce à cette situation de carrefour des intérêts, le président Erdogan exploite la désunion des européens, notamment entre l'Europe de l'Ouest, qui souhaiterait faire valoir les engagements internationaux et moraux de l'Union, et les pays d'Europe de l'Est, concentrés sur leur subsistance et leur développement économique.

C'est la raison pour laquelle la situation récente en Libye est un temps comme la clé de voûte de l'influence turque car le véritable enjeu pour Ankara est là encore énergétique. Le projet de

⁹¹ La Ditib de Strasbourg est présidée par un fonctionnaire de la Diyanet

⁹² MARCHAND Laure, « Comment le parti d'Erdogan s'infiltré en France », Le Nouvel Obs, 7 avril 2017
<https://www.nouvelobs.com/monde/20170407.OBS7705/comment-le-parti-d-erdogan-s-infiltre-en-france.html>

gazoduc EastMed représente une menace à long-terme aux intérêts turcs, les gisements Aphrodite devant être exploités étant potentiellement suffisants pour se passer du TurkStream et du Tesla Pipeline ; une menace suffisante pour que le parlement turc promette un soutien militaire à la Libye en échange de la cession de territoires maritimes de la zone économique exclusive libyenne, permettant à Ankara de « bloquer » la tentative de contourner l'apport gazier de la Turquie et d'assurer, grâce à TurkStream, la réduction de ses propres importations gazières (à la facture vertigineuse) depuis la Russie, l'Azerbaïdjan et le Golfe.

Par ces manœuvres, Ankara ne cherche pas à s'afficher comme l'ennemi de l'Europe, mais à lui imposer des conditions : pour Erdogan, il s'agit de forcer l'UE à traiter la Turquie comme un égal – une Puissance souveraine. L'EastMed est perçu comme une tentative des Européens de se passer de la Turquie, et de renoncer à leurs accords sur le TurkStream, ce qui est devenu inacceptable. Or, si les pays d'Europe en viennent à dépendre des exportations de gaz de la Turquie, leurs protestations face aux actions militaires de la Turquie ne pourraient plus être accompagnées du moindre poids politique, sous peine de se voir coupés d'une de leurs principales sources d'approvisionnement.

Ce processus s'applique aux questions économiques et commerciales, mais aussi aux questions politiques. Les pressions d'Ankara à l'encontre de Bruxelles et Berlin sur les questions migratoires, aussi moralement discutables soient-elles, font réponse au non-respect par l'Union européenne de leurs accords. Grâce à ses déploiements en Libye et en Syrie, la Turquie ne s'est pas juste assuré le contrôle de deux des trois grandes routes des migrants vers l'Europe ; elle a créé les conditions lui permettant de manipuler à souhait ces flux, en provoquant elle-même ces migrations. Par son chantage, la Turquie cherche à obtenir de l'UE la levée de l'obligation d'un visa pour ses ressortissants souhaitant voyager en Europe⁹³, ainsi que plusieurs milliards d'euros de soutien financier. Ce discours pousse à la scission des clans politiques en Grèce, en Bulgarie et dans les Balkans, et on ne mesure pas encore pleinement les conséquences à long-terme des bouleversements sociétaux qu'entraîneront cette crainte de la vague migratoire qu'entretient Erdogan. L'effet recherché, là encore, est de s'assurer que les protestations

⁹³ Parlement européen, « Libéralisation des visas pour la Turquie: il faut respecter les critères de l'UE, selon les députés », 2016, <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20160509IPR26368/liberalisation-des-visas-pour-la-turquie-il-faut-respecter-les-criteres-de-l-ue>

européennes ne puissent être que de forme, sous peine de voir Ankara « ouvrir les vannes » à des millions de réfugiés venant d’Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

L’aspect le plus inquiétant de la diffusion parcellaire et orientée des enjeux des affrontements politiques de la Turquie avec l’UE est le risque de voir émerger un antieuropéisme dans la société turque. Après la tentative de putsch de juillet 2016, l’Europe a été accusée d’être responsable de ce sentiment, du fait du gel des négociations d’adhésion de la Turquie à l’UE. De même, les incursions turques dans les eaux grecques de la mer Égée, en flagrante violation du droit de la mer, sont justifiées par la possession « historique » de ces mers par l’empire Ottoman et la Grèce est accusée de ne pas respecter le droit « naturel » de la Turquie à ces eaux. Si tous les turcs ne se reconnaissent pas dans ce récit national d’une Turquie injustement rabrouée, une large part de la classe populaire rejette les européens et voit en Erdogan un leader providentiel.

Il n’est plus possible aujourd’hui de croire à une réparation des relations turco-européennes sans envisager un renouvellement complet non seulement de la classe politique turque, mais aussi des discours nationalistes qui animent leurs cercles intellectuels et leurs états-majors. Ankara cherche désormais à instrumentaliser ses relations avec ses voisins à l’Ouest comme à l’Est, et rejette l’idée que la Turquie puisse être un pays « comme les autres ». Cette disruption croissante des relations de l’UE avec la Turquie s’étend au reste des voisins de l’Union, à mesure que l’hégémonisme turc se déploie vers la Libye, l’Afrique subsaharienne, le Maghreb et le Caucase. En suivant la même tactique de diviser pour mieux régner que Vladimir Poutine en Russie, Erdogan s’assure une forme d’acceptation tacite de ses politiques au Proche et Moyen-Orient. Mais finalement, cette prise en otage diplomatique ne fonctionne réellement que grâce aux profondes divisions qui règnent encore en Europe et au sein de l’Otan.

POUR ALLER PLUS LOIN

PEROUSE Jean-François, « L’art de l’Etat en Turquie », Editions Karthala, 2013

INSEL Ahmet, « La nouvelle Turquie d’Erdogan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire », Editions La Découverte, 2017



TURQUIE ET RUSSIE – DES PARTENAIRES DE CIRCONSTANCE

Par Maxime PHILAIRE

MAXIME PHILAIRE EST ETUDIANT EN PREMIERE ANNEE DE MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES ET ANCIEN VICE-PRESIDENT D'ILERI DEFENSE

Dans son processus de réaffirmation de puissance, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan entend entretenir des relations sérieuses avec une autre puissance poursuivant la même voie, la Russie de Vladimir Poutine. La Turquie et la Russie ont de nombreux points communs dans leur positionnement incontournable au Moyen-Orient, ayant notamment tous deux une forte implication dans le conflit syrien. C'est en particulier dans cette guerre que l'évolution de leurs relations a fluctué au gré des opérations et des luttes contre les multiples parties engagées. Pour la Turquie, Moscou peut être un nouveau partenaire potentiel, une alternative aux États-Unis et plus largement à l'Occident. Or, bien qu'Ankara souhaite voir la Russie comme un partenaire, Moscou est aussi un adversaire avec qui l'affrontement direct est souvent proche.

Le début de l'année 2020 résume bien cette relation complexe. Le 8 janvier, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan se rencontrent à Istanbul pour inaugurer le gazoduc *Turkish Stream*⁹⁴, signe d'un partenariat énergétique et économique qui se construit entre les deux capitales. Or deux mois plus tard, la relation a basculé : en Syrie, et particulièrement dans la région d'Idlib, la Turquie et ses milices du Nord-Syrie affrontent l'armée loyaliste de Bachar El-Assad, soutenue par l'aviation russe. Le président turc dénonce alors l'action russe⁹⁵ et somme

⁹⁴ Ce gazoduc, qui traverse la mer Noire depuis le Sud de la Russie vers la partie Ouest de la Turquie, constitue une alternative pour Moscou au transit de son gaz à destination de l'Europe via l'Ukraine.

⁹⁵ L'aviation russe qui participa à l'offensive d'Idlib risquait fortement de toucher les troupes turques dans le secteur.

Moscou de « s'ôter du chemin » de la Turquie en Syrie. Cette relation particulière n'est pas récente, elle émane d'un long processus historique. Si la guerre civile syrienne a amené ces deux puissances à se rapprocher diplomatiquement afin d'éviter toute escalade incontrôlée en Syrie, leurs rapports en Libye et dans le Caucase sont plus complexes.

LA TRAJECTOIRE PARALLELE ET HISTORIQUE DE DEUX EMPIRES SECLAIRES

Pendant des siècles, la Russie et la Turquie furent deux empires s'affrontant souvent pour le contrôle de la mer Noire et de la région des Balkans. En effet, l'Empire russe des Tsars s'est proclamé comme « troisième Rome »⁹⁶, protectrice des peuples slaves orthodoxes jusqu'au Balkans, ce qui peut expliquer le soutien indéfectible de l'Empire russe à la Serbie à la veille de la Première guerre mondiale, mais aussi aux Chrétiens d'Orient, alors sous contrôle ottoman. Cette auto-proclamation s'est faite en accord avec l'Empire ottoman lors du traité de Kutchuk-Kaïnardji de 1774⁹⁷.

La fin de la Première guerre mondiale fut ponctuée par la chute des deux empires : depuis la révolution de 1917, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) est en pleine refondation, tandis que le président turc, Mustafa Kemal, engage son pays dans des réformes à marche forcée. La bonne relation entre URSS et Turquie s'envisage rapidement dès lors que les communistes turcs (du moins le parti communiste « officiel » de Turquie, ou TKF) soutiennent le pouvoir kémaliste. A Moscou, la Turquie apparaît comme un allié de taille face à l'Occident, à même de prévenir toute intrusion des Européens de l'Ouest dans la Mer Noire.

Les Soviétiques craignent alors fortement que les Occidentaux ne viennent perturber leur autorité en URSS. En effet, lors de la guerre civile de 1917 à 1923 qui oppose l'Armée Rouge des bolchéviques à l'Armée Blanche, composée notamment de défenseurs du retour du Tsar Nicolas II alors détenu par les bolchéviques, les Occidentaux soutiennent massivement l'Armée Blanche de peur de l'expansion du communisme en Occident.

Lorsqu'en 1945, l'Allemagne d'Hitler est battue, le monde se retrouve rapidement divisé en deux blocs, l'un pro-américain, l'autre pro-soviétique. Pour Moscou, la Turquie était

⁹⁶ En remplacement de Rome et Constantinople, symbole impérial de la protection des Chrétiens.

⁹⁷ Traité de paix entre les Empires russe et ottoman après la guerre de 1768 à 1774.

jusqu'alors un interlocuteur stratégique, qu'il fallait tenter d'attirer dans son camp. Cependant, les Américains réussirent à faire de la Turquie un pays membre de l'Otan en 1952, leur permettant d'établir des bases de lancement de missiles en direction de l'Union soviétique. Pendant toute la Guerre froide, la Turquie est alors vue par l'URSS comme une menace potentielle directe. Le retrait des missiles américains en Turquie a d'ailleurs été une des contreparties de l'accord conclu entre Nikita Khrouchtchev et John F. Kennedy afin de mettre un terme à la crise de Cuba, en 1962.

Toutefois, la chute de l'Union soviétique, en 1991, ne change pas fondamentalement la donne. Malgré de nombreux liens économiques et quelques projets de coopération sécuritaire multilatérale autour de la mer Noire, il faudra réellement attendre le conflit syrien, vingt ans plus tard, pour constater un chamboulement des relations entre Moscou et Ankara.

LA CRISE SYRIENNE, OU LES EMPIRES SONT REFORGES

En 2011, le printemps Arabe atteint la Syrie de Bachar El-Assad et les Syriens protestent contre l'autoritarisme de leur président ; comme en Libye, confrontées aux répressions du régime, les manifestations se transforment en insurrections et la Syrie devient l'un des théâtres de guerre les plus violents du monde. Ce conflit à la frontière de la Turquie inquiète fortement Ankara qui, dès le début, s'aligne sur la position occidentale en demandant le départ sans condition du président El-Assad. Or, les années 2014 et 2015 sont un tournant dans le conflit. En 2014⁹⁸, l'organisation État islamique (OEI), déjà très présent en Irak, conquiert les vallées de l'Euphrate et prend Raqqa, qui devient sa capitale en Syrie. Le pays est alors complètement divisé entre les loyalistes de Bachar El-Assad, les différents groupes rebelles, l'OEI, et la région autonome du Rojava contrôlée par les Kurdes. Le 30 septembre 2015, sous demande du Président El-Assad, Moscou décide d'intervenir militairement pour lui venir en aide. Avec cette intervention, les relations entre la Turquie et la Russie vont prendre un tout autre sens.

⁹⁸ L'express, « Raqqa, ancien fief de Daech en Syrie, repris aux djihadistes », https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/raffa-fief-de-daeche-en-syrie-vise-par-une-nouvelle-offensive_1848011.html

Les tensions entre les deux pays sont alors très vives et leurs relations ne cessent de s'aggraver jusqu'en novembre 2015, lorsque l'armée turque abat un Su-24 russe dans le ciel syrien⁹⁹. Cet acte fait craindre une escalade militaire incontrôlable ; Moscou applique même des sanctions économiques vis-à-vis d'Ankara. Cet événement démontre les réelles divergences entre les deux puissances sur le conflit syrien. Une nouvelle étape est franchie en août 2016 lorsqu'Ankara lance l'opération « Bouclier de l'Euphrate » destinée à contrer l'expansion kurde dans le Nord de la Syrie. Cette offensive militaire ouvrant la voie à un engagement direct entre les forces loyalistes de Bachar El-Assad appuyées par les forces russes et l'armée turque, les tensions atteignent des sommets.

Toutefois, afin d'éviter que la situation ne dégénère définitivement, les présidents Erdogan et Poutine décident de travailler étroitement ensemble, et incluent le président iranien Hassan Rohani dans leurs discussions. Avec l'accord d'Astana, signé le 7 mai 2017, ils s'entendent pour limiter leur affrontement direct et créent quatre zones de cessez-le-feu dans le pays. Ankara revoit sa position vis-à-vis de El-Assad, son départ n'est plus un préalable à d'éventuelles négociations.

Néanmoins, les divergences sur la crise syrienne restent nombreuses, notamment sur la situation des Kurdes. Moscou n'entretient aucune animosité envers le Rojava et souhaite au contraire négocier avec eux pour trouver une issue politique au conflit ; à l'opposé, Erdogan les considère comme une menace directe pour l'unité turque, notamment de par leur lien avec le parti des travailleurs kurdes (PKK)¹⁰⁰. Ces divergences sont alimentées par les tensions persistantes entre Moscou et Ankara, liées au cas de la région d'Idlib dans le Nord-Ouest syrien. En septembre 2018, l'accord de Sotchi conclu entre la Russie et la Turquie stipulait que la région d'Idlib devait devenir une zone de « désescalade », et qu'Ankara devait assurer le désarmement des milices djihadistes et assurer le respect d'un cessez-le-feu. Or, Ankara semble ne pas avoir tenu ses engagements : Idlib est devenue la région où tous les combattants des zones reprises par les forces loyalistes de Bachar El-Assad peuvent aller se réfugier.

⁹⁹ L'Express, « La Turquie abat un avion de chasse Su-24 russe », 24 novembre 2015, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-turquie-abat-un-avion-de-chasse-su-24-russe_1739842.html

¹⁰⁰ VAZQUEZ Coline, « Kurdistan syrien : pourquoi ce territoire cristallise tant de tensions », L'Express, 18 octobre 2019, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/le-kurdistan-syrien-pourquoi-ce-territoire-cristallise-tant-de-tensions_2104119.html

Conséquences : en janvier 2020, la Russie et El-Assad décident de reconquérir cette région, plaçant la Turquie face à un dilemme. Ankara se retrouve dans un face-à-face non désiré avec les forces du régime syrien et de leur allié russe. Cette situation représente une menace pour sa sécurité nationale puisque Erdogan comptait conserver cette région pour y placer tous les réfugiés syriens que la Turquie accueille depuis le début du conflit. Dès lors, le retour à une posture plus agressive de la part de la Turquie, menaçant directement Moscou pour ses actions de soutien au président El-Assad à Idlib, ne peut constituer une surprise.

La pandémie de Covid-19 a certes ralenti la crise en Syrie, mais il est certain que cette situation ne saurait perdurer. D'autant que, dans l'intervalle, le front libyen a continué de s'enliser, mais un autre s'est aussi ouvert, dans les montagnes du Caucase¹⁰¹.

LE CAUCASE, OU LES EMPIRES SE BRISENT

Le Caucase a toujours été un terrain d'affrontement direct (comme pendant la Première guerre mondiale¹⁰²) ou indirect (pour des questions d'influence sur l'Arménie ou l'Azerbaïdjan¹⁰³) entre les empires turc et russe, ce dernier y ayant progressivement pris un ascendant certain au cours du XXe siècle. Or, les années 1990, avec le retrait diplomatique russe de la région, ont permis à la Turquie d'y prendre plus ample position. Ainsi, durant la première guerre en Tchétchénie, de nombreuses diasporas se sont retrouvées en Turquie d'où elles soutenaient le soulèvement contre Moscou.

Le Caucase fait partie des régions que la Russie considère comme sa chasse gardée, où les puissances étrangères ne doivent pas interférer. La Turquie, quant à elle, y voit des liens historiques mais aussi de nombreux intérêts économiques. Les « conflits gelés » de la région, et le contrôle des gazoducs et oléoducs passant par l'Azerbaïdjan, sont deux des outils de maîtrise de l'espace Caucasien à la disposition des Russes dans cette région. La Turquie tente d'y étendre son influence mais davantage par des biais culturels, économiques et diplomatiques. Bien que l'image de la Turquie soit bien moins négative dans le Caucase que

¹⁰¹ 20 Minutes, « Caucase : Azerbaïdjan et Arménie très proches de la guerre à cause du Nagorny-Karabakh », 27 septembre 2020, <https://www.20minutes.fr/monde/russie/2871475-20200927-caucase-azerbaïdjan-armenie-tres-proches-guerre-cause-nagorny-karabakh>

¹⁰² Campagne du Caucase de l'Empire ottoman (1914-1918) pour reprendre l'Anatolie orientale à l'Empire russe

¹⁰³ Cession d'une large portion du territoire arménien à la Turquie avant l'absorption de l'Arménie dans l'URSS

celle de la Russie, Ankara y reste mal perçue (Erevan voyant la reconnaissance du génocide arménien de 1915 par les Turcs comme la précondition à toute relation bilatérale).

Toutefois, comme l'a démontré le soudain déclenchement d'hostilités entre Bakou et Erevan fin septembre, au-delà des projections d'influence russe et turque, l'instabilité interne du Caucase est également un facteur d'affrontement politique entre Ankara et Moscou : Le Haut-Karabakh, enclave azérie sécessionniste, à la population majoritairement arménienne et soutenue par Erevan, demande son indépendance ou son rattachement à l'Arménie. La Turquie, de par son intérêt politique (les deux gouvernements islamiques ont une animosité commune envers l'Arménie chrétienne) et économique (les apports énergétiques de Bakou via le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan lui permettent de s'imposer comme distributeur de gaz alternatif à la Russie pour l'Europe¹⁰⁴) envers l'Azerbaïdjan, ne pouvait que soutenir Bakou dans sa démarche d'invocation des principes de l'intégrité territoriale d'un État et de l'inviolabilité des frontières internationales pour se réapproprier le Haut-Karabagh, occupé par l'Arménie depuis 1993. Si sa position depuis la reprise des hostilités est d'exiger un cessez-le-feu et des négociations des deux parties, le Kremlin était peu enclin à prendre définitivement parti, car le *statu quo* assurait que la dépendance en équipement militaire de Bakou et Erevan vis-à-vis de Moscou restait totale.

Pour la Russie, ce conflit est à présent source de risques politiques majeurs : l'Arménie, membre avec la Russie de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), pourrait contraindre Moscou à s'engager à ses côtés contre l'Azerbaïdjan en invoquant la clause d'assistance mutuelle de l'OTSC¹⁰⁵. Afin de ne pas être forcée trop tôt de s'engager, la Russie a choisi de jouer sur les mots et d'affirmer que l'assistance mutuelle n'était envisageable que si les affrontements s'étendaient au territoire arménien, et n'étaient pas contenus au seul Haut-Karabagh. En jouant de cette contradiction, Ankara s'assure que la position russe dans le Caucase s'affaiblisse quelle que soit la décision du Kremlin. La véritable inconnue de ce conflit

¹⁰⁴ AREFI Armin, « Turquie-Azerbaïdjan : cet oléoduc qui change la donne », Le Point, 13 octobre 2020 https://www.lepoint.fr/monde/turquie-azerbaïdjan-cet-oleoduc-qui-change-la-donne-12-10-2020-2396010_24.php

¹⁰⁵ LEYLEKIAN Laurent, « Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est "une question de vie ou de mort" pour les habitants du Haut-Karabagh », France TV info, 1^{er} octobre 2020, https://www.francetvinfo.fr/monde/armenie/le-conflit-entre-l-armenie-et-l-azerbaïdjan-est-une-question-de-vie-ou-de-mort-pour-les-habitants-du-haut-karabakh_4123755.html

est l'Iran, qui pourrait entériner le borbier dans lequel Ankara a mis Moscou, ou au contraire apporter le contrepoids dont cette dernière a besoin.

PERSPECTIVE D'ELOIGNEMENT RUSSO-TURQUE ?

Ces périodes de fortes tensions et d'entente cordiale entre la Russie et la Turquie ne peuvent expliquer qu'une chose : bien que des accords puissent être conclus entre Moscou et Ankara, une alliance stratégique n'est pas possible ; néanmoins, les liens entre ces deux États empêchent tout de même une rupture complète dans leurs relations. La Russie de Vladimir Poutine a déjà plusieurs longueurs d'avance dans ses relations au Moyen-Orient. La crise syrienne a permis à Moscou de s'entendre avec tous les États de la région, chose que la Turquie peine encore à réaliser.

Les ambitions de chacun des deux pays se croisent et entrent constamment en conflit : c'est le cas en Syrie, mais aussi en Libye et aujourd'hui dans le Haut-Karabakh. Pour la Turquie, ses relations particulières avec Moscou restent tout de même un moyen de pression sur ses « alliés » occidentaux. Mais il semble difficile d'imaginer la Turquie et la Russie devenir de véritables alliés faisant front commun face à l'Occident. Les réactions à vif et les ambitions néo-ottomanes de Erdogan se heurtent toujours au fait établi de la chasse gardée caucasienne et au poids très supérieur des forces russes en Syrie. Cette différence d'approche – et d'évolution – dans leurs hégémonismes respectifs rend toute alliance militaire structurelle impossible.

POUR ALLER PLUS LOIN :

BILLION Didier, « Russie-Turquie. Alliance impossible, rupture improbable », Orient XXI, mars 2020

DELANOË Igor, « Russie : les enjeux du retour au Moyen-Orient », Les Carnets de l'Observatoire, novembre 2016

HILL Fiona, TASPINAR Omer & KASTOUÉVA-JEAN Tatiana, « La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le statu quo ? », IFRI, mai 2007

LA TURQUIE FACE A L'IRAN : L'ÉVEIL DES DEUX LIONS

Par Erwan GESREL

ERWAN GESREL EST ETUDIANT EN TROISIEME ANNEE DE BACHELOR EN RELATIONS INTERNATIONALES ET MEMBRE DU BUREAU D'ILERI DEFENSE

L'historien Mohammed-Reza Djalili qualifiait la Turquie et l'Iran de « lions qui se toisent sans se battre »¹⁰⁶. Issues d'empires concurrents à travers les siècles, les deux républiques sont de poids comparables, de par leur population similaire en nombre, en éducation et en leur attirance pour le monde occidental. L'histoire de ces deux pays amène forcément à les comparer.

DES SAFAVIDES A AUJOURD'HUI, UNE PROXIMITE HISTORIQUE ENTRE DEUX EMPIRES

C'est dans le prolongement de la Première Guerre mondiale que l'évolution de la Turquie et de l'Iran prend une tournure similaire. Dans ces deux pays, l'État est repensé par des militaires de carrière formés en Occident : Mustapha Kemal (Atatürk), en Turquie, et Reza Shah Pahlavi, en Iran. A partir de programmes des réformes autoritaires, ils décident de transformer en profondeur leur société civile, afin de l'occidentaliser : modernisation, industrialisation, laïcisation, droit des femmes, opposition féroce au clergé. Ces deux dirigeants fondent leur légitimité en premier lieu sur la reconquête territoriale : Atatürk restaure l'ordre en Anatolie et met les Kurdes au pas ; Reza Shah réprime les révoltes dissidentes en Iran et promeut un centralisme fort.

¹⁰⁶ SENI Nora, « Turquie-Iran : une entente cordiale ? », Hérodote, n° 169, 2018(2), pp 55-65

C'est donc en toute logique que les deux pays adoptent des positionnements comparables aux échelons régional et international, notamment en se rapprochant de l'Occident. Leurs relations sont cordiales depuis le traité de Zuhab en 1639¹⁰⁷. Toutefois, il faudra attendre 1937 et le traité de Sa'dabad pour qu'une coopération transfrontalière s'organise face à la contestation kurde. Après la Seconde Guerre mondiale les deux voisins s'associent au sein du pacte de Bagdad. Ils deviennent les avant-postes de l'Occident sur le flanc sud-ouest de l'URSS.

La révolution khomeyniste, en 1979, marque une rupture fondamentale. L'Iran quitte le pacte de Bagdad et tente d'exporter son nouveau modèle dans les autres pays de la région, provoquant l'inquiétude de ses voisins, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite et la Turquie. C'est un retournement majeur, car si la Turquie avait tout d'abord suivi la voie de Reza Shah dans sa modernisation de l'État, elle représente désormais tout ce que l'Iran combat : la laïcité et la soumission au « grand » et au « petit Satan ». Dans le même temps, la Turquie réaffirme sa posture pro-occidentale. D'une part, elle consolide ses liens stratégiques avec les Etats-Unis, dans le prolongement du coup d'Etat de 1980. D'autre part, elle initie une fructueuse coopération militaire avec Israël à partir de 1994 (manœuvres conjointes, contrat de transfert de technologie, échange d'information et d'expertise) face à la défaillance récurrente des États arabes¹⁰⁸. Enfin elle réintroduit l'Islam dans sa vie politique. Cette décision est une conséquence directe de la révolution iranienne. Elle aggrave les tensions idéologiques entre les deux voisins au cours des années 1990.

Cependant pragmatisme oblige, Ankara et Téhéran sont contraints de garder de correctes relations de bon voisinage : l'Iran a besoin de conserver un accès au marché turc, tandis que la Turquie doit préserver ses liens avec l'Iran afin d'assurer son approvisionnement énergétique. Ces éléments expliquent que les deux pays gardent des secteurs de coopération et limitent de fait leur antagonisme. L'élément énergétique loin d'être une source de conflit est avant tout un élément pacificateur des relations irano-turques. Entre 2000 et 2010, la Turquie reste le principal débouché pour le gaz iranien, Ankara allant jusqu'à importer plus de gaz que nécessaire à sa consommation afin de développer une « confiance contrainte », fruit d'échanges et de relations de bon voisinage sur le long terme.

¹⁰⁷ Traité signé entre l'Empire ottoman et la Perse Safavide délimitant la frontière moderne entre la Turquie et l'Iran

¹⁰⁸ RAZOUX Pierre, « Quel avenir pour le couple Turquie-Israël ? », *Politique Étrangère* 2010/1 (Printemps), pp. 25-39 <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-1-page-25.htm>

Toutefois, à partir de 2003, les relations entre la Turquie et l'Iran prennent une nouvelle tournure. Tout d'abord l'AKP du président Erdogan, se présentant comme porteur d'une vision modérée de l'islam politique, prend le pouvoir. Dans le même temps, en Iran, le président Khatami a accédé au pouvoir en Iran, avec comme principal axe de politique étrangère l'apaisement et l'ouverture à l'extérieur. Les tensions s'atténuent, les visites et coopération bilatérales s'enchaînent. Les points de convergence réels se multiplient également, en particulier sur les questions irakiennes et de la prolifération nucléaire.

D'une part, l'Iran se sent directement menacée et visée par l'invasion américaine de l'Irak de 2003. Afin d'exprimer son désaccord avec Washington et son soutien à Téhéran, Ankara refuse que les Américains utilisent son territoire dans le cadre des opérations conduites en Irak. Par ailleurs, les deux voisins s'inquiètent de l'émergence d'un Kurdistan autonome consécutif à la dislocation de l'État Irakien. Cela favorise le rapprochement idéologique d'Ankara et de Téhéran.

D'autre part, la Turquie, avec le Brésil, est l'un des rares soutiens de l'Iran sur la question de son programme nucléaire. Sur ce dossier, Ankara souhaite apparaître comme un médiateur incontournable. Conséquences : elle s'abstient de voter les sanctions contre l'Iran à l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), en 2009, puis à l'ONU, en 2010. Erdogan effectue différentes visites de 2007 à 2012 en Iran pour soutenir un programme civil pacifique ; avec le Brésil, ils parviennent, en 2010, à un accord avec l'Iran¹⁰⁹, susceptible de satisfaire les puissances nucléaires et l'Allemagne. Cette médiation rejetée par l'Occident aggrave l'incompréhension grandissante entre la Turquie et le monde occidental. Dans la même lignée, l'attente démesurément longue infligée à la Turquie pour rejoindre l'Union européenne malgré le respect des conditions posées par cette dernière renforce la frustration d'Ankara.

Dans le même temps, la Turquie soutient le Hamas dans sa guerre contre Israël et va jusqu'à suspendre ses relations diplomatiques avec l'État hébreu. L'objectif d'Ankara devient de plus en plus clair : devenir un, sinon le, leader du monde musulman. Dès lors, soutenir l'Iran entre en cohérence avec cette nouvelle posture diplomatique construite autour d'une émancipation de l'Occident et de ses alliés.

¹⁰⁹ Le Monde, « Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire », 17 mai 2010, https://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2010/05/17/accord-sur-le-combustible-nucleaire-iranien_1352601_3216.html

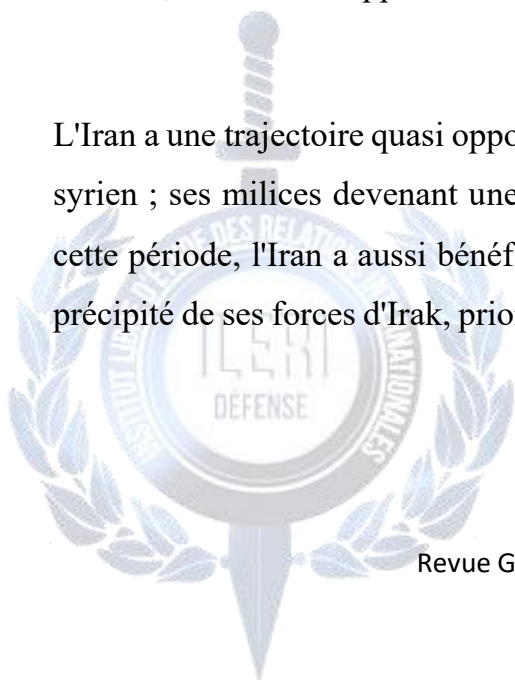
LA GUERRE CIVILE SYRIENNE COMME POINT DE DESACCORD

Face aux printemps arabes, la réaction d'Ankara et de Téhéran fut similaire : perçus comme la colère d'une population vis-à-vis des régimes laïcs et autoritaires, ils pensèrent immédiatement à une victoire de l'islam politique. Toutefois, l'Iran a assez vite changé d'avis quand les soulèvements en Syrie annoncèrent un recul stratégique de ses intérêts à l'échelle de la région. Ainsi, dès les premiers mois de 2011 l'Iran dépêcha un nombre important d'hommes afin de soutenir le gouvernement syrien.

De son côté, la Turquie adopte une position diamétralement opposée. Ses relations avec la famille el Assad sont mauvaises et décision est prise de soutenir les différentes factions opposées au gouvernement syrien. Dans le même temps, Ankara voit les astres s'aligner avec la prise de contrôle des révolutions égyptienne et tunisienne par des islamistes plus ou moins rattachés aux Frères musulmans. Néanmoins l'euphorie fut de courte durée et le renversement de Morsi en 2013, est vécu comme une trahison de la part de l'Occident et des Saoudiens. Parallèlement, le conflit syrien tourne à son désavantage ; la Turquie constate à l'occasion de la bataille de Kobané (en 2014) que les Occidentaux prennent parti pour les Kurdes syriens du PYD, branche du PKK.

Dès lors, la Turquie, tout au long du conflit syrien, est sur la défensive, face à un afflux en masse de réfugiés, de la menace de l'organisation État islamique (OEI), à l'installation à ses frontières d'une entité kurde armée et disposant d'une autonomie grandissante. C'est dans ce contexte qu'une distorsion significative des liens avec l'Occident apparaît ; l'autoritarisme grandissant du président Erdogan, qui transparait dans sa gestion de la tentative de coup d'État de 2016, favorise le rapprochement de la Turquie avec la Russie de Vladimir Poutine.

L'Iran a une trajectoire quasi opposée. Elle accorde un soutien inconditionnel au gouvernement syrien ; ses milices devenant une sorte de garde prétorienne du régime des el Assad. Durant cette période, l'Iran a aussi bénéficié des choix opérés par Washington dans la région : retrait précipité de ses forces d'Irak, priorité donnée à l'OEI plutôt qu'à el Assad, signature de l'accord



sur le nucléaire... Et c'est au moment même où l'accord de Vienne¹¹⁰ est signé, en 2015, que le général Qassem Soleimani est envoyé en Russie afin de négocier une intervention militaire en Syrie, permettant aux forces gouvernementales syriennes et à leurs alliés de reprendre la main dans le conflit.

La victoire d'El-Assad revient donc en grande partie à la Russie, pas seulement sur le plan militaire mais aussi sur celui de la diplomatie, via notamment le processus d'Astana. Ce dernier permet, à la fois, de réconcilier Iran et Turquie, de faciliter la reconquête du territoire syrien pour le gouvernement loyaliste et l'Iran et de donner un cadre à la présence turque dans le Nord du pays. Sans le processus d'Astana, l'opération turque « Rameau d'Olivier » à Afrin n'aurait probablement pas été possible, ni le maintien d'une zone démilitarisée à Idlib qui permet d'éviter un nouvel afflux de réfugiés vers la Turquie¹¹¹. Toutefois, le processus d'Astana n'aurait pas pu être possible sans, d'une part, l'habileté de la diplomatie russe.

Selon Michel Duclos on peut expliquer les relations actuelles entre la Turquie et l'Iran à travers deux niveaux :

1. Le premier est celui de la proximité dans lequel les deux pays se situent, puisqu'ils sont dans des camps opposés en Syrie : si el Assad constitue une prioritaire moindre que les Kurdes pour Erdogan, il reste néanmoins un ennemi de par sa volonté de reprendre le contrôle de l'intégralité de son territoire. Quant à l'Iran, le maintien de la Syrie sous le joug des el Assad est un prérequis indispensable dans son dispositif sécuritaire régional.
2. Le second, dans un cadre plus large, met en exergue les intérêts convergents de l'Iran et la Turquie face à une coalition informelle regroupant l'Arabie Saoudite, Israël, l'Égypte et les États-Unis qui vise à contenir à la fois les frères musulmans et l'Iran ; la question kurde, dans ce contexte, facilite la coopération, si ce n'est une convergence spontanée, appelant une solidarité de facto entre Ankara et Téhéran.

¹¹⁰ RIOIS Yves-Michel, « Les points-clés de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien », Le Monde, 14 juillet 2015, https://www.lemonde.fr/international/article/2015/07/14/enrichissement-inspections-sanctions-les-points-cles-de-l-accord-de-vienne_4682500_3210.html

¹¹¹ LAVILE Elise, « L'opération « rameau d'olivier » en Syrie, reflet des ambitions de la Turquie d'Erdogan », Geostrategia.fr avec le centre de documentation de l'Ecole Militaire, 22 juin 2018, <https://www.geostrategia.fr/loperation-rameau-dolivier-en-syrie-reflet-des-ambitions-de-la-turquie-derdogan/>

QUEL FUTUR POUR LES RELATIONS TURQUIE-IRAN ?

L'Iran et la Turquie partagent une vision commune pour l'avenir où, dans la perspective d'un pivot américain vers le Pacifique et la Chine leur donnerait une fenêtre d'opportunité pour dominer le Moyen-Orient. Suivant ces vœux pieux, Israël (notamment du fait de ses problèmes de politique intérieure) et l'Arabie saoudite perdraient du terrain face à la Turquie et à l'Iran qui, par leurs ressources naturelles, leur force de frappe démographique et militaire et leur tradition étatique puissante, pourraient se trouver en position de nouvelles puissances régionales.

Dans cette vision ce serait donc l'équilibre entre ces deux puissances qui déterminerait la stabilité de la région. De manière générale l'éloignement entre la Turquie et l'Occident est perçu comme un gain diplomatique net pour l'Iran. Ankara rejoint depuis récemment cette appréciation, car si l'Iran et la Russie ont été les premiers à afficher leur soutien envers Erdogan à la suite de la tentative de coup d'État de 2016 en Turquie, le président turc fut outré par l'hésitation de ses partenaires occidentaux à le soutenir. De la même manière, le retrait américain de l'accord de Vienne en 2018 a encore accentué le ressentiment d'Erdogan envers l'occident.

Les deux pays voisins pèsent du même poids sur les équilibres régionaux, aucun contentieux historique ou aucune prétention territoriale ne biaise la perception de l'un envers l'autre ; leur aversion commune envers l'Arabie Saoudite – ainsi que l'animosité récente d'Erdogan envers Israël –, les intérêts énergétiques et économiques, l'histoire qu'ils partagent suffisent pour l'instant à résister aux tensions que les deux rivaux traversent.

Néanmoins pour voir ce projet s'accomplir de nombreux obstacles sont encore à surmonter pour les deux lions, et cela dépend davantage de la politique américaine que de celle de la Russie, pourtant consacrée en nouvelle faiseuse de rois dans la région. Vis-à-vis de l'Iran tout d'abord : qui l'emportera de la politique américaine actuelle de pression maximale visant à force un changement de régime ou d'un dialogue ayant pour but de revenir à la table des négociations ? Les tentatives actuelles d'étouffement économique de Téhéran ont tendance à provoquer des poussées de patriotisme et de soutien au gouvernement iranien, soit l'inverse de l'effet recherché.

Et d'autre part vis-à-vis de la Turquie, comment évoluera la relation entre les deux membres de l'Otan ? Malgré la colère du Congrès suite à l'humiliation d'un second achat à la Russie de systèmes de défense sol-air S-400, Washington ne semble pas prête à laisser la Turquie basculer vers une alliance avec la Russie ou l'Iran, et refuse de faire face aux transgressions turques envers d'autres membres de l'Otan.

Enfin dans quel état seront ces deux pays dans les années qui viennent et qui en sera à la tête ? En Iran comme en Turquie, la société civile cherche à se libérer d'un étatisme autoritaire et préférerait que soit favorisé le développement économique, quitte à revoir les ambitions régionales à la baisse. Difficile de se prévaloir d'une réponse à de tels questionnements

POUR ALLER PLUS LOIN :

DJALILI Mohammad-Reza & KELLNER Thierry, « Iran's Syria policy in the wake of the "Arab Springs" » (PDF), Turkish Review, vol. 4, n° 4, Istanbul, 2014

DUCLOS Michel, « La longue nuit syrienne », Editions l'Observatoire, 2019

FLICHY DE LA NEUVILLE Thomas et DE PREMONVILLE Antoine-Louis, « Géopolitique de l'Iran », PUF, 2017

SENI Nora, « Turquie-Iran : une entente cordiale ? », Hérodote, n° 169 ? 2018(2)

THERME Clément, « L'Iran et ses rivaux. Entre nation et révolution », Passés Composés, 2020



L'AXE TURCO-AFRICAINE FACE A L'AXE ÉMIRO-SAUDIEN

Par Loïk MANACH



Historiquement, les Turcs ont eu une grande influence sur l'Afrique. Durant la colonisation, l'Empire Ottoman dominait presque l'intégralité du Maghreb (à l'exception du Maroc). Son influence a diminué à la suite de l'entrée dans l'ère industrielle avec la prise d'Alger par les Français en 1830, la perte de l'Égypte aux Anglais, puis de la Tunisie aux Français. Néanmoins, en 1914, après la prise de contrôle de la Lybie par les Italiens, les Ottomans maintenaient des liens avec la secte senoussie, à la fois mouvement religieux et seigneur de guerre du Cyrénaïque libyen. Lorsque l'Empire Ottoman rejoignit la Première guerre mondiale, l'appel au djihad du calife ottoman reçut une réponse positive de la part des senoussis libyens¹¹². En 1947, les senoussis reçurent le pouvoir en Libye de la part des Anglais, et ne furent renversés que par Kadhafi. Ces mêmes senoussis contrôlent aujourd'hui une grande partie des factions sunnites radicales dans la Libye actuelle.

L'axe d'influence de la Turquie est de fait basé sur les anciennes amitiés ottomanes, bien que certaines puissances s'opposent à ce nouveau pacte au Moyen-Orient. Le principal rival de cet axe, en Afrique, mais aussi au Syrie, est le Conseil de coopération du Golfe, alliance politico-

¹¹² SAUX Volker, « Chute de l'Empire ottoman : l'Allemagne, cet allié fatal », Géo Histoire, Février 2019, <https://www.geo.fr/histoire/chute-de-lempire-ottoman-lallemagne-cet-allie-fatal-194457>

économique fédérée autour des monarchies de la péninsule arabique (même s'il s'agit principalement des Saoudiens et des Émiriens). En effet, de nombreuses écoles islamiques ont été ouvertes par les Saoudiens en Afrique, notamment auprès des populations peules, dans l'ambition de propager le wahhabisme à des masses réceptives et pouvant être canalisées dans le projet de Riyad de solidification politico-économique à travers la proximité religieuse.

Les Saoudiens luttent contre l'influence religieuse marocaine (notamment au Mali et en Mauritanie) qui pousse en avant le courant soufi de l'islam, plus modéré que le wahhabisme. Mais ils luttent aussi contre l'influence de la Turquie, qui a su développer son réseau d'influence y compris à travers des pays non musulmans. On peut prendre le cas de l'Éthiopie¹¹³, pays historiquement copte, terre sainte pour ceux-ci car elle serait le bastion de l'Arche d'alliance. Depuis la chute du régime communiste de Mengistu, la Turquie y a accru son influence, car l'Éthiopie est une base arrière incontournable pour le contrôle de la corne de l'Afrique et de la mer Rouge (passage stratégique vers l'océan Indien), mais aussi de l'Afrique de l'Est.

Outre ces liens historiques, la Turquie étend son influence dans de nouveaux pays : Ankara a instrumentalisé son implantation en Éthiopie pour se développer dans des pays musulmans de la corne tels que la Somalie¹¹⁴ (en proie à la guérilla islamiste des Shebabs), mais aussi dans des pays ayant uniquement des minorités musulmanes (Érythrée, Djibouti) et en Afrique de l'est (Tanzanie, Kenya). La Turquie investit notamment dans les infrastructures aéroportuaires, que ce soit en Éthiopie ou dans d'autres pays. Ankara s'était pour cela appuyée sur un homme en particulier, Fethullah Gülen. Un prédicateur religieux, mais également un spécialiste des investissements étrangers turcs, il a ouvert de nombreuses écoles religieuses, notamment en Afrique de l'Ouest et en Asie centrale. En effet, dans des régions où les facteurs ethniques et religieux peuvent prendre le pas sur les facteurs politiques dans le déclenchement des conflits, le contrôle du discours religieux est primordial.

¹¹³ « L'Éthiopie et la Turquie renforcent leur coopération économique », La Tribune Afrique, 30 décembre 2016, <https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-est/ethiopie/2016-12-30/l-ethiopie-et-la-turquie-renforcent-leurs-cooperation-economique.html?fbclid=IwAR35uAU7GvPozWGHqnY42Tr8WLUJ65mja3vwivjNM8xXwOwvHB5O2fRwFiE>

¹¹⁴ « Erdogan s'accroche à la Somalie, intéressé par sa richesse en hydrocarbures », L'Express, 28 avril 2020 https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/erdogan-s-accroche-a-la-somalie-interesse-par-sa-richesse-en-hydrocarbures_2124269.html?fbclid=IwAR2PRho5zV83eAaZLBfbTK3U4Fy1mHE0QBFO2Rmnl-jYa7G42rJcQdoBbeY

Cela s'est notamment vu en Afrique avec l'emprise dont disposait le Maroc sur la région de l'Azawad (actuel nord du Mali) où est pratiquée la branche soufie du sunnisme, prêchée par les autorités marocaines¹¹⁵. On peut également observer cet effort important d'influence à travers le financement des mosquées et écoles coraniques de la part de l'Arabie saoudite et des EAU qui ont contribué à des regains de tensions au Nigeria¹¹⁶ (avec Boko Haram), ou encore dans l'Azawad. Gülen devait véhiculer une vision plus historique de l'islam, soumise au leader religieux, le calife (titre revendiqué par les Turcs depuis l'époque ottomane). Preuve de l'intention ferme d'Erdogan à s'imposer comme contre-modèle au wahhabisme du Golfe, l'expansion du modèle islamique turc a survécu à la rupture de la relation entre Ankara et Gülen suite au coup d'État de 2016.

Cette incompatibilité des visions peut s'observer sur de multiples champs de bataille au Moyen-Orient. Sur le plan militaire, l'opposition entre Ankara et Riyad peut s'observer immédiatement en Libye. Comme dit supra, la secte senoussie proche des Ottomans, contrôlait la Libye pré-Kadhafi. Or aujourd'hui, le soutien turc au gouvernement officiel, envers et contre tout (et notamment au soutien de différentes grandes puissances au leader de l'ANL, le maréchal Haftar) est dû en partie à ce lien historique : certaines factions islamistes libyennes, qui font partie du gouvernement reconnu par l'ONU, adhèrent à la secte senoussie et par conséquent, à ce lien historique du djihad de 1915. Mais les oppositions entre les visions turques et saoudiennes sont également politiques. Sur ce terrain, les Saoudiens évoquent la Turquie dans leur discours car celle-ci fait partie de l'Otan, laquelle a une politique à l'égard d'Israël toujours calquée sur le modèle de 1948, ce que n'ont plus les Saoudiens. Par conséquent, Riyad n'attaque pas frontalement les Turcs. A l'inverse, ces derniers critiquent souvent le gouvernement saoudien – comme le cas du Yémen, où Erdogan a longtemps décrié le gouvernement de Mohamed Ben Salman sur son incapacité à rapporter la paix dans la région. Ce même discours est employé envers les alliés de l'Arabie saoudite, au premier rang desquels l'Égypte, fortement critiqué par Erdogan depuis la prise de pouvoir du maréchal Sissi.

¹¹⁵ « La Turquie poursuit son offensive diplomatique en Afrique », RFI, 9 septembre 2020
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200909-turquie-offensive-diplomatique-afrique?fbclid=IwAR1tams-ql76tpL1ZmszPPQUEbzIJgcIZYLvrMktOEHowCkh7oU-LjVBUKs>

¹¹⁶ « Comment les Emirats arabes unis investissent l'Afrique », Le Point, 8 août 2019
https://www.lepoint.fr/afrique/comment-les-emirats-arabes-unis-investissent-l-afrique-08-08-2019-2328914_3826.php?fbclid=IwAR1X6KsTHrkn1zUBHfklqubj5ZbvMQaVPzQNFr43U8FS9Y4zqlBFfBCMnjU

Au travers du prisme médiatique enfin, Riyad dispose d'une arme très puissante qu'elle partage avec les Émiriens, à savoir d'importants fournisseurs de téléphonie mobile dans toute l'Afrique de l'Ouest et centrale, qui lui assure un soft-power sans équivalent dans la région. Mais la Turquie ne compte pas rester à distance dans cette guerre des médias, et a lancé la version arabe de la chaîne de télévision publique TRT afin de faciliter son accès dans le monde musulman.

Il serait intéressant de voir comment le réseau d'influence turc va continuer de s'étendre et changer de forme – ou au contraire s'amoindrir. On peut émettre plusieurs hypothèses sur la direction que pourrait prendre un tel réseau. Peut-être celle de la Tunisie, où la victoire turque en Libye est vue comme un garant de stabilité à la frontière. Potentiellement au Soudan, où la rivalité avec l'Égypte permettrait de créer une alliance contre un ennemi commun. Probablement le Turkménistan et d'autres pays d'Asie centrale, où les racines ethniques turcomanes peuvent représenter un point d'appui non-négligeable pour l'exportation du modèle d'Ankara. Enfin, la Turquie pourrait peut-être profiter de la crise algérienne et de la situation au Sahel pour étendre son influence dans la région.

A l'inverse, un amenuisement du prestige turc (dans le cas d'une exclusion de l'Otan, d'une défaite sur le front libyen, ou d'un échec à s'imposer en Méditerranée orientale) pourrait se traduire par une contestation politique interne. Les conséquences pour le projet de rayonnement turc par la religion et les médias seraient difficiles à envisager, tant l'assise d'Erdogan au pouvoir semble acquise. Mais une telle situation signerait la victoire incontestable du modèle wahhabite du Golfe, et un morcellement du bloc d'influence turc qui se ferait, à moyen terme, absorber dans la sphère d'influence saoudienne.

POUR ALLER PLUS LOIN

VAN DEN BERG Willem & MEESTER Meester, « Turkey in the Horn of Africa CRU Policy Brief Between the Ankara Consensus and the Gulf Crisis », Institut néerlandais Clingendael pour les relations internationales, juin 2019

L'OTTOMANISME REFORGÉ

LE BERCEAU DU NOUVEL EMPIRE D'ANKARA

Si l'opinion publique s'intéresse de nouveau aux questions militaires, l'association ILERI Défense œuvre depuis 2011 à leur diffusion. Centré sur l'étude des enjeux de sécurité internationale, de géopolitique et de stratégie, la pièce maîtresse de ce véritable *think tank* étudiant est la production écrite de ses membres leur offrant une véritable visibilité professionnelle. Par le biais de visites, de cafés-débats, de retours d'expérience et d'exercices de simulation de crise, les étudiants ont l'opportunité de s'inscrire au cœur du réseau des acteurs de la défense et d'élargir leur champ de connaissance.

Comble de leur engagement, de nombreux travaux sont publiés sur le site de l'association, et la présente revue en est la forme la plus aboutie. L'année 2020-2021 promet d'être un temps d'expansion et d'approfondissement pour l'association, malgré la pandémie de la Covid-19, mais aussi un temps de recentrage sur les activités les plus au cœur de l'esprit d'ILERI Défense.



Retrouvez tous nos travaux sur :

WWW.ILERI-DEFENSE.COM



@ileri_defense



facebook.com/ileri.def



ILERI Défense